

**ALTERNATIVE**  
**libertaire**  


**AL 213 - JANVIER 1999**

**Des ballets roses  
au témoignage d'X1...**

**L'ENQUÊTE  
IMPOSSIBLE**



[UNE - Des ballets roses au témoignage d'X1 - Douglas De Coninck](#)

-  [SÛRETÉ DE L'ÉTAT - Police de la pensée et loi scélérate - Xavier Bekaert](#)
-  [MISE EN SITUATION - Au début était l'État providence - Cécily](#)
-  [TRIBUNE LIBRE - L'affaire de nos scrupules - Marc Reisinger](#)
-  [INTOX - Au nom de la loi, je vous arrête ! - Anne-Marie et Claudio](#)
-  [PUBLICATION - La farine et le son - École libertaire Bonaventure](#)
-  [ANTIFASCISME RADICAL - Les mutins de l'an 98-99 - Réseau No Pasaran](#)
-  [CARTE DE VISITE - Section Carrément Anti Le Pen - Agnès / No Pasaran](#)
-  [FRANCE - Sans-papiers, trouver un second souffle - Jicé / No Pasaran](#)
-  [HYPOCRISIE - 50 ans des Droits de l'Homme - Collectif contre les expulsions](#)
-  [RÉFUGIÉS - L'affaire Blandine Kaniki - Collectif contre les expulsions](#)
-  [ANARCHISTE - Les élections, l'État et le reste - Franck Thiriot](#)
-  [SYNDICALISME - L'Évangile selon Saint-Luc - Chiquet Mawet](#)
-  [LE POING SUR LA TABLE - Au procès des 13 de Clabecq - AL](#)
-  [NOTRE HISTOIRE - Increvables anarchistes \(volume 2 - 52 pages A5\) - Collectif](#)
-  [BLUES - L'album GLANDEUR NATURE de Marc Lelangue](#)

Des ballets roses au témoignage d'X1 (Alternative Libertaire)  
*ALTERNATIVE LIBERTAIRE 213/ LU DANS LA PRESSE /  
DOUGLAS DE CONINCK / DE MORGEN*

**Des ballets roses au témoignage d'X1**

# L'ENQUÊTE IMPOSSIBLE

**Qu'il soit impossible d'enquêter  
sur une affaire ne signifie pas  
qu'elle a eu véritablement lieu.  
Confrontée à cette affirmation  
aux mille et une interprétations,  
la Belgique se débat depuis vingt ans  
avec les dossiers des ballets roses.**

- *Tu m'as dit que tu l'avais fait. Tu l'as fait ou non ? Je dois savoir.*
- *Non, je ne l'ai pas fait.*
- *Chérie, l'autre fois, tu m'as dit que tu l'avais fait. Maintenant, tu me dis que tu ne l'as pas fait.*
- *Et toi ? Est-ce que tu ne m'as pas trompée tout ce temps.*
- *Si tu ne me dis pas la vérité, je ne sais plus où j'en suis.*
- *Tu m'as toujours trompée !*
- *Je n'ai pas couché avec une autre.*
- *Tu ne m'as pas trompée, mais tu m'as fait horriblement souffrir moralement... (silence, craquements). Bon, c'est vrai. J'ai participé à des partouzes avec Bettens, je l'ai fait, mais ça ne m'a pas plu. Je le lui ai dit et nous en avons discuté [...].*

Chaque homme en phase de divorce se rappelle souvent presque littéralement de la dernière conversation avec son épouse.

Pour le psychiatre bruxellois, André Pinon, c'est pire. Ce dialogue entre lui-même et sa femme Josiane Jeuniauw est le point de départ d'une affaire qui transformera la Belgique de ce pays paisible de la bière et des frites en une nation de complots, d'intrigues, de meurtres non résolus et de partouzes. C'est ici, sur les rives du lac de Genval que commence, le 30 août 1979, l'histoire des ballets roses.

## **La fine fleur du royaume**

André Pinon joue avec un stylo voyant, le tient devant la bouche de sa femme, comme un micro B ce qu'il est effectivement. Trois cents

mètres plus loin, un détective enregistre la conversation sur bande magnétique.

Cette opération à la James Bond a été décidée après que le couple ait comparu deux jours plus tôt devant le juge de la jeunesse de Nivelles et qu'André Pinon a bluffé : *Je sais tout*. Sa femme a brutalement pâli : *Vraiment tout ?* Elle raconte alors des ébats sexuels avec douze partenaires, hommes et femmes ensemble, dans la villa de son nouvel amant, le docteur Bettens. Elle cite quelques personnalités, parmi lesquelles un haut placé de la Sécurité de l'État et le docteur Crokaert de Waterloo. Pinon espérait qu'elle refasse son récit, mais elle se contente d'avouer que Bettens organise des partouzes tous les vendredis. Le stylo commence à lui paraître suspect. La discussion se termine par une dispute éclatante. Pinon est toutefois satisfait du résultat. Cela suffira pour obtenir la garde des enfants, pense-t-il.

Il l'est moins quand il rentre le 7 septembre chez lui pour constater qu'on l'a cambriolé. Une seule chose a disparu : la cassette. Il obtient toutefois une copie chez le détective, et se rend à la police. Le 10 octobre, sa plainte aboutit au parquet de Nivelles et se voit attribuer le numéro de dossier 38.91.1005/79.

## Premier "suicide"

Cinq jours après l'entretien du lac, la femme de chambre de l'*Holiday Inn* de Machelen malmène la serrure de la chambre 419, fermée à clé depuis deux jours. Sur le lit, elle trouve le cadavre de Anne Dedeurwaerder, 44 ans. Par terre, un flacon de Vesparax, vide. Le parquet de Bruxelles conclut au suicide. La dame en question était l'épouse du docteur Crokaert.

Lorsque Pinon apprend la nouvelle, il n'en démord plus, il y a quelque chose derrière tout cela. Le nouveau substitut nivellois, Jean Deprêtre empêche que la cassette soit versée au dossier de divorce et le juge de la jeunesse confie la garde des enfants à l'ex-femme de Pinon. Celui-ci répète son histoire à qui veut l'entendre. C'est ainsi qu'il rencontre Christine Doret. Elle a également été impliquée dans une procédure de divorce auprès du même juge de la jeunesse. Cette femme de 31 ans lui

raconte qu'elle a participé, avec son ex-femme d'ailleurs, à des partouzes où se défoulait la *fine fleur* de l'establishment belge : l'ancien Premier ministre Paul Vanden Bœynants, Guy Mathot, le général de gendarmerie Beaurir, les promoteurs immobiliers très proches de VdB, Charly De Pauw et Ado Blaton, ainsi que le prince Albert. Christine Doret affirme même qu'il y avait des enfants, dont deux se sont suicidés. Le juge de la jeunesse les a sélectionnés dans des homes et "livrés".

## Ça flambe au journal Pour

André Pinon s'adresse alors à Jean-Claude Garot de l'hebdomadaire de gauche *Pour*. Ensemble, ils décident d'organiser le 18 juin 1981 un souper avec Christine Doret. Ne se doutant pas que Garot immortalise ses paroles sur un dictaphone, elle déballe à nouveau son histoire. Les partouzes se déroulaient au golf club de Bercuit, chez le docteur Bettens et dans des villas à la côte. Elle parle également du "meurtre de madame Crokaert". Lorsqu'en fin de soirée, Garot se présente comme journaliste, elle réagit violemment. Elle niera tout, dit-elle, quoi qu'il arrive.

Le matin du 5 juillet 1981, un incendie ravage la rédaction et l'imprimerie de *Pour*, installées à Ixelles. On y avait jeté quelques cocktails molotov. Le 10 juillet, Jean-Claude Garot relate les faits à la justice. Quelques jours plus tard, toutes les conversations tournent autour des ballets roses. Mais quelle est donc l'origine de ce terme ? Hugo Coveliers, spécialiste VLD du dossier, explique : *C'est le terme consacré pour désigner des partouzes. Rien à voir donc avec de la confiture, bien qu'il ait été question d'ébats dans la confiture rose. J'ai un jour fait une blague à cet égard lors de la commission sur les tueries, suite à quoi VdB s'est adressé à moi d'une voix sonore en disant : "Moi, je ne pédale pas dans la confiture !"*

Le 20 juillet 1981, les enquêteurs belges se rendent sur la Côte d'Azur où Christine Doret passe ses vacances. Si celle-ci se rappelle de la soirée, elle affirme avoir tout inventé. Elle avait pitié de Pinon qui ne pouvait pas accepter le verdict du juge de la jeunesse. Et pour ne pas lui

refuser le plaisir de sa théorie du complot, elle a répété ce qu'il lui avait soufflé.

## Le juge classe le dossier

Aujourd'hui, à la lecture du dossier Pinon, le seul sentiment qui subsiste est que l'on a en mains le fameux dossier qui a fait couler tellement d'encre. L'on serait tenté d'approuver l'affirmation selon laquelle ce n'est que l'illustration pénible de ce à quoi peut mener un divorce. Il apparaît des interrogatoires de Bettens et de Crokaert que la femme du dernier entretenait une liaison avec le premier. Qui rompt, suite à quoi elle se suicide. Point à la ligne. Lors d'une perquisition chez le docteur Bettens, l'on a retrouvé le livre d'or dans lequel, affirmait Christine Doret, se trouvaient le noms de tous les *partouzeurs*. La description correspond parfaitement, mais les nom de VdB et de Mathot n'y apparaissent pas. Fin 1981, Jean Deprêtre classe le dossier 38.91.1005/79 sans suite. Plus tard, il s'avère que l'incendie du *Pour* a été provoqué par le *Front de la Jeunesse*, davantage pour les révélations du journal concernant les camps d'entraînement fascistes que pour celles du dossier Pinon. Le FJ était toutefois partiellement financé par le baron Benoît de Bonvoisin, extrémiste de droite. Beaucoup établissent alors rapidement le lien avec le dossier Pinon. Les doutes subsistent. Jean-Claude Garot a déposé son enregistrement à la police judiciaire (PJ) le 21 juillet 1981. Christine Doret n'y apparaît pas vraiment comme une affabulatrice.

*Garot : Ce n'est pas que je ne te croie pas, mais...*

*Doret : Mais parce que... (s'adresse aux autres) Mais parce que... il n'a jamais vécu ce genre de choses. Il n'a jamais fréquenté ces milieux. On ne peut pas les connaître alors.*

*Garot : Non, vraiment pas (...)*

*Doret : Certains en sont morts. C'est vrai...*

## Paul Latinus pendu

Le 25 avril 1984, on retrouve le cadavre de Paul Latinus, dirigeant du mouvement d'extrême-droite Westland New Post, pendu dans sa cave.

Latinus était un personnage controversé. Le WNP infiltrait la sécurité de l'État, n'hésitant pas à subtiliser des télex ultra-secrets à l'OTAN. En dehors de Deprêtre B à nouveau chargé de l'affaire B et du magistrat bruxellois Jean-Pierre Jaspar, personne ne croit au meurtre. Le commissaire bruxellois de la police judiciaire (PJ), Georges Marnette, est arrivé le premier sur les lieux et continue à affirmer que la corde à laquelle pendait Latinus était trop courte.

Six mois avant sa mort, Paul Latinus avait déposé plainte auprès de la gendarmerie pour "menaces de mort dans le cadre du dossier Pinon". Dans ses affaires personnelles, l'on a retrouvé des notes visiblement recopiées du dossier 38.91.1005/79.

## **Le morecau d'un puzzle**

À partir de 1984, il est impossible d'arrêter le flot des spéculations. J. Deprêtre annonce brutalement *qu'il n'existe pas de dossier Pinon*. La PJ commence à surveiller quelques adresses citées dans le dossier. On fait beaucoup de bruit autour d'un mystérieux enregistrement contenant une conversation entre Pinon et un avocat. Le commissaire Marnette rafle la cassette sur le bureau d'un collègue et lorsqu'elle réapparaît, elle est vide. Des choses dans le genre. Il est certain que les ballets roses ont eu lieu, a décidé la commission-bis sur les tueries. Il n'est toutefois pas prouvé que des mineurs étaient impliqués.

Les journalistes qui se sont occupés de l'affaire dans les années quatre-vingts sont convaincus que le *dossier Pinon* était une sorte de code avec lequel la racaille d'extrême-droite essayait de faire chanter la classe politique. D'après eux, il ne s'agit que du reflet d'un dossier beaucoup plus important.

## **Call-girls et haute finance**

En 1976, un consortium d'entreprises belges, Eurosystem Hospitalier, empoche un contrat de 36 milliards de francs pour la construction d'un hôpital en Arabie saoudite. Peu avant la signature du contrat, la société engage une certaine Israël Fortunato dans son département relations publiques. Il s'agit d'une prostituée surnommée *Tuna*. Elle dirige une

équipe de call-girls, appelée *Le cercle de Tuna*, qui voyagent dans le monde entier aux frais d'Eurosystems pour séduire les magnats saoudiens. En 1979, l'aventure se termine par une faillite qui coûte à l'État plusieurs milliards de nos francs. Il s'avère alors qu'Eurosystems a dépensé pas moins de 8 milliards en "commissions".

L'une de ses filiales est dirigée par un homme d'affaires très proche du Front de la Jeunesse. Le baron de Bonvoisin trempe, lui aussi, dans l'affaire B comme d'habitude. Le prince Albert avait fait un lobbying intensif auprès des Saoudiens. Presque tous les noms du dossier Pinon réapparaissent d'une manière ou d'une autre dans les constructions commerciales gravitant autour d'Eurosystems. Et inversement. Christine Doret avait désigné une certaine *Tania ou Tounia* comme l'organisatrice des partouzes. *Le cercle de Tuna* compte également parmi ses clients la société Asco de Roger Boas, laquelle avait obtenu un contrat de défense controversé de 24 milliards pour des blindés. Israël Fortunato avait été pendant des années la maîtresse de Boas, qui lui-même était un ami très proche de VdB.

En 1979, l'une des call-girls, Lydia Montaricourt, reprend la direction du *Cercle de Tuna*. Elle a toutefois des ennuis avec la justice. La BSR effectue une perquisition, emmène des listes de clients et prend acte de sa déclaration selon laquelle elle *\* travaille pour Eurosystems \**. L'enquêteur Callens de la BSR n'en comprendra les implications que lorsqu'il est convoqué au cabinet du ministre de la Défense Vanden Bœynants. Le magistrat chargé du dossier le clôture. Il s'appelle Jean Deprêtre. Lydia Montaricourt récupère ses biens et l'affaire continue à planer pendant des années au-dessus de toutes les autres.

## **Tueurs du Brabant**

Dans la nuit du 16 au 17 décembre 1983, l'homme d'affaires Jacques Fourez et sa maîtresse Élise Dewit arrêtent leur Mercedes sur le retour de Paris pour prendre de l'essence. Ils font halte au Colruyt de Nivelles, au moment même où quelques gangsters l'attaquent. Dans le bain de sang qui s'en suit, Jacques Fourez, Élise Dewit et un gendarme accouru sont exécutés. Grâce aux révélations de *Pour B* qui est arrivé à

ses fins B le public belge vient d'apprendre ce que sont les *ballets roses*. Dans la même catégorie s'ajoute à présent la notion de *Tueurs du Brabant wallon*. Comme ce sera toujours le cas par la suite, le butin est dérisoire par rapport à la violence déployée : quelques bidons de pétrole, des pralines et cinq paquets de café.

On les retrouve d'ailleurs dans le coffre de la Mercedes de Fourez, avec laquelle les malfaiteurs ont pris la fuite. Deux ans plus tard, l'on s'intéresse beaucoup à ce coffre. Un PV établi par la BSR concernant les Tueurs du Brabant wallon signale que Charly De Pauw avait versé 140 millions dans une affaire de chantage pour une cassette vidéo sur laquelle on pouvait le voir lors d'une partouze avec des enfants. Peu avant leur départ de Paris, Jacques Fourez et Élise Dewit ont affirmé avoir une copie de cette cassette dans leur coffre. Bien qu'aucun des deux n'ait été fortuné, le couple négociait, juste avant d'être assassiné, l'achat d'un domaine prestigieux dans les Ardennes. Élise Dewit travaillait au cabinet d'un échevin CVP bruxellois, intime de VdB. Si cette hypothèse est la bonne, reste à savoir toutefois comment les Tueurs pouvaient savoir que le couple allait s'arrêter au Colruyt. Fourez n'y allait jamais prendre de l'essence. Sur cette objection, la justice clôt la piste. Au sein de la BSR de Wavre éclate une guerre entre les *partisans* et *détracteurs*. Le procureur Deprêtre B encore lui B ridiculise les enquêteurs de la BSR qui veulent établir un lien entre les Tueurs et l'extrême-droite ou les ballets roses, et trouve un allié en leur chef, Jean-Luc Duterme. Il renvoie les enquêteurs perturbateurs.

## Ça crève l'écran

Le pays semble avoir retrouvé sa quiétude, jusqu'à ce que, le 13 février 1990, VTM commence son journal du soir par un *close-up* sur le visage fatigué d'une Française. Elle a 42 ans et s'appelle Maud Sarr. En *prime-time*, elle explique comment des gens comme VdB, Deprêtre, Jaspar et le commandant de gendarmerie François ont participé à des partouzes avec des mineurs. Les déclarations de Maud Sarr semblent répondre à de nombreuses questions plus anciennes des dossiers Asco, Eurosystems, Latinus et Pinon, mais à peine une semaine plus tard, l'on apprend que Mme Sarr s'est fait payée par le journaliste de VTM. La

somme est ridicule B elle ne fait rien pour rien B mais cela devient plus gênant lorsqu'il s'avère qu'elle a déjà témoigné devant la justice et que deux jours après son apparition télévisée, elle revient sur ses déclarations. Entre-temps, VdB lui-même a comparu devant la commission sur le tueries. Bon nombre voit dans la venue soudaine de Maud Sarr une manœuvre pour permettre à VdB de se moquer de *toutes ces fariboles*.

Suite au témoignage de M. Sarr, on ressort à nouveau le dossier Pinon et le parquet bruxellois décide d'y faire une fois pour toutes la part de vérité et de fiction. Avec pour conséquence que les questions sans réponse sont encore plus nombreuses. Christine Doret n'a plus jamais été entendue après 1981. Personne ne sait ce qui a poussé Maud Sarr à rétracté son histoire. Le colonel de gendarmerie Herman Vernailen, sur lequel on (les Tueurs ?) avait tiré auparavant, affirme qu'il a vu de ses propres yeux une cassette avec des ballets roses, mais ensuite ne se manifeste plus. Plusieurs photos surgissent sur lesquelles apparaît Jean Bultot B un suspect dans plusieurs pistes sur les Tueurs B en train de sautiller dans la confiture, mais personne ne peut confirmer qu'il s'agit bien de lui. Tel le monstre du Loch Ness, les ballets roses se mêlent à chaque nouvelle affaire importante. L'affaire Dutroux a-t-elle à peine éclatée qu'il s'avère que Michel Nihoul est un amateur de partouzes.

## Les témoins X

Les enquêtes d'alors paraissent inconsistantes quand fin 1996, Regina Louf et ses consœurs spirituelles X2 et X3 témoignent à Neufchâteau de l'existence de réseaux du sexe. Les informations correspondent parfaitement aux hypothèses d'alors ; mieux, elles sont plus précises et détaillées. Dès 1989, Maud Sarr évoque des enfants qu'elle a vu dans les années septante lors de partouzes à Knokke et dont *personne ne savait d'où ils venaient*. Regina Louf a grandi à Knokke. Les noms cités par les X sont pour la plupart identiques à ceux des déclarations de Sarr, Doret, Pinon et autres. Il y a fort à parier qu'un beau jour, quelqu'un soulèvera le dossier X3. La famille royale y joue un rôle important.

X3, comme X2, décide de se taire lorsqu'elle se rend compte que la cellule d'enquête de Neufchâteau s'est également divisée. Certains estiment que l'affaire *est un peu trop belle pour être vraie*. Au cours de l'année 1998, une foule de communiqués affirment que les enquêteurs ont "aidé" leurs témoins, d'autres font part de faux PV. Les enquêteurs qui, avec une délectation sardonique, déclarent folles les témoins X sont souvent les mêmes qui ont nié pendant des années l'existence des ballets roses. *En Belgique, il est impossible d'enquêter sur certaines affaires*, affirme Hugo Coveliers. *Alors, on les tire pendant des années*.

Le docteur Pinon ne s'est mêlé que brièvement au grand débat Dutroux/Nihoul. Il croit se rappeler que deux PJ-istes lui avaient déjà demandé vers le milieu des années quatre-vingts s'il connaissait Nihoul et le "bourreau de Mons". Le docteur Pinon vient d'acheter une maison au Portugal. Sur le point d'émigrer, il ne veut plus jamais rentrer en Belgique. Jean-Claude Garot est aujourd'hui l'éditeur prospère de plusieurs magazines de sport.

Douglas De Coninck  
De Morgen - 1er décembre 98

Extrait de l'édition spéciale du journal De Morgen pour ses vingt ans (1er décembre 1998). Les intertitres et l'illustration de couverture sont de la rédaction d'AL. Merci à Aline et à Sylvaine pour la traduction.

---

*LOI ORGANIQUE SUR LES SERVICES  
DE RENSEIGNEMENTS ET DE SÉCURITÉ*

## **Police de la Pensée et loi scélérate**

**La loi scélérate a été votée,  
dans l'indifférence générale, le 19 novembre 1998.**

*À chaque palier, sur une affiche collée au mur, face à la cage de l'ascenseur, l'énorme visage vous fixait du regard. C'était un de ces portraits arrangés de telle sorte que les yeux semblent suivre celui qui passe. Une légende, sous le portrait, disait : **Big Brother vous regarde** (Georges Orwell, 1984).*

Après avoir été voté par la Chambre le 23 octobre 1997, le **projet de loi organique des services de renseignements et de sécurité** avait été adopté par le Sénat, moyennant certains amendements, le 16 juillet 1998 (*Poètes vos papiers*, AL 209). Il est alors retourné à la Chambre et a finalement été adopté en séance plénière le 19 novembre dans l'indifférence générale (par 97 voix contre 23 et 3 abstentions). Examinons en détail cette nouvelle loi scélérate.

Tout d'abord, il faut savoir que ce projet de loi est apparu de la nécessité de légiférer sur la Sûreté de l'État et le Service du renseignement militaire, qui n'étaient jusqu'alors réglementés par aucun texte de loi ! On peut citer cet extrait du périodique du Sénat qui parle de lui-même: *La Sûreté de l'État fonctionne sur la base d'arrêtés ministériels et de circulaires. Les mission [...] figurent dans un arrêté royal. **Les plaintes déposées contre la Sûreté de l'État, par exemple pour violation de la vie privée, restent dès lors sans suite [...] Il est impérieux de conférer une base légale aux services de renseignements*** (Sénat nE4, été 1998).

*Naturellement, il n'y avait pas moyen de savoir si, à un moment donné, on était surveillé. Combien de fois, et suivant quel plan, la Police de la Pensée se branchait-elle sur une ligne individuelle quelconque, personne ne pouvait le savoir. On pouvait même imaginer qu'elle surveillait tout le monde, constamment. Mais de toute façon elle pouvait mettre une prise sur votre ligne chaque fois qu'elle le désirait* (Georges Orwell, 1984).

## **Les missions de la Sûreté de l'État**

La définition des missions des services de renseignements a constitué une grande partie du travail des sénateurs. Voilà ce qu'ils nous ont concocté...

*La Sûreté de l'État a pour mission : de rechercher, d'analyser et de traiter le renseignement relatif à **toute activité qui menace ou pourrait menacer la sûreté intérieure de l'État et la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, [...] le potentiel scientifique ou économique [...] ou tout autre intérêt fondamental du pays défini par le Roi sur proposition du Comité ministériel [...]**.*

Premièrement, on observe que selon cet extrait, il pourrait *incomber aux services de renseignements de défendre l'intérêt privé d'une entreprise* puisqu'ils ont à défendre *le potentiel économique du pays*. Olivier Deleuze (Écolo) avait d'ailleurs proposé un amendement qui préciserait qu'*en aucun cas , l'intérêt exclusif d'une seule entreprise ne sera considéré comme un intérêt fondamental du pays*. Cet amendement a été rejeté à l'unanimité par la Chambre! En deuxième lieu, puisque

les services de renseignements doivent défendre *tout autre intérêt fondamental du pays défini par le Roi* (sic) *sur proposition du Comité Ministériel*, cela signifie un arbitraire total sur les missions que l'État pourrait conférer à ces services, ce qui est en contradiction flagrante avec ce qui devait constituer la principale raison d'être de ce projet de loi: *conférer une base légale aux services de renseignements*.

## Attention, on vous regarde...

Troisièmement, on peut regarder ce qui est entendu précisément par *activité qui menace ou pourrait menacer...* : **toute activité, individuelle ou collective**, déployée à l'intérieur du pays ou à partir de l'étranger, qui peut avoir un rapport avec l'espionnage, l'ingérence, le terrorisme, l'extrémisme, la prolifération, les organisations sectaires nuisibles, les organisations criminelles, **en ce compris la diffusion de propagande, l'encouragement ou le soutien direct ou indirect, notamment par la fourniture de moyens financiers, techniques** [...]. Donc, à partir de maintenant même de simples encouragements seront contrôlés, inspectés, surveillés, notés, fichés, enregistrés, encodés, analysés!

Pour la définition d'une **organisation criminelle**, les sénateurs ne se sont pas foulés, ils ont simplement repris celle de l'article 324 bis, ce qui se passe bien évidemment de tout commentaire... La définition de l'**extrémisme** est également très intéressante, je la rappelle: *les conceptions ou les visées racistes, xénophobes, anarchistes, nationalistes, autoritaires ou totalitaires, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraires, en théorie ou en pratique, aux principes de la démocratie ou des droits de l'homme, au bon fonctionnement des institutions démocratiques ou autres fondements de l'État de droit*.

## Crime par la pensée

*Qu'il écrivît ou n'écrivît pas À bas Big Brother n'avait pas d'importance. Qu'il continuât ou arrêtât le journal n'avait pas d'importance. De toute façon, la Police de la Pensée ne le raterait pas. Il avait perpétré B et aurait perpétré, même s'il n'avait jamais posé la plume sur le papier B le crime fondamental qui contenait tous les autres. Crime par la pensée, disait-on* (Georges Orwell - 1984).

Hormis l'amalgame imbécile qui est fait entre les idées anarchistes et un ensemble de conceptions d'extrême-droite, il est effrayant de voir qu'il s'agit bien ici de **surveiller les idées anarchistes**, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel, voire même philosophique ! (Quand est-ce qu'on brûle les livres ?) On peut remarquer que la suppression du mot *anarchistes* avait également été proposée par Olivier Deleuze (Écolo) et a été rejetée à l'unanimité par la Chambre (comme tous les autres propositions d'amendements).

Autre chose : Pour ces députés, qu'est-ce que *le bon fonctionnement des institutions démocratiques* ? L'assassinat d'une réfugiée par des tortionnaires "se contentant" d'appliquer scrupuleusement un règlement très explicite sur les méthodes à utiliser pour déporter les êtres humains ? Donc lutter contre un crime d'État et contre les déportations massives constitue très certainement une entrave au *bon fonctionnement des institutions démocratiques* et (après tout, pourquoi pas?) une atteinte *aux principes de la démocratie et des droits de l'homme*.

### Conclusion

En prétextant *conférer une base légale aux services de renseignements*, l'État définit uniquement les missions absolument nécessaires dans l'immédiat, c'est-à-dire briser toute possibilité de participer (et même de penser ou de rêver) à la construction d'un monde réellement vivable, débarrassé de la domination étatique et économique, et se réserve en fait une liberté de choix absolue sur les missions éventuelles qu'il pourra conférer à ces dits services selon les besoins du moment. Les lois liberticides s'accumulent en Belle(?)gique, les idées sont sous contrôle. Tout est en place pour instaurer un nouvel ordre...

*L'Œil regarde la ville endormie, des caméras inspectent discrètement les rues désertes. Derrière de larges télécrans, les surveillants sont à leurs postes. Tout est en place. L'ordre règne au royaume de Laidegique...*

**Xavier Bekaert**

On peut trouver le texte du projet de loi, les propositions d'amendements et le rapport qui l'accompagne au site internet de la Chambre (<http://www.lachambre.be>) : projet de loi nE638 (/18-21).

**Vos commentaires sur cette nouvelle loi peuvent être envoyés au Premier Ministre J-L DEHAENE**  
[jeanluc.dehaene@premier.fgov.be](mailto:jeanluc.dehaene@premier.fgov.be)

---

La Belgique et les affaires. Au début était l'État-providence.

MISE EN SITUATION / AU DÉBUT ÉTAIT...

**Au début était  
l'État-providence**

## (et notre esprit planait dans les nuages)

Quand j'étais gamine, j'endendis parler de l'affaire Dreyfus.

C'était l'histoire vraie d'un officier juif qui avait été accusé à tort d'avoir commis quelque chose de grave, et qui eut le culot de se défendre, si bien qu'Émile Zola déclara publiquement et brillamment le croire et que tout cela finit par ridiculiser ses accusateurs.

Il planait sur cette affaire une ambiance de triomphe du bien sur le mal. Triomphe de la vérité, de la démocratie, sur l'extrême-droite alors si répandue qu'on ne la disait pas encore "extrême". Quand le professeur nous racontait cette histoire, nous nous disions que nous vivions à l'époque de la vérité et de la démocratie, et que nous avions plutôt de la chance.

De même, je pouvais lire que, du temps de Zola et de Dickens, il y avait des enfants esclaves et toute une classe d'ouvriers et d'ouvrières qui travaillaient jusqu'à seize heures par jour, notamment aux côtés des chevaux aveugles dans les mines.

Une des séquelles de cette société tolérant la misère était les "commissions d'assistance publique", mais un prof nous raconta qu'elles venaient tout juste de disparaître par l'effet de la loi sur les CPAS et le minimex (équivalent du RMI). Résultat : il n'y avait plus de pauvres en Belgique, plus d'assistés, plus de soupe populaire. Le même professeur nous montrait sur des dias ternes en noir et blanc les files de pauvres qui attendaient la soupe populaire durant la crise des années trente. Fini tout cela ! Les assistés, en 74, devinrent des ayant-droit.

D'autres, nous parlaient de la famine dans les pays "en voie de développement". Ils laissaient entendre que le truc découvert par les pays industrialisés pour limiter le temps de travail, améliorer les conditions de travail et assurer, de toute façon, un revenu de subsistance à tout le monde, allait se répandre petit à petit jusque là, et que ces famines disparaîtraient chez eux comme les pauvres chez nous.

Il y avait aussi l'histoire du nazisme, des camps de concentration ; la pratique systématique de la cruauté extrême envers des gens innocents et pourtant déclarés "vermine" : Juifs, homosexuels, communistes, prostituées, vieux, malades et moi et moi et moi. Nos professeurs et nos parents nous disaient que tout cela avait été si extrême que l'Europe ne commettrait plus jamais de telles choses ; que l'extrême-droite était devenue un parti minuscule et marginal tandis que la vérité, la démocratie, le droit de tous à une place dans la société étaient au pouvoir et le resteraient pour longtemps, peut-être pour toujours.

Je contemplais les petites maisons familiales, confortables et bien chauffées de ma commune, avec les jardins pleins d'arbres et de fleurs, et je vous jure que je me disais : nous sommes la veille du grand soir.

J'ai bu le petit lait de l'État-Providence jusqu'en 78, date à laquelle j'ai entendu à la radio que la crise, de conjoncturelle, était devenue structurelle, et qu'on verrait de nouveau des pauvres. Mais le petit lait avait été tellement bon que jamais je ne m'habituerai au vinaigre.

### **Le retour de la sélection**

Maintenant, je lis (et beaucoup d'entre nous le savent d'expérience) qu'au sein de la sécurité sociale, en France, en Belgique et partout en Europe, *il est demandé aux cadres de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour écarter les femmes âgées de 35 à 45 ans, parce que ces dernières possèdent la mémoire des pratiques d'assistance sociale de jadis, et qu'elles résistent massivement aux pressions de l'encadrement pour réaliser des économies en lésant les assurés de l'assistance et des services auxquels ils ont droit. Or la référence au droit, dans la pratique, est constamment référée au passé. Si l'on réussissait à se débarrasser de ces opératrices "à mémoire", de nouvelles orientations de l'action sociale deviendraient plus faciles à mettre en œuvre* [1/p.79].

Tiens tiens, mais c'est le retour des pauvres, et le retour des éliminations.

*Aucune différence, semble-t-il, ne peut être mise en évidence entre la banalisation du mal dans le système néolibéral (ou dans un "grand ensemble industriel" pour reprendre l'expression de Primo Levi) et la banalisation du mal dans le système nazi [1/p.174].*

L'auteur de ces lignes, Christophe Dejours, décrit le processus de banalisation du mal qui se poursuit de nos jours, c'est-à-dire la souffrance des travailleurs (que beaucoup d'entre nous connaissent aussi d'expérience), la souffrance des exclus, le chacun pour soi et l'absence d'indignation collective.

### **Le dévoiement des honnêtes gens**

Les honnêtes gens, comme Dejours les appelle, c'est-à-dire surtout nos collègues de travail et dans une certaine mesure le reste de notre entourage, mettent leur conscience morale de côté quand on aborde le thème du droit au revenu et à la dignité pour tous. Ils nous sortent effectivement ce que Christophe Dejours appelle des propos tout faits, justifiant l'exclusion. *C'est-à-dire que tout cela serait fait au nom du réalisme de la science économique, de la "guerre des entreprises", et pour le bien de la nation (qui serait menacée d'anéantissement par la concurrence économique internationale). Les autres, certes, sont victimes. Mais c'est inévitable. Pour boucler le dispositif de l'idéologie défensive, certains vont jusqu'à prétendre que le "sale boulot" n'est pas fait à l'aveuglette, mais, bien sûr, de façon rationnelle et scientifique. On licencie en priorité les moins bons, les vieux, les rigides, les sclérosés, ceux qui ne peuvent pas suivre le progrès, les retardataires, les passéistes, les dépassés, les irrécupérables. Et d'ailleurs, parmi eux, il y a beaucoup de fainéants, de profiteurs, voire de mauvais esprits.*

*C'est dire que se dessine peu à peu, pour parachever l'idéologie défensive, la référence à la sélection. À condition de procéder à une sélection sérieuse, rigoureuse, voire scientifique, le "sale boulot" deviendrait propre et légitime : bilan des compétences, révision des qualifications, "requalification" (comme à France Télécom), entretien*

*annuel, notation... toutes les techniques et tous les protocoles pseudo-scientifiques peuvent être ici convoqués pour former les charrettes de licenciés qui débarrasseront l'entreprise de ses parasites, de ses improductifs. Le "sale boulot" devient ainsi un travail de ménage, de dépoussiérage, de dégraissage, de propreté, de nettoyage par le vide, etc., expressions qui fleurissent dans le discours des "collaborateurs". Parmi ces braves gens, dont certains étaient réticents au départ, il en est qui, parfois, souffrent à nouveau de culpabilité. Mais celle-ci ne fait qu'activer les stratégies de défense qui retournent le mal en bien, le "sale boulot" en vertu et en courage, conduisant alors à une participation frénétique au "sale boulot" dans une sorte de forcing, d'hyperactivisme et d'auto-accélération à caractère défensif [...] on se "saoule", on obscurcit sa conscience et on la remplace par la fatigue (chez les travailleurs sociaux par exemple [...] ou chez les infirmières donnant dans le "kaporalisme") [1/p.112].*

### **La fête au restaurant**

*Qu'en est-il de la banalisation du mal chez les cadres ? Au cours de mes enquêtes de ces dernières années, j'ai découvert l'existence de concours organisés entre cadres qui mettent en scène le cynisme, la capacité de faire encore plus fort que ce qui est demandé, d'annoncer des chiffres de dégraissage d'effectifs famoureux par rapport à ce que demande la direction... et à montrer qu'ils ne bluffent pas : ils tiendront les objectifs qu'ils ont annoncés, haut et fort, en réunion de direction ou de cadres, comme une enchère en salle de vente. On les surnomme "cow-boys" ou "tueurs". Les autres cadres assistant à la réunion sont impressionnés mais soutiennent et participent à la plaisanterie, en y allant chacun à son tour dans la surenchère. La provocation ne s'arrête pas toujours aux chiffres et aux mots. Certains vont jusqu'à faire des déclarations tapageuses devant leurs subordonnés ou en plein atelier, pour prouver qu'ils n'ont pas peur de montrer leur courage et leur détermination, aux yeux de tous, ainsi que leur capacité à faire face à la haine de ceux à qui ils vont infliger le mal. Et des épreuves sont organisées, où chacun doit montrer par un geste, une circulaire, une note intérieure, un discours public, etc., qu'il fait*

*bien partie du collectif de travail du "sale boulot" [...] Ensuite, on arrose cela au cours de repas, le plus souvent dans des restaurants réputés, où beaucoup d'argent est dépensé, cependant qu'on porte des toasts avec des vins coûteux et que l'on fait des plaisanteries grivoises et surtout vulgaires, ce qui contraste avec le raffinement des lieux, plaisanteries dont le caractère commun est de mettre en exergue le cynisme, de réitérer le choix du parti-pris dans la lutte sociale, de cultiver le mépris à l'égard des victimes et de réaffirmer à la fin du repas les lieux communs sur la nécessité de réduire les avantages sociaux, de rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale, sur les indispensables sacrifices à consentir pour sauver le pays du naufrage économique, sur l'urgence de réduire les dépenses dans tous les domaines (ce qui ne manque pas de piquant quand on examine l'addition d'une telle cérémonie.) [...] Les repas qui rassemblent les cadres "collaborateurs" sont parfois organisés *larga manu*, toute occasion pouvant servir de prétexte et bénéficier des largesses de l'entreprise. Ils se déroulent souvent à l'issue de stages de formation pour cadres, en séminaire, dans des hôtels de luxe, où la bonne humeur est favorisée par l'ébriété et la satisfaction de jouir des privilèges réservés aux riches et aux dominants [1/p.110].*

Voilà ce qui se passe dans ces restaurants de rêve qui fleurissent partout, trop chics pour un salaire normal, et dont on dit qu'ils ont une "clientèle d'entreprises".

### **Du cynisme au sadisme**

Regina Louf [2] a été éduquée depuis sa toute petite enfance (trois, quatre ans) à servir de jouet aux adultes dont certains notables : avocats, bourgmestres, gendarmes, hommes d'affaires et même un ministre ; chez qui le cynisme occulte tel qu'il s'exprime au restaurant se prolonge en sadisme.

Elle décrit [2/p.104-105] un univers concentrationnaire. *Poussée par la curiosité insatiable, j'observais soigneusement les mécanismes du réseau. Je voulais savoir qui étaient mes clients [...], pourquoi ils étaient*

*intégrés dans le groupe [...] je voulais savoir à quoi je servais. Cela pouvait m'aider à survivre [...] Si je comprenais pourquoi ils avaient besoin de moi, je pourrais me rendre indispensable. Je commençai à considérer la vie dans la jungle (c'est ainsi que j'appelais le réseau) comme un gigantesque jeu d'échecs. Je savais que si j'étais bonne joueuse, je pourrais parer leurs coups. La plupart des victimes étaient mauvaises joueuses. Combien de fois n'ai-je pas vu des enfants se faire torturer à mort, parce qu'ils n'avaient pas compris à temps que l'un des bourreaux n'était pas content, combien de fois n'ai-je pas vu les plus faibles mourir parce qu'ils n'avaient pas pu regarder à temps leur bourreau dans les yeux... Bien que je n'aie jamais joué aux échecs, je savais que c'était un jeu où la clairvoyance est d'une importance capitale.*

*Même si je connaissais la plupart des clients par leur nom, leur visage était imprimé dans ma mémoire. Il est bon de connaître ses ennemis. Lorsque je les revoyais, je faisais comme si je ne les connaissais pas. Mais en une fraction de seconde je pouvais faire le lien entre leur visage et une situation vécue. Par conséquent, j'étais préparée. Ceux que je connaissais par leur nom étaient les plus dangereux. Ils me considéraient comme un témoin et j'étais donc un danger potentiel pour eux. Avec eux, il était très important de jouer un rôle d'enfant ignorant [...] Je les appelais "Meneer" [...] ou par leur surnom, comme "Pépère". Ils me demandaient régulièrement comment ils s'appelaient, mais chaque fois j'avais "oublié". Ils appréciaient cela, même si certains savaient que ce n'était qu'un jeu, parce qu'ils étaient certains que je les protégerais.*

*Ce sont eux qui décidaient de l'intensité de ma douleur et du moment où elle s'arrêterait. Ils avaient le droit de vie et de mort, le droit de punir et de pardonner. Par conséquent, je les vénérais [...] Ma vie dépendait complètement de leurs humeurs et je devais veiller à leur plaire dans les moindres détails. Je ne pouvais mieux m'adapter à eux qu'en les aimant sincèrement. Ma loyauté n'était pas feinte. Car ce dont j'étais certaine, c'est qu'ils seraient toujours là [...] Cela en faisait des dieux.*

*En même temps, je m'étais rendue compte que les victimes qui n'arrivaient pas à établir un lien avec le noyau dur des clients étaient rapidement éliminées. J'avais de la chance. En tournant depuis des années, j'avais acquis un visage pour eux, et j'en tirais bénéfice maintenant [...] Je savais ce qu'ils aimaient. Il était vraiment utile d'établir une alliance avec eux. C'est pourquoi je les embrassais toujours en entrant, même si je savais qu'ils allaient m'utiliser plus tard pour leurs jeux sado-maso. Je faisais chaque fois semblant d'avoir oublié ce qui s'était passé la dernière fois ou du moins comme si je leur avais pardonné. Je pensais que je méritais ces tortures, je pensais qu'ils avaient toujours et inconditionnellement raison. Car les dieux ne mentent jamais.*

### **Contrats et chantage**

Regina n'a pas eu pour clients que des sadiques. Des notables enivrés se sont retrouvés dans des salons et des chambres avec elle ou d'autres gamines sans qu'il n'y ait eu, de leur part, aucune volonté caractérisée d'abus ou d'exactions. *Je connaissais ma valeur exprimées en argent. Mais Tony me racontait parfois que cela ne constituait qu'une partie de ma véritable valeur. Celle-ci s'inscrivait dans les contrats. En m'utilisant, certaines figures centrales pouvaient conclure des contrats avec lesquels ils gagnaient beaucoup d'argent et d'autres avantages. Les personnes avec qui ces contrats étaient passés n'avaient souvent pas d'autres choix. Ils étaient piégés.*

*Mich, Tony ou un autre du noyau dur, emmenaient leur proie au restaurant. ils bavardaient, mangeaient, buvaient [...] Après le dessert et l'indispensable pousse-café, Tony avait soudain une "idée". Il connaissait une chouette fête où ils pourraient passer. La plupart des proies fondaient dans le piège les yeux fermés. Tony ou Mich les conduisait toujours, de telle sorte que l'invité ne puisse pas s'en aller seul. Ils se rendaient dans une villa, où l'invité était présenté [...]. Après quelques verres, des jeunes filles de seize ou dis-sept ans arrivaient. La ou les proies étaient si entamées qu'elles ne voyaient aucune objection à prendre ces Lolita sur les genoux. Ces hommes étaient alors emmenés*

*dans des chambres où nous, les filles de moins de seize ans, les attendions. Ils prenaient souvent peur - malgré l'alcool qui les abrutissaient - mais nous étions entraînées à leur faire franchir le pas. Nous étions d'ailleurs punies s'ils ne couchaient pas avec nous. Après l'acte, nous leur racontions qu'ils avaient été filmés. Ils le croyaient toujours. Les filles habituées comme moi savaient que c'était la plupart du temps du bluff, sauf pour les personnes réellement importantes [2/p.107].*

### **Protections**

De tels réseaux impliquant le trafic et la mise en esclavage de femmes et d'enfants existent et continuent à exister, car la répression contre cela se fait timide. Pourquoi cette inefficacité ? Non pas faute d'une nouvelle "loi sur les organisations criminelles", mais faute d'appliquer tout simplement les lois existantes.

En 1992 et 93, deux personnalités du Vlaams Blok ont été arrêtées pour trafic de femmes en provenance des pays de l'Est. Mais des enquêtes relatives à d'autres filières, ou aux mêmes, sont étouffées. Peut-être est-ce le cas dès lors qu'elles compromettent d'autres notables que ceux d'extrême-droite.

*Regina Louf raconte : En 1994 [...] j'avais donné à Tania l'autorisation d'informer la gendarmerie de Gand au sujet des endroits où des enfants étaient encore abusés [...] Les gendarmes ne voulurent même pas dresser de procès verbal, tandis qu'ils lui déclaraient froidement qu'ils connaissaient ces lieux et ces personnes et qu'ils savaient qu'il s'y passait des choses. Mais, dirent-ils en haussant les épaules, ils ne voulaient pas s'attirer des ennuis avec cette affaire. Patsy Sörensen de l'association Payoke (association anversoise de défense des prostituées) avait connu la même expérience : personne ne voulait l'écouter. Le fait que Conerotte et Bourlet aient retrouvé ces deux filles en vie (Sabine et Laetitia) et qu'ils aient réussi à arrêter des gens était un miracle en soi. Ils étaient peut-être les deux seules personnes en Belgique qui savaient faire la différence entre coupables et victimes [2/p.191].*

Lorsque les deux jeunes filles sont retrouvées vivantes, Regina Louf commence à croire en la justice. Poussée par Tania qui la met devant le fait accompli, elle téléphone au parquet de Neufchâteau et commence bientôt à témoigner. On connaît la suite : un début d'enquête rondement menée sous la houlette des gendarmes Patrick De Baets et Aimé Bille, interrompue en été 97 par la mutation de ces deux enquêteurs et, à l'heure actuelle par des menaces de licenciement pur et simple s'ils continuent à parler à la presse. Menaces proférées par le député PS Claude Eerdeken dans le Soir illustré du 21 octobre 98.

Régina écrit [2/p.294] : *La gendarmerie continue à pourchasser ceux qui se plaignent des dysfonctionnements dans mon enquête. De Baets, Bille (le gendarme qui dactylographiait les procès verbaux, avec qui je n'ai pas échangé deux mots) et quelques autres sont écartés de la BSR.*

Or, depuis qu'ils ont été mutés, nous assistons à des pertes et à des destructions des éléments du dossier rassemblés par eux. Ainsi, fin novembre 97, un des analystes de la gendarmerie laissait le dossier Van Hees entier, traîner dans le coffre de sa voiture, où il a été volé. Lui n'a pas été sanctionné [3/p.12]. Toutes les cassettes vidéo saisies ici et là sont également détruites, alors qu'on pourrait y reconnaître des enfants enlevés. En outre, Regina écrit : *Marc Reisinger découvre dans un livre au titre prédestiné "L'enquête manipulée" (écrit par un journaliste d'Au nom de la Loi) que mes auditions ont été manipulées sur des points cruciaux. Nous comparons, phrase à phrase et cela me glace. C'est angoissant de constater que "quelqu'un" a modifié les phrases de telle sorte que l'on croie que De Baets m'a soufflé mes réponses. Reisinger révèle cela au cours de l'émission télévisée "Controverses". Il s'ensuit une perquisition, non chez le journaliste qui a publié le faux, mais chez Marc Reisinger, qui a eu le culot de les révéler [2/p.293].*

L'enquête elle-même a été suspendue en vue d'une "relecture" dont la perversité a provoqué l'indignation de Carla Rosseels dans la Chronique féministe nE 64 d'avril-mai 1998 [4/p.39]. *Comme beaucoup d'autres je ne peux pas déterminer si les récits de X1 sont vrais et dans la querelle entre "croyants" et "non-croyants" je ne sais pas non plus quel camp je dois choisir. Il n'empêche que je suis extrêmement choquée par le*

*dédain affiché de divers côtés des témoignages féminins dans les affaires connexes de Neufchâteau ces dernières semaines. La témoin X1 fut, d'emblée et sans préoccupation de nuances, décrite comme une fantasque et un cas psychiatrique grave. La première équipe d'interrogeurs qui s'était montrée trop réceptive à son interprétation a aussi dû en payer le prix.*

*Toutefois, mon indignation et ma colère se déclenchèrent vraiment quand je lus comment la deuxième équipe d'interrogeurs avait traité la témoin. Ces interrogeurs ont cru bon de suggérer que la témoin, au cours de ses années d'abus sexuel, avait sûrement aussi éprouvé du plaisir et ils appelèrent "amants" plutôt que "violeurs" ceux qui l'avaient prise au piège.*

C'est dans ce contexte de trahison de la vérité par la justice et la gendarmerie qu'ont lieu les médiatisations de l'affaire par des psychiatres, gendarmes, magistrats ou journalistes. Ils s'adressent au public seulement lorsque les institutions ne fonctionnent plus. Ainsi, en janvier et février 98, pour éviter l'étouffement de l'affaire, deux journalistes du Morgen, Annemie Bulté et Douglas de Coninck, ont rencontré Regina Louf et ont fait connaître son témoignage au public via le journal De Morgen.

Leurs articles du Morgen sont accablants et ils sont disponibles dans une brochure éditée en février par l'asbl *Pour la vérité*, BP 108, 1050 Ixelles 1 [3]. Le livre de Regina Louf vient de sortir ce 11 novembre 1998 et il est disponible partout [2].

### **Du style Nihoul au style Dutroux...**

En 1984, fut retrouvé le corps de Christine Van Hees qui venait d'être atrocement torturée et ensuite brûlée. Cet incendie avait alerté la police.

Régina Louf dit avoir assisté à cet assassinat en tant que membre (victime) du réseau comprenant entre autres "Tony", son souteneur ; Michel Nihoul, le souteneur de Christine ; et Marc Dutroux.

Christine aurait d'abord rencontré Marc Dutroux, avant d'être présentée à Michel Nihoul et prise en charge par lui. Il s'avère que peu avant sa mort, Christine Van Hees participait à une fête de la radio libre d'Etterbeek, Radio Activité, dirigée à l'époque par Michel Nihoul [3/p.5].

D'après Regina Louf [2/p.128], Christine a été tuée parce que Regina avait confié à Mieke, une troisième fille du réseau, que Christine était sur le point de parler à ses parents et tenter de se mettre sous leur protection. Craignant pour sa vie si Christine s'échappait, Mieke avoua à Michel Nihoul l'imminence de la trahison de Christine. Dès lors, il fallait se débarrasser de Christine ; et en même temps punir Regina. Voilà pourquoi Regina assista à la mort de Christine.

Regina a vu Marc Dutroux quelques fois dans le réseau, et bien plus souvent Michel Nihoul, qu'elle redoutait. Michel Nihoul avait coutume de recruter en séduisant des filles en conflit avec leurs parents, et en passant progressivement de la séduction à la menace sur leur vie ou celle des autres filles. Marc Dutroux n'était pas aussi fin psychologue. Il dut inventer sa propre tactique pour fournir des enfants au réseau. Il se construisit des caves et recourut aux enlèvements. Ce faisant, il sous-estimait l'obstination et la bonne conscience de familles unies à qui l'on ne pouvait pas raisonnablement opposer l'hypothèse que leur enfant était en conflit avec eux et avait fugué. Ce changement intempestif de tactique obligea les pouvoirs publics à enquêter sur les disparitions d'enfants, ce qu'ils firent tardivement et sous la direction du parquet et de la justice de Neufchâteau.

Pourquoi Neufchâteau ? Quand j'étais en droit, l'arrondissement judiciaire de Neufchâteau était cité quand on voulait signifier quelque chose qui se passe au fin fond de la province, loin du pouvoir central. Être avocat à Neufchâteau, c'était comme d'habiter à Hout-Si-Plout. Y avait-il là plus de magistrats isolés faisant simplement leur métier contre leur traitement au lieu de participer aux cercles et aux ivresses du pouvoir où tout le monde se connaît ?

Le résultat de l'intervention tardive mais dans un premier temps efficace du juge Conerotte, du procureur Bourlet et d'autres

enquêteurs à Neufchâteau fut que Sabine et Laetitia furent sauvées, mais que pour Julie et Mélissa, An et Eefje, c'était trop tard. Julie et Mélissa auraient été retrouvées vivantes si les pouvoirs publics avaient mené, dès leur disparition, une enquête normalement diligente.

### Mieke

En janvier 1998, Régina racontait aux journalistes du Morgen sa confidence à Mieke à propos de Christine, comment Mie-ke avait paniqué et tout raconté à "Mich".

*À cause d'une remarque idiote de ma part, cette fille a souffert et est morte en martyre. Dieu, dans quel monde nous vivions ? Nous étions des teenagers idiots. J'entends encore Mieke dire que Christine était devenue dangereuse et qu'elle-même ne se sentait pas très disposée à finir à l'hôpital. Oh Mieke quelques mois plus tard, elle fut elle-même exécutée [3 p.23].*

Quelques mois plus tard, l'émission Téléfacts disqualifie Regina Louf, comme aussi l'émission Au nom de la Loi, d'où proviennent d'ailleurs les expressions "croyants" et "non-croyants". Dès le lendemain de l'émission Téléfacts, une certaine Mieke contacte les gens de Téléfacts et leur propose un contre-reportage, sur la base de son propre témoignage : elle sait que Regina Louf a raison, car elle y était aussi.

Malheureusement, avant l'enregistrement, Mieke est colloquée et la garde de sa fille lui est retirée. Quand elle est relâchée, sa fille a été placée dans une famille d'accueil et, quoi qu'elle fasse à présent, il semble qu'elle ne la reverra pas de sitôt.

Cassée, Mieke échoue chez Regina, et là ce sont de fascinantes retrouvailles. Regina et Mieke confrontent leurs mémoires et leur expérience, unies par le même lourd passé et leur victoire relative sur le passé.

Regina Louf, elle, a bel et bien droit à une vie de famille avec ses quatre enfants et son mari. Cela est inattaquable. Alors les tracasseries se

portent ailleurs. La BSR de Bruxelles soumet son amie Tania à des interrogatoires serrés. Il en va de même des autres proches de Régina. Eh oui, la fréquenter présente quelques inconvénients. Ceci dit, la BSR de Bruxelles demande à Tania si Régina n'aurait pas un amant... un certain Guy. Tania court le raconter à Régina et toutes deux se demandent d'où cette idée-là vient aux gendarmes... Or voici : Régina a exactement la même voix que sa belle-sœur. Celle-ci vient souvent chez Régina et son mari s'appelle Guy. Elle a donc pu un jour donner un coup de fil amoureux et parfaitement légitime à son Guy ; et ce coup de fil était sur écoute.

### **Croyants et incroyants**

Actuellement, tous ceux qui croient en la vérité du témoignage de Regina Louf et qui le disent subissent des disqualifications dans la presse, un examen de leur vie privée, des pressions sur leur carrière : journalistes [Michel Bouffioux de Télémoustique, AnneMarie Bulté et Douglas De Coninck du Morgen, ainsi que le rédacteur en chef du Morgen, Yves Desmet), psychiatres (Dr. Marc Reisinger), gendarmes (Patrick De Baets, Aimé Bille), magistrats (le juge Conerotte, le procureur du roi Michel Bourlet). Et pourtant, elle n'a rien d'une affabulatrice et, seuls, la croient mythomane ou menteuse, ceux qui n'ont pas lu la brochure de l'asbl *Pour la vérité* ni son livre.

Parmi les "incroyants", citons un certain gendarme Eddy qui a décidé d'appeler le souteneur et les clients de Regina "ses amants" et de lui demander si elle n'avait pas eu du plaisir avec eux ; le juge d'instruction Van Espen, le commandant de gendarmerie Duterme, le député PS Claude Eerdeken (interviewé dans le Soir illustré du 21/10/98 pour réclamer des sanctions disciplinaires et judiciaires contre tous ceux qui se sont adressés à la presse avant lui), les réalisateurs de l'émission "Au nom de la Loi" Michel Hucorne et Gérard Rogge, le journaliste Frank De Moor du Knack. *De Moor ne connaît personnellement aucun des témoins X. Comme s'il avait la science infuse, il refuse même de me parler* [2/p.289&274].

Quand on songe au succès des expressions "croyants" contre "incroyants", la conclusion s'impose : l'affaire des X est une méga-affaire Dreyfus, une affaire Dreyfus au cube, une affaire Dreyfus exposant trois.

Elle oppose la nouvelle extrême-droite banalisée, le nouveau nazisme méconnaissable, et... la démocratie de demain, ou d'après-demain.

Actuellement déjà, nous apprenons la disparition d'autres enfants.

*Or, Regina a dit en février 98 [3/p.29] : Je ne suis pas allée de mon propre gré à Neufchâteau [...] Ce qui me motive actuellement à faire entendre ma voix, c'est ma crainte que l'affaire Dutroux ne devienne un accident de parcours. Si les réseaux survivent à ceci, alors tout est permis. Alors, à nouveau, un grand nombre de jeunes victimes vont tomber et - plus grave - aucune d'entre elles n'osera plus parler au cours des vingt prochaines années.*

C'est à n'en plus dormir.

### **Stratégie et conscience de nous-même**

La banalisation du mal provient du pouvoir et de ses médias, et non pas du cœur humain. En effet, les gens spontanément sadiques ou cyniques sont plutôt rares ; mais, en ce moment, ce sont eux qui s'entraident pour arriver au pouvoir en excluant les autres.

Or, on nous fait croire le contraire : on nous fait croire que nous avons besoin d'Autorité parce que nous sommes trop mauvais, trop ignorants de la Science Economique, trop enfants gâtés pour nous gouverner nous-mêmes.

Résultat de leur bonne gouvernance : nous devons passer notre chemin devant des SDF et des mendiants. Comment vont-ils vivre ? Ah bon, ce n'est pas notre problème ! Nous devons passer notre chemin devant les photocopies des photos d'enfants disparus. Va-t-on les retrouver ou tomber encore sur des réseaux intouchables ? Les pires crimes sont

impunis, si ce sont des gens au pouvoir qui les commettent. Ce n'est pas notre problème non plus ! Et pourtant nous ne sommes absolument pas d'accord avec tout cela. Nous passons des journées entières à n'être pas d'accord. Nous n'avons pas d'alternative, mais nous ne sommes pas d'accord. Finalement, le peuple belge, on dirait un clonage du schtroumpf grognon.

Moi, j'aime bien le schtroumpf grognon.

Nous devons travailler plus et pour des queues de cerises, sous la menace de perdre notre emploi, parce que nous avons le tort de croire aux fadaises de l'élite du cynisme. Mais maintenant, comme vous savez que le cynisme est au pouvoir et non la science, vous savez que la meilleure chose à faire devant les économistes, c'est de se boucher les oreilles. Vous verrez que si nous continuons à ne rien chercher à comprendre à leur pseudo-science et à seulement crier plus fort qu'eux, ils nous trouveront des solutions miraculeuses qu'ils disaient hier impossibles. Aujourd'hui, ils pourraient, si nous le voulions, écouter l'économiste prix Nobel James Tobin [5] et inventer le monde-providence.

Inversément, plus nous croyons à leur science et à leur économie, plus ils vont rester convaincus que tout leur est permis et continuer à nous faire accepter des plans de société toujours pires.

C'est sans doute la clé qui dénoue le nœud : il ne faut pas les croire. C'est nous qui savons. Notre savoir, c'est notre désir. Et notre désir à nous n'est pas un désir de mal.

C'est nous qui désirons être solidaires.

Solidaires, par exemple, dans la grève du schtroumpf grognon cloné. Nos propres syndicats en ont pour le moment une peur bleue (c'est le cas de le dire) et ils nous divisent, ils nous gèrent comme de bons chiens de berger gèrent un grand troupeau : le onze septembre 98, la manifestation des chômeurs et autres allocataires sociaux a eu lieu durant un jour de travail et il n'y a eu aucun appel à la grève et à rejoindre les non-travailleurs ce jour là ; ne serait-ce qu'un seul jour !

Si bien que les travailleurs, non seulement ont souffert ce jour-là comme les autres, mais doivent aussi se prendre la hargne de la part des non-travailleurs qui une fois de plus se sentent largués ! Les syndicats peuvent être fiers ; ils ont maintenu la paix sociale.

Certes, mes professeurs se sont trompés et je me suis trompée avec eux en imaginant que la démocratie était là et pour toujours ; mais à me faire goûter et partager leur illusion, ils m'ont appris quelque chose de plus important. Je sais où est le bien, et si je suis aussi sûre de ne jamais l'oublier, c'est parce que le souvenir du bien est tout simplement meilleur que l'habitude du mal.

Pur hédonisme.

**Cécily Falla**

[1] Christophe Dejours, *Souffrance en France - la banalisation de l'injustice sociale*, Seuil 1998.

[2] Regina Louf, *Silence, on tue des enfants !*, éditions Mols 1998.

[3] *X1, une affaire d'État ?*, Annemie Bulté et Douglas de Coninck, février 1998. Dossier disponible au prix de 100fb à l'asbl *Pour la vérité*, BP 108 1050 Ixelles 1.

[4] Chronique Féministe nE64, avril mai 1998.

[5] James Tobin, ex-conseiller de J.F. Kennedy, économiste keynesien, inventeur en 1978 d'un projet de réforme monétaire internationale qui lui a valu le prix Nobel d'économie en 1981 mais qui n'a jamais été mis en pratique. Il est auteur notamment d'un article traduit en français : *Comment glisser quelques grains de sable dans les rouages de la spéculation internationale*, in *Problèmes économiques* nE2429, 21 juin 1995. Voir aussi Éric Toussaint, *La bourse ou la vie*, éditions Luc Pire, 1998, p.329.

# L'affaire de nos scupules

**Beaucoup de gens veulent plus  
entendre parler de l'affaire Dutroux.**

Les spécialistes de la communication estiment que le public est "surinformé". Le terme prête à confusion. La "surinformation" ne résulte pas d'un excès d'informations, mais d'une incapacité à les assimiler. L'impossibilité de décoder les messages entraîne un état de confusion et de rejet. Je pense que la surinformation résulte d'une "désinformation", qui consiste à occulter ou déformer les informations clés permettant de comprendre l'ensemble des événements.

Pour échapper à la désinformation, je vais tenter de retrouver un fil pour se frayer un chemin dans la confusion créée autour des enquêtes de Neufchâteau. Je me focaliserai sur quatre personnages clés dont j'analyserai le rôle en trois temps. Dans un premier temps je rappellerai des faits connus de tous. Ensuite je donnerai l'interprétation actuellement dominante de ces faits. Enfin je présenterai, certains faits méconnus qui rendent cette interprétation douteuse. Il ne s'agit pas de présenter en alternative je ne sais quelle "théorie du grand complot". Mais je rappelle que la vérité ne réside pas nécessairement dans les idées dominantes (*doxa*). La vérité (*scientia*) est le fruit d'une recherche, toujours minoritaire. Je rappelle aussi qu'il suffit d'un fait qui contredise une théorie pour devoir modifier ou rejeter celle-ci.

## DUTROUX

- Marc Dutroux est arrêté le 13 août 1996. Dans sa cave on retrouve Sabine (12 ans) et Laetitia (14 ans). Les corps de Julie et Melissa (8 ans au moment de leur enlèvement) sont retrouvés dans son jardin. Chez son complice Weinstein, on découvre les corps d'Ann et Eefje.

- L'interprétation qui tend à s'imposer aujourd'hui est que Dutroux serait un "prédateur isolé". Cette thèse a été développée notamment dans l'émission *Au Nom de la loi* et dans le livre de René Philippe Dawant, *l'Enquête manipulée*, qui est un peu la synthèse de la *doxa* actuelle.

- Quelques faits qui ne collent pas avec cette thèse :

. Tout le monde a pu se rendre compte du caractère organisé de l'activité de Dutroux : l'aménagement sophistiqué de la cache dans sa cave, le nombre d'enfants enlevés, le caractère vénal de toutes ses entreprises et sa profonde insertion dans le milieu délinquant.

. Un détenu de la prison de Louvain a indiqué qu'une photo polaroid de Melissa lui avait été montrée par un trafiquant d'enfants dans un café situé à 200 m de la maison de Dutroux à Marcinelle. Ce témoignage date d'un an avant l'arrestation de Dutroux. (Morgen 22/8/98).

. Après son enlèvement Sabine a entendu Dutroux dire *Ça a marché* et prononcer deux prénoms *Michel* et *Jean-Michel*.

## NIHOUL

- Quelques jours après Dutroux, on arrêta Jean-Michel NIHOUL, escroc bruxellois. Motif principal : de multiples contacts téléphoniques avec Dutroux immédiatement avant et après l'enlèvement de Laetitia.

- La thèse dominante aujourd'hui est que Nihoul serait un bouc émissaire, victime du fantasme des réseaux.

- Quels sont les éléments qui donnent à penser que Nihoul serait impliqué dans l'enlèvement de Laetitia ?

- Nihoul prétend que ses coups de téléphone suspects concernaient sa voiture que Dutroux avait promis de venir chercher à Bruxelles pour la faire réparer. Malheureux hasard donc que Nihoul voulant à tout prix faire réparer sa voiture à Charleroi, plutôt que dans le premier garage Audi venu ? ceci au moment précis où Dutroux était occupé à enlever

Laetitia. Si l'explication semble tirée par les cheveux en ce qui concerne Nihoul, elle devient carrément invraisemblable par rapport à Dutroux. Rappelons que celui-ci a enlevé Laetitia le 9 août à 20.45 heures - à 150 km de chez lui. Après quoi il n'aurait rien eu de plus urgent à faire - alors qu'il était l'homme le plus recherché de Belgique - que de venir dépanner la voiture de Nihoul.

- Rappelons également qu'une famille flamande en vacances dans les Ardennes a formellement reconnu Nihoul, Dutroux et Michèle Martin observant les enfants devant la piscine de Bertrix le 8 août, soit la veille de l'enlèvement de Laetitia (Morgen 28/6 et 27/9/97).

. L'alibi de Nihoul pour le 8 août est qu'il aurait été occupé à repeindre un appartement avec l'ex-avocat Michel Vander Elst (condamné pour faux témoignage dans l'enlèvement de l'ex-Premier ministre Vanden Boeynants). Lorsqu'une enquête a révélé que cet alibi ne tenait pas, Vander Elst a immédiatement quitté la Belgique pour se réfugier en Gambie (Morgen 3/6/98).

## **REGINA LOUF**

- Lorsque Regina Louf voit Nihoul à la télévision, elle contacte le juge Connerote à Neufchâteau pour dénoncer Nihoul comme un des membres du réseau de prostitution infantile dont elle a été victime. Elle parle d'un réseau sadique - impliquant des personnalités en vue - organisant des partouzes allant jusqu'à des mises à mort d'enfants.

- L'opinion commune veut aujourd'hui que Regina Louf délire ou qu'elle mente.

- Que donne la confrontation du témoignage de Regina aux faits ?

. Regina a reconnu sur photos plusieurs jeunes filles assassinées ; elle a pu donner des détails précis sur la manière dont elles ont été mises à mort ; elle a décrit de nombreux lieux, y compris un appartement utilisé par Nihoul et occupé par Bouty à l'époque du meurtre de la champignonnière. Elle ne délire pas, puisque son récit recoupe les faits.

. Antoine Vanden Bogaert (dit Tony) a avoué avoir eu des rapports sexuels avec Regina lorsqu'elle avait 12 ans et lui 39 ans (Morgen 29/10/98). La mère de Regina a avoué qu'à cette époque Tony avait la clef de la maison, qu'il venait quand il voulait et qu'il couchait avec Regina dans sa chambre (Morgen 1/12/98). Le Parquet de Gand a confirmé ces faits en faisant porter la faute sur Regina qui aurait été amoureuse et consentante (Standaard 29/4/ 98) [1]. Ces aveux confirment le témoignage de Regina et montrent que ce n'est pas elle qui a menti, mais ses parents, Tony et même le parquet, puisque légalement il n'y a pas de consentement possible à 12 ans.

## DEBAETS

- L'adjutant Debaets, qui dirigeait la cellule d'enquête sur le témoignage de X1 (Regina Louf) a été écarté, ainsi qu'une partie des enquêteurs en juillet 1997.
- Plus de 250 articles de presses et émissions de radio et de télévision ont affirmé que Debaets aurait manipulé l'enquête.
- Après un an d'enquête sur ces prétendues manipulations, le juge Pignolet n'a pu inculper les gendarmes Debaets et Bille que de violation du secret de l'instruction - parce qu'ils se sont plaints de la campagne de diffamation menée contre eux.

## CONCLUSION

Tout ceci montre que le credo des "incroyants", qui peut se résumer en trois points (Dutroux est un prédateur isolé, Nihoul un bouc émissaire et Regina Louf une mythomane) est le résultat d'une propagande qui ne résiste pas à l'analyse. Si la justice décide de s'en tenir à ce credo, il faut que des citoyens aient le courage d'écouter des victimes comme Regina Louf, car comme l'écrivait le philosophe tchèque Jan Patočka, *le droit est inséparablement l'affaire de l'Etat et celle de nos scrupules* [2].

[1] *Volgens het parket... er was een "seksuele relatie" tussen Louf en T... T. was toen veertig, Regina twaalf of dertien... "de zaak is verjaard en moet genuanceerd worden" zegt De Rouck, "Regina was smoorverliefd en heeft zelf toenadering gezocht... Ze was vroegrijp, met de fysiek en de mentaliteit van een volwassene... (Standaard 29/4/98).*

[2] A. Laignel-Lavastine, Jan Patocka, *L'Esprit de la dissidence*, éd. Michalon, 1998, p.47

---

XI - Régina Louf - "Au nom de la loi" : l'intox à la télé

RTBF-TÉLÉ / RADIOSCOPIE D'UNE INTOXICATION

## **"Au nom de la loi", je vous arrête !**

**Il fut un temps où nous apprécions l'émission  
*Au Nom de la Loi*. Nous étions plus jeunes.**

Depuis, l'eau a coulé sous les ponts. Cela fait quelque temps que cette émission ne sert plus l'information mais le pouvoir. Et, *de facto*, le revendique car son titre ne laisse place à aucune ambiguïté. Il contient en lui-même, l'implicite reconnaissance de l'odieux pacte d'allégeance qui unit la rédaction de ladite émission à l'omnipotent trio législatif/judiciaire/exécutif et à sa mère Dame Économie.

**Qui a peur de Regina Louf ?**

L'émission (mercredi 25 novembre 1998) est diffusée en prime time, c'est-à-dire, la tranche horaire destinée au grand public. Par grand public, il faut entendre la majorité bêlante d'un troupeau d'humains

savamment drillé, sournoisement éduqué à la soumission, au respect de l'ordre établi, à la peur de l'altérité, du non conforme et du politiquement incorrect.

Il se fait que le troupeau compte aussi, dans ses rangs, des brebis galeuses qui n'entendent pas se laisser dicter comment elles doivent ingurgiter l'indigeste bouillon de 20h15.

La première question que l'on se pose est de savoir pourquoi la rédaction met autant d'acharnement à lyncher Regina Louf. Elle s'y était déjà sérieusement appliquée lorsqu'il s'était agi de faire l'apologie du livre de René-Philippe Dawant, *L'Enquête Manipulée*.

### **Il n'est de Pire que Luc**

On comprend bien qu'entre collègues de la RTBF, par ailleurs poulains de la même écurie (éditions Luc Pire), il est normal de se rendre de menus services (ndlr : Luc Pire est également l'éditeur des *Dossiers d'Au nom de la loi*. La soif d'argent et de reconnaissance de cet ex-homme de gauche, ex-membre de la rédaction du journal *Pour*, est telle qu'il n'hésite pas à manger à tous les râteliers). Là où on comprend moins bien, c'est qu'*Au nom de la loi* remette le couvert, cette fois-ci *Pour* en finir avec X1. Pourquoi si Régina Louf est l'affabulatrice que l'on prétend (le collègue de psychiatres qui l'a examinée a pourtant conclu qu'elle n'était ni délirante, ni hystérique, ni mythomane), faut-il dépenser, une nouvelle fois, plusieurs centaines de milliers de deniers publics, dans l'unique but de la descendre ? Qu'on laisse donc pisser la brebis... Il se peut aussi que son livre se vende mieux que celui de Monsieur Dawant, et que celui-ci en ait pris ombrage. Pour en revenir au livre de Monsieur Dawant, *L'Enquête Manipulée*, il est avéré que son auteur n'a pas eu la rigueur et l'honnêteté que requiert tout travail d'investigation journalistique. Nous renvoyons les lecteurs à la page 209 du livre pour qu'ils constatent *de visu* le patent traficotage d'un procès verbal d'audition de Regina Louf (1).

Regina Louf n'était peut-être que l'arbre qui cache la forêt. Et l'on a abattu, sous nos yeux horrifiés, le frêle bouleau qui tentait de résister

au cyclone médiatique. La forêt s'offre maintenant à notre vue. En fait de forêt, c'est plutôt de jungle dont il faudrait parler. Une jungle dont nous n'avons pas le mode d'emploi, mais dont nous savons que de très courageux explorateurs n'en sont pas sortis indemnes.

### **Le livre au titre racoleur et aux relents pornographiques**

Selon vous, en quoi le titre du livre de Regina Louf, *Silence, on tue des enfants !*, est-il plus racoleur que *L'Enquête manipulée* ou même que *Les Égouts du Royaume* de l'auteur homonyme et ami de Gérard Rogge ?

Le livre est pornographique ! Ah tiens, on n'avait pas remarqué et pourtant on l'a lu attentivement. Mus par une intuition toute féminine, nous nous ruons sur le premier dico qui traîne sur l'étagère poussiéreuse. Nous l'ouvrons à la page POR, et là, les bras nous en tombent. *Au nom de la loi* a raison. Le livre est bel et bien pornographique. Cf. : Larousse Illustré, 1992 : pornographie : nf, du grec porné (prostituée) et graphein (décrire). Il est indiscutable que Regina Louf raconte, dans son livre, comment elle a été soumise à la prostitution pendant des années.

### **Maître Hirsch nous ment !**

*Qui va croire qu'une enfant de 9, 10, 11, 12 ans va accoucher quatre fois et que quatre fois entre ses 9 ans et ses 13-14 ans, elle va mettre au monde un bébé [...] tout en allant à l'école, tout en ayant des bonnes notes [...] et que ces petits enfants vont être assassinés... avec l'aide de qui ?*

Regina Louf a eu ses premières règles entre ses 8 et 9 ans. La précocité de cette puberté peut en surprendre plus d'un. Mais le fait a été confirmé par ses camarades de classe et même par sa mère. D'après les pédiatres, la puberté des filles a tendance à être, de façon générale, de plus en plus précoce en Europe occidentale.

Les enfants de Regina ne sont pas nés entre ses 9 et 13-14 ans mais entre ses 10 ans et demi et ses 16 ans. Détail surprenant : lorsque Regina avait 10 ans, elle était grande pour son âge (152 cm). Il est communément admis que la taille d'un enfant parvenu, au seuil de l'âge adulte, se situe plus ou moins à la moyenne des tailles des deux parents. Or, Regina ne mesure que 152 cm, soit 15 cm de moins que sa mère. Sa taille actuelle est celle qu'elle avait déjà à 10 ans, âge auquel Regina a mis au monde son premier enfant. Pour qu'il y ait grossesse, la puberté doit être finie. Quand la puberté est terminée, il n'y a plus de croissance. Toutes ces données concordent avec les affirmations de Regina Louf.

### **Schwartzenberg a perdu la boule**

Maître Hirsch ne comprend pas que Monsieur Schwartzenberg, cancérologue de renom, ait pu prêter foi aux "élucubrations pornographiques" de Regina Louf. Peut-être, cet éminent professeur a-t-il un niveau de conscience et une faculté d'empathie supérieurs à ceux de la masse bêlante ? Peut-être, pense-t-il, en toute logique, que la Belgique ne peut pas être **le seul** pays de l'Union Européenne qui échappe au phénomène des réseaux de pédophilie et de prostitution infantine.

Pour mémoire, Maître Hirsch déclarait dans *Le Soir* du 20/08/96 : *On va faire de Marc Dutroux un monstre alors que la réalité des trafics d'enfants est bien plus vaste et complexe.*

### **De la poudre aux yeux**

La très charmante Substitut du Procureur du Roi, Mme Somers, nous montre deux diables sur lesquels sont empilés les innombrables cartons du dossier X1/champignonnaire. Pour peu, on croirait qu'elle essaie de nous fourguer de la poudre à lessiver. Rien, dans tout ces cartons, n'a permis d'étayer les dires de Regina Louf sur le meurtre de la champignonnaire. Bien sûr, on nous montre des cartons, mais absolument

rien de ce qu'ils contiennent. S'ils sont vides, nous demandons à être remboursés.

### **Le juge Vandermeersch veut la transparence**

Il propose à la commission Dutroux de prendre connaissance de tout le dossier. *Le Président Verwilghen refuse, manquant ainsi une occasion de se faire une idée objective sur la véracité des révélations de Regina Louf sur le fameux réseau pédophile.*

Mal lui en aurait pris. Le mandat des commissions d'enquête parlementaires est résumé dans le rapport de la commission Dutroux. Il est clair en ce qui concerne les limites d'investigation. **Il est en effet exclu d'investiguer sur des faits à l'instruction** et que si la commission, par son investigation, dévoile des faits punissables, elle est tenue de les transmettre à la justice et de ne plus s'en occuper afin de ne pas interférer avec l'instruction.

Rapport complémentaire fait au nom de la commission d'enquête parlementaire sur la manière dont l'enquête, dans ses volets policiers et judiciaires a été menée dans *L'affaire Dutroux-Nihoul et consorts - 713/8-96/97*, 16 février 1998.

#### 2. Délimitation du champ d'investigation de la commission d'enquête

2.1 L'infractionnel et le non-infractionnel [...] Les actes constitutifs d'infraction n'entrent pas dans le champ d'investigation des commissions d'enquête parlementaires.

2.2. Les enquêtes judiciaires en cours [...] Le principe à observer à cet égard est énoncé à l'article 1er de la loi sur les enquêtes parlementaires (3 mai 1880, modifiée par la loi du 30 juin 1996) : *l'enquête parlementaire peut entrer en concours avec une enquête judiciaire, sans toutefois en entraver le déroulement.*

2.3 Complémentarité des deux types d'enquête [...] Si des indices apparaissent au cours des travaux conférant à ces phénomènes une

dimension criminelle, il est évidemment fait application de l'article 10 de la loi sur les enquêtes parlementaires et ces indices sont transmis au procureur général compétent pour qu'il y soit donné la suite qui s'impose [...].

### **Le procureur général monte au créneau...**

*Envers et contre tous, Regina Louf, soutenue par une poignée de journalistes persiste à prétendre que l'enquête a été étouffée et que les bourreaux, membres de la haute société, courent toujours.*

Face à de telles accusations mensongères, pour la première fois, le sommet du pouvoir judiciaire sort de sa réserve.

*Monsieur Van Oudenhove : J'ai l'impression que d'aucuns ont saisi l'occasion de cette malheureuse affaire Dutroux pour mettre en cause l'ensemble de l'institution judiciaire voire même l'intégrité de la magistrature.*

Trêve d'amalgames. Loin de nous, l'envie de nous faire les apologues de cette corporation, mais nous concédons volontiers que toute la magistrature n'est pas corrompue et/ou incompétente. Cependant, il est important de souligner que certains de ses membres ont largement contribué à sa mauvaise image. Que l'on se souvienne de la rigoureuse froideur de Mme Doutrève, des agissements très peu orthodoxes de Messieurs Schmitz et De la Brassine, de la curieuse façon dont Monsieur Agneessens a pu, tranquillement, poursuivre sa carrière (il est actuellement premier avocat à la Cour d'Appel de Mons), alors qu'il avait, du temps où il était juge au Tribunal de la Jeunesse de Nivelles, joué un rôle central, dans une sordide histoire de ballet rose (affaire Pinon)(2), protégé par sa hiérarchie (Mr Deprêtre) ; que l'on se souvienne de cet autre magistrat gantois, qui, il y a quelques années, avait gentiment occi son épouse. Il serait grand temps que **tous ceux** qui promulguent les lois ainsi que **tous ceux** qui sont chargés de les faire appliquer, les respectent eux-mêmes !

Curieux pays, tout de même, que la Belgique, où l'on harcèle, en toute légalité, des chômeur(euse)s qui, ayant tout perdu ou presque, estiment avoir encore le droit à une vie affective et où, dans le même temps, on laisse vaquer à leurs inavouables et secrètes occupations des malfrats en col blanc que leur position sociale immunise naturellement.

### **De Baets et Bille : la thèse de Monsieur Dawant**

Il s'agirait, en l'occurrence, plutôt d'une hypothèse. Selon Monsieur Dawant l'adjudant De Baets, bien que n'ayant aucune expérience des affaires de mœurs, va obtenir de sa hiérarchie de pouvoir traiter les affaires X. Monsieur De Baets est connu pour l'extrême compétence dont il a fait preuve dans d'autres dossiers. La gendarmerie a tout misé sur cet homme, et, en lui conférant tous les pouvoirs, elle espère, ainsi, parvenir à faire oublier le fiasco de l'opération Othello.

Lorsque le juge Langlois reprendra le dossier d'instruction, il découvrira une cellule d'enquête complètement sous l'emprise de De Baets et fonctionnant comme un "électron fou". De Baets est soupçonné d'avoir manipulé certains témoins en orientant les interrogatoires.

Ndlr : que l'on se souvienne que toutes les auditions ont été enregistrées sur cassettes vidéo et que, dès lors, il semble improbable voire impossible que des enquêteurs aient pris le risque de manipuler des témoins.

### **Monsieur Bourlet est bavard**

Toujours selon Monsieur Dawant, le Procureur du Roi de Neufchâteau, Monsieur Bourlet, *emporté par sa conviction intime et tuyauté par certains éléments de la gendarmerie* aurait parlé à des journalistes mais aussi à des parents d'enfants disparus et à leurs avocats. Il leur aurait dit *des choses qui dépassaient l'état réel de l'avancement des enquêtes diligentées à Neufchâteau.*

Question : Pourquoi si l'on a accepté de la part du juge Langlois le fait qu'il ait autorisé des fuites vers la presse, faut-il brocarder Monsieur Bourlet, qui somme toute, a, jusqu'à présent, très bien fait son boulot ?

### **Le rôle du magistrat national**

René-Philippe Dawant : *Comment un seul adjudant peut-il en arriver à diriger à lui seul tout un service ? [...] certains éléments de la gendarmerie ont joué cette carte en se disant qu'ils échapperaient ainsi à leurs responsabilités. Quels sont ces éléments ? [...] en cherchant un peu dans l'entourage de l'État-major, du BCR, mais aussi... le rôle du magistrat national qui n'est pas négligeable dans cette affaire...*

Et pour cause ! Le magistrat national Van Dooren a assisté à des auditions des témoins X.

Il sait donc qu'elles se sont déroulées de manière tout à fait incritiquable.

C'est pourquoi il n'est pas inutile de le disqualifier (préventivement).

### **La Commission Dutroux s'enflamme**

*Pendant ce temps, au Parlement, la Commission Dutroux s'enflamme [...] certains commissaires partent à la recherche du grand réseau et des protections. Les médias relayent.*

(extrait d'interview) Marc Verwilghen : *Je crois que nous devons poursuivre, jusqu'à la fin, la piste des protections éventuelles soit pour la confirmer soit pour l'infirmier.*

Journaliste : *L'audition du juge Connerotte vous a conforté dans cette thèse qu'il y avait des protections dans ce dossier ?*

Marc Verwilghen : *Il m'a convaincu par son explication.*

## Une amnésie de plus d'un an

*En septembre 1997, le juge Langlois écarte définitivement l'adjutant De Baets et son adjoint. Aussitôt les deux gendarmes auraient présenté des documents provenant du dossier à des journalistes et à des parlementaires.*

Plus d'un an après les faits, Monsieur Eerdekens se souvient qu'on a essayé de "tuyauter" un ou des membres de la Commission Dutroux. La réunion informelle a eu lieu chez un journaliste qui avait offert ses services de médiation. S'y trouvaient en présence, outre le journaliste, Mr Eerdekens (PS), Patrick Moriau (PS), l'adjutant De Baets et son collègue Bille. Ces deux derniers veulent *simplement convaincre des parlementaires socialistes qu'ils ne sont pas les monteurs de l'affaire Di Rupo.*

Monsieur Eerdekens prétend, aujourd'hui, que les gendarmes ne se sont pas contentés de leur montrer une copie du rapport Internet de l'affaire Di Rupo, mais qu'ils avaient aussi amené des pièces du dossier instruit à Neufchâteau. À ce jour, *les cinq comploteurs* ont tous été entendus par la Justice. Mais on a préféré ne retenir que la parole du seul Mr Eerdekens contre celle des quatre autres qui, nient avoir vu ou été en possession des fameux PVs de Neufchâteau. Cela a permis d'inculper les trop zélés gendarmes pour violation du secret de l'instruction. À quand une émission d' *Au nom de la loi*, sobrement intitulée *Pour en finir avec De Baets et Bille ?*

## Eerdekens craint l'indigence

Nous sommes en droit de nous demander pourquoi cet ex-chevalier Ajax a jeté sa cotte aux orties. Réponse. Les nouvelles dispositions en matière de cumul des mandats ne permettent désormais plus d'aussi plantureuses rentrées qu'auparavant. En bon socialiste qu'il est, Mr Eerdekens craint l'indigence (la sienne). Pour garder le même standing de vie, il va falloir qu'il se bouge le train. Il décide donc de troquer sa cotte de mailles contre une robe noire d'avocat plus confortable à porter. Pour s'attirer les bonnes grâces de la magistrature liégeoise (et

d'autres), il adopte désormais un profil bas, sans craindre, une seule seconde, de se renier.

### **Genèse d'une rumeur**

En 1997, une campagne de presse est lancée pour soutenir l'adjudant De Baets (De Morgen et Télémoustique), elle prend aussi pour cibles, les nouveaux enquêteurs et les juges d'instruction qui s'occupent du témoignage de Regina Louf. Parmi les cibles visées, le juge Damien Vandermeersch dont on évoque une possible sympathie avec l'Opus Dei. (Ndrl : et quand bien même le fait serait avéré, tout le monde s'en fout).

À notre connaissance, aucun organe de la presse écrite n'a cru utile de relayer cette rumeur si ce n'est le Soir Illustré dont on peut, dès lors, supposer qu'il en est à l'origine.

### **Langlois n'aime pas les complots**

Dernière tentative de déstabilisation des juges, les accusations portées par le gendarme Théo Van Dijck lors de l'émission *Mise au point*. Ce gendarme, écarté de l'enquête de Neufchâteau, accuse le juge Langlois d'avoir violé le secret de l'instruction en autorisant des enquêteurs à rencontrer des journalistes pour couler un témoin. Le témoin dont question, c'est la fameuse Nathalie, *mythomane*, d'après qui l'enquête sur son témoignage aurait été étouffée depuis que le gendarme Van Dijck en eût été écarté.

Au parlement, le député Vincent Decroly relaie les accusations du gendarme Van Dijck contre le juge Langlois. Il interpelle le ministre de la Justice, demande le désaisissement du Juge Langlois s'il est prouvé que ce dernier a violé le secret de l'instruction et orchestré une opération de déstabilisation d'un témoin.

Un rapport d'enquête réalisé par de hauts magistrats de Liège blanchira le juge et ses enquêteurs.

## Ultime mensonge

Il y a une chose sur laquelle Regina Louf n'a pas menti. Elle a effectivement eu des relations sexuelles avec Tony dès l'âge de 14 ans. *Bien que **consentante**, cela n'en reste pas moins un viol.*

Il est regrettable que la rédaction d' *Au nom de la loi* ait assimilé à ce point le postulat de la plupart des flics comme quoi une femme ou une fille qui se fait violer, c'est parce qu' *elle l'avait cherché*.

La BSR de Gand a clôturé l'enquête sur les témoignages de X1 en concluant qu' *il était avéré que Regina, entre ses douze et ses seize ans, avait eu une relation sexuelle avec un homme beaucoup plus âgé et adulte*, mais qu'au-delà de cela, rien de ses déclarations ne pouvait être considéré comme prouvé. Dans la conclusion de l'enquête, on dit également : *Sa mère était au courant de ceci, autorisait la relation et la facilitait même*. Le parquet gantois refusait toutefois de reprendre ces termes dans la communication qu'il faisait à propos du dossier X1 et modifiait l'âge de Regina Louf à *14 ans* (3).

## Tardif mea culpa

*Grande première en Belgique. C'est, en effet, la première fois, qu'un très haut magistrat prend publiquement la parole [...] pour faire face au feu des calomnies et rumeurs sans fondement.*

Monsieur Van Oudenhove admet les carences du système judiciaire ; reconnaît que *des erreurs ont été commises (erreurs d'appréciation dues, sans doute, au manque de communication, de moyens), [que] certains magistrats n'ont pas toujours eu les réactions adéquates ; [que] si erreurs il y a eu, elles sont humaines, [qu'] elles ont été commises dans l'honnêteté ; qu'elles ne sont pas le résultat d'un grand complot pour étouffer la vérité.*

Ici, nous ne pouvons que nous rappeler l'adage populaire qui dit que *qui veut la fin, veut les moyens*.

### **Au nom de la loi conclut...**

*On ne peut que regretter qu'aucune sanction sérieuse n'ait été prise dès que fut découvert le tragique ratage de l'opération Othello par la gendarmerie.*

Comme le disait souvent ma sainte mère : *C'est toujours le chat qui a mangé le boudin.*

### **... et redore son blason**

La deuxième partie de l'émission est consacrée à la diffusion d'un reportage suédois sur les pratiques ultra-libérales de la société H&M (confection grande diffusion). On nous y montre, entre autres, des enfants du tiers-monde éhontément exploités dans des conditions moyenâgeuses. Bonne nouvelle ! L'exploitation des enfants (quelle que soit la forme qu'elle revêt) peut donc être dénoncée, à condition que cela se passe aux antipodes. Qu'il soit entendu, une fois pour toutes, qu'en Belgique, il n'y a pas d'enfants asservis.

Le choc passé, voilà qu'on nous annonce qu'après un hoquet (path)éthique, *Au nom de la loi*, diffusera quand même le reportage censé dénoncer la politique du Vlaams Blok. Rendez-vous est donné aux téléspectateurs le mercredi 9 décembre.

Cette fois-ci, *Au nom de la loi* ne s'est pas contentée d'allégations mensongères. Experts, à l'appui, le programme du Vlaams Blok est passé au peigne fin.

Une seule chose nous attriste. Pourquoi n'a-t-on pas donné à Regina Louf un temps de parole au moins aussi important que celui octroyé à Johan Demol. Serait-elle encore plus dangereuse pour l'unité de la Belgique que le Vlaams Blok ?

Pourquoi a-t-il fallu donner, en détails, les recettes de cuisine interne du Vlaams Blok. C'est imprudent ! Certains partis plus respectables ne manqueront pas, tôt ou tard, d'y puiser quelques ingrédients afin de nous mitonner la sauce à laquelle nous serons mangés.

### **Cerise sur le gâteau**

Nous apprenons, ce jeudi 10 décembre, que la rédaction d' *Au nom de la loi* a refusé de diffuser le droit de réponse que l'avocat de Mme Louf avait sollicité pour sa cliente. Bien que la Belgique soit un État de droit, il reste très difficile d'y faire respecter ceux des citoyens. Les plus nantis pourront toujours ester en justice. Les procédures y sont longues et onéreuses... de quoi en décourager plus d'un.

### **Notre conclusion**

En guise de conclusion, nous rappellerons que le Bien et le Mal sont des notions extrêmement fluctuantes selon que l'on se trouve d'un côté ou de l'autre du pouvoir ; que prétendre mettre des œillères aux sceptiques, vouloir les rendre sourds-muets-aveugles, comme s'y est appliquée l'émission *Au nom de la loi*, relève d'une manipulation orchestrée avec ceux que la vérité risque d'éclabousser ; que ne pas dénoncer le Mal revient à le banaliser (cf. Hannah Arendt) ; que le ridicule (nul) taux d'élucidation des grandes affaires criminelles en Belgique (qui est de façon plus générale, le plus bas de l'Union européenne) n'est pas le fruit du seul hasard, mais bien celui d'une **impérative Raison d'État** ; que les Institutions de ce dernier sont gangrenées par un système mafieux ; que le fameux secret d'État n'est plus qu'un secret de polichinelle.

Enfin, nous réclamant du projet libertaire, il nous semble important de rappeler haut et fort que le pouvoir (médiatique compris) contient, *sui generis*, les germes de sa propre contamination, qu'il est éminemment corrompteur et corruptible ; qu'il confère infiniment plus d'avantages qu'il n'impose de responsabilités (c'est pourquoi ses détenteurs s'y

accrochent comme des arapèdes à un rocher) ; qu'il convient d'inviter tous ceux et celles qui seraient tenté(e)s de se l'approprier, quel que soit son avatar (on peut ne pas être ministre et être machiste), de se (re)plonger dans la lecture de Freud afin de mieux appréhender les mécanismes qui fondent la *pulsion d'emprise*.

**Anne-Marie et Claudio**

(1) Extrait d'un PV d'audition de R. Louf tel que trafiqué par R-Ph. Dawant suivi du même extrait tel qu'acté originellement et paru dans le Soir du 5/6/98.

Question : *Est-ce que vous sentez une odeur ?* X1 : *Non.* Question : *Pouvez-vous décrire cette odeur ?* X1 : *Si vous savez ce qui se passe, pourquoi voulez-vous que je vous le dise encore ?* Question : *Ils la brûlent. Ne le voyez-vous pas ? N'avez-vous pas une image de ce qui se passe ?* X1 : pas de réponse.

Question : *Est-ce que vous sentez quelque chose à cet endroit ?* X1 : *Je sais bien que , euh, je sais bien que...* Question : *Y a-t-il une odeur à cet endroit ?* X1 : *Oui.* Question : *Pouvez-vous décrire cette odeur ?* X1 : *Non.* Question : *Y a-t-il une personne qui puisse décrire cette odeur ?* (ndlr : plusieurs personnalités occupent apparemment l'esprit de Regina Louf). X1 : *Si vous savez ce qui se passe, pourquoi voulez-vous que je le dise encore ?* Question : *Non, non. Je ne sais pas ce qui s'est passé. Peut-être que je sais ce qui s'est passé mais alors vous devez m'aider à... Ne voulez-vous pas aider ?* X1 : *Si. C'était... Si, si. Euh. Ils la brûlent.* Question : *Ils quoi ?* X1 : *Ils la brûlent.* Question : *Qui la brûle ?* X1 : *Je ne le vois pas.* Question : *Ne le voyez-vous pas ? N'avez-vous pas une image ?*

(2) Pour en savoir plus sur le sujet voir entre autres :

- *Le Linge Sale de la Cobourgeoisie* de Jean Flinker et Stefan Kanfer, Virages, 12/1993-02/1994 (extrait dans AL 178 septembre 1996).
- *De Namen uit de doofpot*, Stef Janssens, EPO, 10/98.

(3) Annemie Bulté, De Morgen, 1/12/98, p.10, traduction AMB.

---

# La farine et le son

Bilan éducatif,  
pédagogique, institutionnel,  
sociologique, politique...  
des cinq premières années  
de fonctionnement  
d'une petite république  
éducative libertaire

## Bonaventure

Éditions du Monde Libertaire (Paris)  
Éditions Alternative Libertaire (Bruxelles)



Sommaire

*Introduction*

La farine et le son  
*Bonaventure*, mode d'emploi

*Bilan pédagogique*

République éducative  
et éducation libertaire aujourd'hui - Bernard Lebœuf  
Bref regard sur l'année 1998-1999 - Ludovic Gandolfo

*Intervenants et projets*

Partenariat avec *Bonaventure* - Laure et Corinne du *Trait d'Union*  
Une bibliothèque pas comme les autres - Thérèse Preux  
English bricolage - Bernadette Lacroix

*Aperçu de quelques motivations*

Pourquoi être parents à *Bonaventure*? - Bernadette Lacroix  
Pourquoi je ne suis pas parent à *Bonaventure*  
mais une *bonaventurière* convaincue ? - Geneviève Baude  
Pourquoi être intervenant? - Olivier Clairat  
Pourquoi je suis adhérente? - Jacinte Rausa

*Analyse d'une crise*

L'équipe pédagogique  
et son évolution sur deux ans - Fadila Bentaalla-Polack  
Accompagner *Bonaventure* - Michel Negrell

*Bilan financier, institutionnel et politique*

Le prix de la liberté - Jean-Marc Raynaud  
Bilan des relations institutionnelles  
au cours de ces deux dernières années - Thyde Rosell  
Des chantiers culturels en perspective - Thyde Rosell  
Les relations de *Bonaventure*  
avec l'alternative sociale - Thyde Rosell  
Les apports de *Bonaventure*  
au mouvement libertaire - Thyde Rosell



*En guise d'introduction*

## **Cinq ans !**

Cinq ans déjà que *Bonaventure* a sorti les fourches contre l'école capitaliste (étatique, patronale et privée), son caractère de **classe** à nulle autre hypocrisie pareille, sa propension ontologique à conjuguer **l'inégalité des chances** au temps moyenâgeux de **l'origine sociale**, sa fonction centrale dans la **reproduction de la division sociale** et son aptitude quasi névrotique à massacrer l'enfance à petits coups d'épingle ou à grands coups de massue.

Cinq ans déjà que l'école libertaire *Bonaventure* s'est lancée dans l'aventure d'une éducation **à et par** la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autogestion et la citoyenneté avec pour tout bagage un cœur gros comme ça de révoltes et d'espoirs, et sa seule volonté, taradée de doutes et de peurs, de mettre ses rêves en actes.

Une petite île perdue au fin fond de la Charente maritime, une population rurale cul terreuse en diable et à cent mille lieues de toute tradition de luttes, un marché de l'alternative inexistant, un nombre de parents et d'enfants susceptibles de tenter l'aventure voisin de zéro, pas de locaux, pas d'argent, pas ou presque pas d'outils pédagogiques, quelques armes rouillées *made in* grands principes, une demi-douzaine de militant(e)s du groupe Bakounine de la FA blanchi(e)s sous le harnais de la solitude politique, des montagnes d'inexpérience et d'incompétence en matière d'éducation "active", de robustes hostilités mâtinées de peurs et d'envies de la part d'un environnement éducatif et scolaire engoncé dans le costume étriqué des boutiquiers du pseudo réalisme CAMIF-MGEN-MAIF-FEN, le sourire narquois des accrocs du Grand Soir révolutionnaire, le regard inquiet de camarades tellement désireux d'y croire... il y a cinq ans, personne, pas même nous, n'aurait parié un rouble sur la capacité d'un tel projet (une école libertaire brandissant haut et clair le drapeau de la laïcité, de la gratuité, d'un financement social, de la propriété collective, de l'égalité des revenus...) à voir le jour ou à survivre plus de quelques mois!

À l'évidence l'île d'Oléron n'était pas le meilleur lieu et 1993 pas la meilleure année pour... !

Comme quoi !

Oh ! Bien sûr, les débuts, les après débuts et même les y'a pas longtemps furent difficiles. Car l'**urgence** n'a jamais vraiment cessé de nous mordre les mollets. Car il a fallu constamment parer au plus pressé. Ecoper pour ne pas couler. Évacuer de soi-disant accessoires pour préserver de soi-disant essentiels. Faire le pari de... Anticiper sur... Tenir et tenir encore un front où à peine un problème se trouvait en

passé d'être résolu que dix autres surgissaient à l'horizon. Payer et repayer cent fois le prix surhumain d'une liberté dont la conquête se douille toujours cash !

Dans ces conditions, qui sont celles de toutes les volontés de faire d'un **autre futur** un **autre présent**, il est rare que l'on ait à la fois le beurre et l'argent du beurre.

*Bonaventure* n'a bien évidemment pas échappé à la règle et il eut été étonnant que son parcours, tout de virages à gauche, à droite et au centre, de louvoiements entre les récifs de la réalité et de coups de reins pragmatiques pour s'en échapper, ne soit pas émaillé de quelques tempêtes.

La révolution, celle des choses et de la vie, sera toujours à ce prix et s'il convient de tout faire pour en minimiser le coût, il convient également de savoir que la liberté se paiera toujours au prix fort de la peur, du tâtonnement et de l'effort.

Les moments, fréquents, intenses, immenses, lumineux, inoubliables... de bonheur de ces cinq premières années d'aventure *bonaventurienne* n'auront donc pas été sans erreurs, sans insuffisances, sans souffrances... mais...!

Mais, malgré les difficultés, les problèmes, les crises... ou "grâce" à eux, cette aventure de cinq années qui a entamé son an 6 en septembre 1998 (et ce sur des bases inédites puisque les "fondateurs" du projet vont rentrer dans le rang des *bonaventuriers* "ordinaires" pour cause d'entrée au collège de leur progéniture) aura emmagasiné un capital expérimental de tout premier ordre.

En cinq années, en effet, *Bonaventure* a élaboré des outils formidables dans le domaine de la construction (autogérée et cogérée) des savoirs, dans celui d'une pédagogie libertaire immergée corps et âme dans "l'évidence" d'une **communauté d'apprenants**, dans celui d'une éducation libertaire pleinement et entièrement citoyenne...

Elle a forgé un certain nombre de clefs pour entrouvrir les portes d'une fédération de différents espaces d'autogestion, d'un fonctionnement collectif intégrant l'expression d'initiatives individuelles, d'un partage des pouvoirs annihilant tout exercice du pouvoir, d'un état de droit où la loi ne prime jamais sur l'esprit de la loi, d'une autonomie économique et financière relative... Elle a ouvert au bulldozer un certain nombre de chemins muletiers susceptibles de relier et de rallier les innombrables tribus de la révolte qui, claquemurées dans leurs manoirs éducatifs, politiques, syndicaux... respectifs, condamnent la révolution sociale que chacune porte en elle aux travaux forcés de la **servitude volontaire**. Elle...

Oh ! Bien sûr, ces outils, ces clefs et ces chemins manquent encore de pertinence, nous laissent largement sur notre faim, et sont tout à fait susceptibles d'être améliorés. Mais du moins ont-ils le mérite d'exister.

Bref, mais on l'aura sans aucun doute compris, bien que forte de cinq années d'expérience et donc bardée, comme un Zapata ou un Pancho Villa (on voudra bien nous pardonner d'avoir une petite faiblesse pour Rabelais et un simple respect tout de méfiance pour Robespierre), de cartouches made in *un imbécile qui marche va toujours plus loin qu'un non-imbécile assis* et de balles dum-dum limées sur l'étau retord de la confrontation au réel, *Bonaventure* n'est qu'une ébauche, une trace et une étape. Tout le contraire, donc, d'un **modèle**, d'un exemple, d'une règle ou de tout autre monument aux morts du même acabit !

Paradoxe ou cohérence, l'école libertaire *Bonaventure* se soucie, en effet, comme de sa première chemise (et elle n'en a pas deux)... de faire **école**!

Les mauvaises langues diront qu'elle n'en a pas les moyens. Les autres nous ont fait depuis longtemps l'amitié d'un *Ni dieu, ni maître*... nageur ou d'école dont notre sens du **dérisoire** comme notre rage de ne jamais mettre un genou en terre de résignation n'ont pas fini de s'honorer.

Reste que cinq ans d'aventure, de tâtonnements, de constructions pierre à pierre d'un édifice de volontés, de coups de génies, d'erreurs, d'insuffisances, de pléthores, d'urgences, de survie, de rêves rabotés jusqu'au cœur par les ciseaux acérés du test implacable de la réalité, de pragmatisme... ça n'est pas rien et que ce pas rien vaut au moins le détour d'un arrêt sur les leçons qu'il est toujours possible de tirer de l'expérience.

Cette brochure n'a pas d'autre ambition! Elle est écrite à livre et à cœur ouverts. Elle a été écrite aussi bien pour nous que pour vous. Elle n'a aucune prétention à...! Elle n'a aucun compte à régler avec personne !

Cinq années d'existence de *Bonaventure* n'ont pas changé la face du monde et certains nous en feront sûrement le reproche !

Dix mille ans d'existence de *Bonaventure* ne changeront de toute façon jamais la face du monde, à moins, bien sûr, que les innombrables imbéciles sans espoir du *y'a qu'à* et autres crétiens du *il suffirait de se mettre enfin à l'écoute du sens commun* et s'attellent à labourer en profondeur les terres en friche d'un changement social authentique dont c'est peu dire qu'il aura d'autant plus la tête dans les étoiles de la **révolution** qu'il aura les sabots dans la glaise de l'**évolution**, de l'expérimentation et de l'anticipation.

Tous les paysans savent cela!

Qu'avant de récolter, il faut semer. Que semer ça s'apprend. Que l'apprentissage est long, bourré d'embûches et peu sûr. Et que la farine de l'expérience, comme celle de la plus belle des récoltes, n'est jamais exempte de son.

Or nous sommes encore loin d'en être là !

Ici, là ou ailleurs, la révolte a beau gronder contre l'école capitaliste et le capitalisme, personne ne sait vraiment par quoi remplacer cet intolérable autrement qu'en le noyant et en le niant plus ou moins bien (ou plus ou moins mal) sous une avalanche d'idées généreuses, de mots somptueux et de lamentables horoscopes.

Là, dans son incontestable **légitimité** comme dans sa non moins incontestable **non-crédibilité**, et nulle part ailleurs, réside l'échec pathétique de la révolution sociale que nous avons tous dans le cœur!

L'école capitaliste, le capitalisme... c'est beurk caca boudin, ok ! Mais tu mets quoi à la place ? Quoi qui fasse sérieusement avancer le schmilblick et que tout un chacun puisse piger ? Quoi? Quoi qui ne soit pas un piège à cons à la mode du fascisme rouge et de ses goulags? Quoi qui donne simplement envie de tenter une aventure qui sans être **certaine** soit au moins un peu **palpable**? Imaginable ?

Ça n'est pas la moitié d'une bonne question et c'est bien pourquoi *Bonaventure* s'est toujours voulue un semis. Un semis parmi d'autres. Un semis lourd d'hypothèses, de paris et d'aléas en tous genres. Et sans doute eut-il fallu semer en d'autres lieux, en arrosant un peu plus (ou un peu moins) ou en gérant différemment la culture du blé de la révolte et de l'espoir ?

Sans doute ! Et c'est bien pourquoi nous avons fait le choix d'une réflexion *bilan et perspectives* sur cinq années de fonctionnement d'une petite république éducative libertaire qui pour avoir fait ce qu'elle a fait ne désespère pas de faire ce qu'elle pourrait faire !

Avec vous !

Car, semer, semer encore. Bio, semi-bio ou pas franchement bio. Ici, là ou ailleurs. Comme ceci ou comme cela. Chacun pour soi ou Bakounine pour tous... ! À quoi bon, si on ne partage pas la récolte et donc, la farine et le son ?

Le pain de la révolution sociale sera toujours fait ainsi !

Celui de *Bonaventure*, dont la trop grande teneur en son n'est même pas contesté par nous-mêmes, est de ce rêve d'un pain qui pour n'être jamais blanc est susceptible d'ouvrir l'appétit.

Comprenne qui voudra! *Bonaventure*

***Bonaventure... Mode d'emploi***

École libertaire, centre d'éducation libertaire, république éducative libertaire, *Bonaventure* fait assurément partie de ces trop rares petits perce-neige têtus qui taraudent inlassablement le grand manteau blanc de l'hiver éducatif pour y mettre quelques touches de couleur antiautoritaire et faire des pieds de nez à un système qui conjugue la réussite (et l'échec) scolaire au temps lourd de l'origine sociale et qui envoie des générations entières se faire couper les ailes.

Mais *Bonaventure* ce n'est pas que cela !

En brandissant haut et clair le drapeau de la laïcité, de la gratuité, d'un financement social, de l'égalité des salaires, de la propriété collective... En tissant des liens avec des alternatives sociales, culturelles, syndicales, politiques... anticapitalistes et antiautoritaires... En affirmant la nécessité d'un service social d'enseignement qui soit vraiment celui de l'égalité des chances... *Bonaventure* se veut, en effet, l'un des fantassins de cette petite armée de gueux qui labourent inlassablement les terres ingrates d'une transformation sociale radicale.

*Bonaventure* est une association (loi 1901) qui scolarise des enfants de 3 à 11 ans. Les parents déscolarisent leurs enfants (loi sur l'instruction).

*Bonaventure*, c'est qui? ! Une douzaine d'enfants de 3 à 11 ans ! Un(e) instituteur(trice) ! Un(e) animateur(trice) ! Des parents ! Les membres du réseau ! Toutes celles et ceux qui soutiennent le projet à un niveau ou à un autre.

*Bonaventure*, c'est où? ! Sur l'île d'Oléron en Charente Maritime (France).

*Bonaventure*, ça existe depuis quand ? ! Depuis septembre 1993.

*Bonaventure*, ça repose sur quels principes ? ! Sur celui de l'éducation permanente à et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autogestion et la citoyenneté ! Sur ceux de la laïcité, de la gratuité, de l'égalité des salaires, de la propriété et de la gestion collective...

*Bonaventure*, ça marche comment ? ! Sur le modèle d'une classe unique à pédagogie Freinet mélangeant classes d'âges et groupes de niveaux (petite section de maternelle à CM2) ! En externat ! La scolarité se déroule au rythme de cycles d'apprentissage fondamentaux de 2, 3 ans. Chaque cycle s'effectue par le biais de projets élaborés conjointement par les enfants et les éducateurs et faisant l'objet de contrats. Pendant et à l'issue de chaque contrat il y a auto-évaluation par l'enfant et évaluation par le groupe. L'école dans son ensemble, s'auto-évalue en permanence via ses AG et est évaluée régulièrement par une commission externe dite de *regard extérieur* qui comprend des sociologues, des psychologues, des enseignant(e)s.. en sympathie avec le projet mais n'y participant pas directement ! Enseignement des matières "traditionnelles" le matin; activités artistiques, sportives, manuelles... l'après-midi ! La participation à la vie institutionnelle de l'école et à sa gestion (sur

un mode autogestionnaire) fait partie du processus éducatif (apprentissage de la citoyenneté) et se trouve de ce fait soumise à évaluation ! *Bonaventure* cherche à se fédérer avec des écoles libertaires et autogérées étrangères. L'apprentissage d'une langue étrangère et de l'Espéranto est donc dans ses projets ! *Bonaventure* collabore avec des centres éducatifs du mouvement d'éducation populaire au Sénégal ! *Bonaventure* est adhérente au mouvement Freinet ! *Bonaventure* participe dans la mesure de ses moyens aux activités de l'ICEM, de l'ACEPP 17 ! Le cursus scolaire, comme la vie à l'école, s'effectue au rythme de l'accompagnement, de l'entraide et du marrainage ! Dans le cadre de projets, *Bonaventure* effectue régulièrement des séjours dans différentes structures (agricoles, économiques, culturelles, sociales...) alternatives ! En fin de scolarité *Bonaventure* prépare les enfants à l'entrée en sixième et en cas de départ avant cette échéance *Bonaventure* prépare le retour à la norme scolaire.

*Bonaventure*, c'est géré comment ? ! Chaque année un congrès réunissant l'ensemble des acteurs directs (enfants, éducateurs, parents...) et indirects (membres de commissions, sympathisants...) définit les grands objectifs de l'année à venir ! Pendant l'année, dans le cadre des décisions du congrès, les acteurs directs de *Bonaventure* autogèrent leur quotidien pédagogique, éducatif, matériel, financier...

*Bonaventure*, ça appartient à qui ? ! Les biens mobiliers et immobiliers de l'école sont la propriété collective de tous les acteurs(trices) du projet.

*Bonaventure*, c'est financé comment ? ! Les bâtiments et leurs aménagements sont financés par la vente de parts de 500 Ff ! Le fonctionnement de l'école (dépenses pédagogiques, salaires, électricité...) est financé par souscriptions (chaîne de prélèvements automatiques, dons...) et par la vente des productions de *Bonaventure* (brochures, livres, affiches, productions enfantines, posters...).

*Bonaventure*, ça coûte combien ? ! Projet collectif, financé collectivement, la scolarité à *Bonaventure* est gratuite.

*Pour en savoir plus.* Le livre *Bonaventure une école libertaire*, collectif, co-éditions du *Monde Libertaire - Alternative Libertaire*, 60ff/360fb, octobre 1995.



### *Bilan pédagogique*

## **République éducative et éducation libertaire aujourd'hui à *Bonaventure***

La Charte de *Bonaventure* présente les fondements politiques et sociaux du projet éducatif. Elle définit également l'éthique qui unit, dans un contrat librement passé, les membres de l'association.

À la base de cette réflexion, de cette Charte, le statut de l'enfant, qui doit permettre de construire entre enfants et adultes, l'ensemble du projet éducatif.

*Le respect de l'enfant comme individu à part entière n'appartenant à personne d'autre qu'à lui-même* représente le point de départ dans une logique de construction d'une *République éducative*. Les enfants (comme les adultes), individus uniques, doivent se construire toute leur vie à leur rythme, aidés par d'autres enfants et des adultes dans leurs apprentissages.

La charte définit les grandes lignes constituant les objectifs de fonctionnement, de vie et d'apprentissages: *Éduquer les enfants à la liberté, à l'égalité, à l'entraide, à l'autogestion en avançant ensemble à petits ou grands pas selon le moment. Des enfants, des adultes (permanents, intervenants extérieurs invités) proposent des projets tout au long de l'année qui seront discutés et réalisés si les enfants le souhaitent et le décident lors d'un Conseil d'enfants hebdomadaire.*

Le choix de mettre en œuvre une éducation polytechnique et intégrale à *Bonaventure* est une réalité possible et vivante dans cette République éducative. Cela commence par le partage et l'organisation des temps forts dans la semaine: l'emploi du temps. Il est mis en place collectivement et prend en compte de manière égalitaire quatre grands types d'apprentissages, de formations : apprentissages et développements intellectuels, apprentissages et développements manuels,

techniques, artistiques, apprentissages et développements physiques et sportifs, apprentissages sociaux.

*Il s'établira fatalement, probablement même à son insu, un rapport fort utile entre ses travaux ici et ses études là, entre la formation de son esprit et celle de son œil et de ses mains, entre sa culture générale et son apprentissage technique (Sébastien Faure, L'encyclopédie anarchiste).*

Cette remarque du début du siècle est encore d'actualité à travers les projets réalisés à *Bonaventure* où la transdisciplinarité est journalière.

Ces quelques principes fondamentaux différencient *Bonaventure* de tous les autres projets d'éducation. Ils se précisent dans les buts, le fonctionnement où la pédagogie mise en œuvre au quotidien est liée à ces principes éducatifs libertaires.

Pour les enfants, la république éducative se construit et se vit chaque jour. Ce vécu, pour un enfant devrait lui permettre, adulte, d'être un citoyen actif. Pour cela, il paraît important d'apprendre à vivre, déjà enfant, quand cela est possible, comme à *Bonaventure*, une expérience collective, sans attendre forcément d'être adulte pour vivre ou réaliser des projets et en être acteur. La citoyenneté, telle que nous l'entendons, ne s'apprend pas à travers un livre d'instruction civique, une heure par semaine.

L'autonomie, l'égalité, la liberté, l'autogestion... s'apprennent au jour le jour, en proposant des projets, en partageant ses désirs pour qu'ils deviennent réalité. On apprend également à discuter, à décider ensemble et peu à peu à se responsabiliser, à rendre compte simplement de ce qui a été réellement fait. Etre responsable ne signifie jamais devoir tout faire seul, mais engage l'enfant à organiser son temps, à vérifier ses connaissances, à les réinvestir et aussi à demander de l'aide pour faire aboutir son projet ou son action. L'entraide aussi s'apprend, se pratique au quotidien en atelier de recherche mathématique ou en cuisine... La vie institutionnelle de *Bonaventure* repose en grande partie sur ces notions d'échanges, d'organisation et de responsabilisation.

Ces principes libertaires d'apprentissages et leurs implications pédagogiques ne peuvent être imposés aux enfants. Les enfants, comme les adultes, se construisent et contribuent par la solidarité et l'entraide à la construction des autres enfants en fonction de leur âge, de leurs connaissances, de leurs besoins, de leurs désirs. De ce point de vue, la République éducative, composée d'enfants et d'adultes, est une communauté d'apprenants où toutes et tous ont en commun la volonté d'apprendre, de mettre en place un projet, de le vivre... et d'en rendre compte, de le communiquer quelle que soit la forme pour informer, pour transmettre à d'autres après avoir appris soi-même.

**Communauté d'apprenants à *Bonaventure***

Enfants et adultes étant impliqués au quotidien dans des projets communs, le plaisir ou le désir d'apprendre devait être partagé également par des adultes. Pas toujours facile pour certains d'expliquer, de dire simplement *Je ne sais pas, mais je suis prêt à chercher avec toi*.

Construire ainsi les règles de vie de *Bonaventure* devenait une nécessité... Essayer, vivre quelques semaines ce qui a été décidé en commun lors d'un conseil d'enfants décisionnel... Ensuite, faire un bilan partiel : vérifier que cette "loi" qu'on a proposée et vécue nous apporte un bénéfice dans la vie au quotidien ou au contraire est liberticide... Chaque jour, c'est se responsabiliser ainsi individuellement et noter dans la *boite à propositions* une nouvelle remarque pour améliorer la vie collective de tous les jours. De cette manière les "règles" ou "lois" ne sont pas immuables à *Bonaventure*. On se donne le temps de les tester, de les appliquer... sans les remettre en cause non plus toutes les dix minutes ! Contrairement à d'autres pédagogues comme Janus Korjiak, le but ou la pratique n'est pas d'ajouter des articles régissant toute la vie. Ici pas question d'avoir des milliers d'articles. Cela pour plusieurs raisons : certains enfants ou adultes peuvent se spécialiser dans la lecture permanente et l'interprétation de ces articles de "loi". Légistes en herbe ou professionnels... les règles de vie ne seraient plus là pour aider au quotidien et ne seraient qu'objets de rhétorique. Seconde raison : les enfants étant âgés de 3 à 12 ans, certains ne savent pas lire. Il est donc impossible pour eux de "jouer" au légiste pinaillant sur telle ou telle virgule. Notre choix, en quelques mois, devait donc concilier plusieurs phénomènes. Les règles de vie devaient être exprimées en termes simples, ne pas être trop longues et être accessibles aux plus jeunes. Une des qualités de ces principes devait être de proposer des manières d'agir, de vivre sous le mode de l'explication, de la justification plutôt que de l'action face à un interdit.

Enfin, nous vous livrons ici le fruit, des recherches et expériences vécues des adultes et des enfants à *Bonaventure*. Les règles de vie ne sont pas un modèle à reprendre mais relatent simplement trois ans de fonctionnement entre enfants et adultes. On ne vous indique pas non plus les différentes modifications intervenues. Vous lirez donc le dernier texte vécu entre mars et juin 1998. Vous constaterez par vous-mêmes que tout esprit de "jurisprudence" n'existe pas et que des "réparations" sont mises en place quand un enfant ou un adulte a commis un acte gênant un autre enfant ou le collectif... Ces règles de vie communes concernent les enfants, les invités (adultes, enfants), les permanents, les intervenants extérieurs à qui ces textes sont systématiquement communiqués...

Et y a-t-il en fin de compte des droits particuliers liés aux adultes au quotidien? Oui. Au moins deux : le droit de fumer à l'extérieur des locaux et de boire un coup de temps en temps !

**Règles de vie à *Bonaventure***

**Pour vivre ensemble. Pour aider à comprendre ce qu'on fait dans la semaine, il y a !** un grand "emploi du temps" au-dessus du tableau ! un planning pour les tâches quotidiennes (rangement...) ! un planning pour les repas, la table, etc. ! un planning des invités et des intervenants ! un cahier "rappel tête" pour que les parents et les enfants aient toutes les informations.

**Pour décider.** Il y a le *Conseil des Enfants*. Tous les enfants peuvent y participer et ont les mêmes droits (pour proposer, accepter ou refuser une proposition).

Des adultes participent à cette réunion pour aider les enfants : à mettre en place un président de séance; à préparer l'ordre du jour et le respecter; à prendre des notes avec les enfants...

Quand l'ordre du jour est accepté par tous, pour commencer, les enfants doivent rester présents dans la pièce ou autour de la table. Le président rappelle au fur et à mesure tout ce qui est nécessaire pour le bon déroulement du conseil d'enfants.

Le président de séance peut être remplacé en cours de conseil, et doit au moins changer à chaque conseil d'enfants. Les décisions sont toujours inscrites dans le cahier du Conseil d'enfants.

**Les contrats.** Les enfants et les adultes se mettent d'accord pour vivre ensemble et décider de ce qu'ils vont faire.

Une fois d'accord sur des activités ou sur d'autres engagements, chacun doit apprendre à respecter sa parole et celle des autres.

Pour changer une activité ou l'arrêter, pour changer une règle (planning, limites etc.) cela doit se faire au conseil d'enfants pour que tout le monde puisse décider ensemble et donc pas n'importe quand et n'importe comment pour ne pas gêner les autres enfants ni les adultes.

**Limites du terrain de *Bonaventure*,** avec le terrain de Thyde et Jean-Marc ; avec la barrière avant la route ; avec la ficelle.

### **Quelques règles à l'extérieur**

**Bac à sable.** Éviter de courir à travers le bac à sable, pour ne pas gêner les autres, pour ne pas casser les jouets qui restent dans le bac, pour ne pas apporter trop de saletés et ainsi garder un véritable bac avec du sable.

**Portique.** Faire attention à la sécurité (ne pas faire n'importe quoi), respecter les distances pour ne toucher personne quand on se balance, respecter la "zone de sécurité".

**Bateau.** Ne pas sauter sur le bateau pour ne pas le casser.

**Arbres.** Faire attention pour ne pas les abîmer et grimper sur les plus gros (les plus solides) Descendre sans sauter pour ne pas se blesser ou tomber sur quelqu'un d'autre. Descendre rapidement pour reprendre les activités, le repas, etc.

### **Les interdictions**

Pas de violence. Quand on veut frapper, on frappe la bouée de violence dehors.

Pas de gros mots. Il y d'autres mots que tout le monde peut comprendre, il y a les mots de *Bonaventure*. Concernant les gros mots, il y eut un concours de gros mots organisé afin de comprendre plus en détail ceux-ci : gros mots insultants, racistes, sexistes, homophobes... Insultes ou gros mots ont été soumis à validation. Aucun accord n'étant trouvé, des mots de *rage* ou *colère* furent inventés: *clou poilu* ou *pétassou* remplacèrent les *fait chier* et autres *merde*.

### **Disputes et réparations**

Quand une dispute éclate. Les enfants et les adultes interviennent pour la faire cesser. Grognon (la boîte à râlages) est toujours ouvert pour recevoir les explications et les réparations demandées (les enfants et les adultes peuvent écrire, et ce sera lu le mardi et le vendredi de chaque semaine si le rédacteur du message le veut). Les activités peuvent être toutes arrêtées pour régler ensemble la dispute (autour de la grande table). C'est le *Stop Tout*. La bouée de violence a été mise loin afin de recevoir tous les coups qu'on décide de ne pas donner aux autres et éviter une dispute (la bouée n'est pas un jeu comme le portique etc.) [*Voir le texte concernant les outils sociaux*].

## **Auto-évaluation, évaluation: le choix d'une co-évaluation formative**

Les questions se posent chaque année au congrès de la structure éducative libertaire *Bonaventure*: comment évaluer le projet pédagogique et éducatif ? Pourquoi? Qui ou quoi peut ou doit (être) observé(er), mesuré(er), évalué(er) ? Avec quels critères... ceux de la norme, de l'Éducation Nationale, avec des critères libertaires ?

Autant de questions posées lors de conférences ou par des parents ou invités passés à *Bonaventure*.

### **La structure institutionnelle de *Bonaventure***

Pour l'ensemble des membres de *Bonaventure*, il paraît nécessaire d'avoir des informations sur le quotidien et les travaux réalisés par les mandatés de l'association, l'équipe pédagogique et les enfants. Le bulletin trimestriel devrait, entre chaque congrès, servir tous les membres, leur donner des indications, provoquant ainsi des questions de la part des lecteurs... et des recherches puis des

réponses pour les personnes concernées. Proposée dans la Charte, une *commission regard extérieur* composée de membres de l'association (ni parents, ni membres de l'équipe pédagogique), passe plusieurs fois dans l'année et vérifie l'adéquation entre la Charte, les décisions du congrès annuel et la réalité à *Bonaventure*. Rendre compte, évaluer le projet d'adulte à adulte se fait à travers le bulletin *Grain de CEL* qui est consultable à *Bonaventure*. Ces mandats s'entourent d'autres personnes et profitent également des écrits d'étudiants, de stagiaires ou de tout autre invité pour se forger une opinion.

Pour les parents de la structure éducative entre 1995 et 1998, le sens de leur questionnement est différent. S'agissant de leurs enfants, sans nier pour cela leur liberté, ils souhaitent avoir une idée exacte du comportement, des acquis... de leurs enfants. Participant activement à la vie du projet, étant présents physiquement régulièrement à *Bonaventure* (comme intervenants pédagogiques ou non), les parents discutent et s'informent auprès de l'équipe pédagogique quand ils le souhaitent. Pour l'équipe amenée fréquemment à répondre au quotidien ou lors de réunions mensuelles, il s'agit aussi de permettre aux enfants de continuer à se construire aussi en dehors de leurs parents. C'est le choix de ce projet éducatif collectif. Ainsi, pour sauvegarder entre autre "un jardin secret" à l'enfant, tous les faits, gestes, pensées, réflexions ne seront pas communiqués à leurs parents. Les formes d'informations mises en place sont de plusieurs ordres : les audits des enfants pratiqués par un ami psychanalyste (voir le texte de Michel Negrell), la participation d'une enseignante, Maïté, de l'ICEM (Institut Coopératif de l'Ecole Moderne B Mouvement Freinet) lors de réunions communes parents et équipe pédagogique pour compléter les informations et les comparer à d'autres enfants et d'autres structures de la Charente Maritime. Les recherches et travaux des enfants sont mis à disposition des parents comme les contrats hebdomadaires ainsi que les classeurs d'auto-évaluation et de brevets de connaissance permettent ainsi à chacun de comprendre l'évolution de chaque enfant.

L'audit des enfants animé par Michel Negrell, tout en respectant la confidentialité, leur a permis d'exprimer leurs envies par rapport à la vie quotidienne. Que certains adultes parlent moins fort et aussi leur perception vis-à-vis de cette structure complexe qu'est *Bonaventure*. Il était bien clair pour eux que, dans ce lieu, ils étaient réunis pour apprendre, pour discuter, pour s'arranger ensemble avec à charge la décision et le devoir de respecter ses engagements. Pas toujours facile. Une aide importante pour l'équipe pédagogique qui a pu faire le bilan de ce qui avait été réellement construit collectivement (enfants / adultes) et ce qui restait une aspiration des adultes, mais seulement des adultes.

Les interventions de Maïté de l'ICEM complétaient, pour l'équipe, le besoin d'analyser les situations d'apprentissage à moyen et à long terme. Reprendre, avec une enseignante, les objectifs communs des enfants (projets) et étudier en prenant du recul, si la réalisation était à la hauteur de nos désirs communs. En cela les échanges furent fructueux et ne s'arrêtèrent pas à un échange de satisfecit !

Nouvelles recherches, nouvelles expérimentations, explications et bilans avec les enfants suivaient régulièrement ces rencontres. La participation de Maïté a également aidé la structure éducative en organisant des après-midi de *discussion / formation pédagogique* avec les parents.

L'ensemble des procédés pédagogiques était expliqué aux parents et l'intérêt de ceux-ci était discuté, commenté collectivement: les outils et techniques que l'on retrouve dans les classes *Freinet* étaient développés par Maïté.

Enfin, pour moi, faire le choix de mettre son enfant dans une structure éducative libertaire, c'est avoir conscience et vouloir que celui-ci se construise aussi en dehors des parents... sans voir ou subir une opposition entre structure éducative et structure familiale.

### **Les enfants et l'évaluation**

La question de noter, de contrôler un enfant, de le restreindre à un carnet de notes, un bulletin, un livret scolaire ou de l'aider à savoir où il en est lui-même vis-à-vis de ses propres connaissances, de ses propres savoirs (savoir-faire, savoir-être...) est-elle encore vraiment d'actualité?

*Je suis l'adversaire déterminé du système de classement en honneur et en usage dans presque tous les établissements où l'on enseigne. Le classement passe, dans l'opinion générale, pour être un heureux stimulant et la plupart des familles s'imaginent qu'il détermine entre les écoliers une émulation nécessaire (Sébastien Faure, L'encyclopédie anarchiste).*

D'un côté, l'enseignant, l'éducateur, le Maître sanctionne, il assoit le pouvoir de celui qui sait mieux que l'enfant... de l'autre, l'adulte assure à l'enfant (avec d'autres enfants) que ses connaissances progressent. L'évaluation normative entre dans le premier cas de figure. C'est comparer des enfants entre eux par la compétition et sur des sujets qu'ils n'ont pas choisis et dont ils ignorent l'existence, le sens, la logique: les instructions officielles.

L'idée de mettre en pratique une évaluation formative, deuxième cas de figure, est inspirée par une pédagogie basée sur des méthodes inductives et positives respectant l'enfant. Elle fut reprise, après les libertaires, par des praticiens agissant au sein du ministère de l'Instruction Publique puis de l'Éducation Nationale, certains en furent exclus comme Célestin Freinet...

À partir de 1995, des discussions entre adultes, entre enfants et entre adultes et enfants aboutirent à l'élaboration de documents individuels ou collectifs permettant à l'enfant de se situer dans ses propres apprentissages. Trois à quatre mois de discussions, d'essais, de remise en cause ont été nécessaires pour fabriquer ces documents : les échanges avec d'autres classes expérimentales ou du Mouvement

Freinet ont été des éléments capitaux pour aboutir. Les enfants de *Bonaventure* et d'autres classes ont pu ainsi discuter du bien fondé de ce type d'évaluation, sur place, lors de classes transplantées.

Après trois années d'utilisation et de nouvelles modifications, le document se présente sous cette forme... encore non définitive et nécessite des explications.

Date / À faire / Thème connaissance / *Je sais* / Évaluation par enfant ou adulte / *Je sais l'expliquer* / Brevet

Tout d'abord, ayant fait le choix de développer une éducation polytechnique et intégrale, tous les types d'apprentissages, manuels, techniques, intellectuels, physiques, sociaux... ont leur place dans cette grille d'aide pour une auto-évaluation et une co-évaluation formative. Ainsi, dans la colonne *thème*, on pourra trouver, pour chaque enfant, une feuille différente correspondant à la cuisine, aux mathématiques, au bricolage, à l'orthographe, l'histoire, le modelage... Chaque ligne correspondra à une "connaissance" particulière dans le thème. Il ne s'agit pas pour l'enfant de remplir un maximum de lignes, de feuilles pour accumuler un maximum de brevets, mais de noter au fur et à mesure de ses recherches, les étapes qu'il devra franchir pour réaliser un projet ou une œuvre. Comprendre ce que l'on souhaite apprendre, construire une méthodologie, être capable de définir des étapes intermédiaires puis être capable d'expliquer à autrui ce que l'on a appris... tels sont les enjeux complexes de ces recherches, tâtonnements et expérimentations vécues pendant trois ans.

Par exemple en bricolage, un enfant inscrira ou se fera inscrire dans la colonne *connaissance*. Ligne 1 : connaître le nom des outils. Ligne 2 : savoir clouer

Un autre enfant inscrira: ligne 1, utiliser le marteau ; ligne 2, utiliser la scie-sauteuse.

Chaque enfant indique la date à laquelle il a choisi de commencer ses recherches (colonne 1).

Il peut avoir un objectif de réalisation dans le temps ou non (colonne 2) et l'indiquer. Commenant des activités en cuisine, il peut vouloir être capable de réaliser seul de a à z une entrée pour tous, et se donner 3 ou 6 mois de recherches, d'efforts pour pouvoir le réaliser. Il n'est absolument pas obligé de se donner un objectif dans le temps.

*Choisir la feuille correspondant au thème* (colonne 3) ou créer un document pour un projet particulier qui impliquera une transversalité des savoirs comme pour la fabrication d'un nichoir où des connaissances mathématiques et géométriques (mesures et formes) sont nécessaires, comme techniques (coller, clouer, choisir le

bois) ou des sciences naturelles (choix de la forme et de la taille de trou pour l'espèce que l'on veut abriter)...

La colonne 4, intitulée *Je sais* coloriée par moitié par l'enfant correspond au fait qu'il fait des recherches ou qu'il utilise l'outil en vue d'en acquérir une meilleure maîtrise... C'est la première partie de l'auto-évaluation.

La colonne 5, *Évaluation par un autre enfant ou un adulte*, c'est la co-évaluation, la reconnaissance par une autre personne que l'enfant s'est bien engagé dans une démarche, des recherches, (parce qu'on l'a vu aller en bibliothèque ou questionner les autres en atelier, parce qu'il a téléphoné...).

La colonne 6, *Je sais l'expliquer* est la seconde partie de l'auto-évaluation. Elle confirme à l'enfant qu'il maîtrise les tenants et les aboutissants de sa recherche puisqu'il a transmis à quelqu'un sa connaissance: il devient formateur.

La colonne 7, *Brevet*, inspirée par la pédagogie Freinet, confirme "officiellement", collectivement, l'apprentissage et la transmission de ce savoir. Le brevet est remis quand toutes les colonnes précédentes sont remplies.

### **L'auto-évaluation et la co-évaluation au quotidien**

Chaque enfant animé par la volonté de réaliser un objet, un projet, une œuvre et s'aidant de ces fiches techniques comprend ce qu'il apprend. Il saisit ainsi les apprentissages non comme un acte violent de soumission, de compétition ou de comparaison avec l'autre mais comme un cheminement pas toujours facile mais porteur en fin de compte de satisfaction.

L'éducation, la formation comme plaisir d'apprendre pour soi et d'apprendre à d'autres est en marche...

En trois ans, il est possible de dresser un bilan partiel (trois ans, c'est très court) de l'utilisation de ces procédés pédagogiques au niveau de *Bonaventure* ainsi que pour d'autres structures.

En terme de temps, il faut, pour chaque enfant, tous les jours, entre 15 et 30 minutes, pour prendre les différentes fiches et indiquer précisément ce qui lui paraît nécessaire. Recherche orthographique des intitulés, recherche ou fabrication de nouvelles fiches thématiques, demandes et vérifications avec d'autres enfants ou des adultes... tout cela nécessite du temps.

À *Bonaventure*, les enfants peuvent le prendre puisque 8 heures par semaine sont réservées aux apprentissages sociaux.

Régulièrement, de manière collective ou personnalisée, les "brevets" étaient remis aux enfants qui le demandaient. Le brevet pouvait être ainsi délivré par un enfant,

un membre de l'équipe pédagogique (pas forcément dans sa branche habituelle) ou par un intervenant extérieur qui se voyait ainsi baigné rapidement dans des pratiques coopératives. Nombreux furent les moments où étudiants, éducateurs, ingénieurs ou artistes... furent confrontés à cette partie de vie à *Bonaventure*. Comprendre ainsi que des enfants pouvaient devenir leurs égaux quand, après des animations pédagogiques, ceux-ci leur demandaient de co-signer leurs nouveaux brevets de connaissances dans les domaines les plus variés. La coopération, si elle était quotidienne entre classe d'âge d'enfant à *Bonaventure*, devenait, très souvent objet d'apprentissage pour les adultes intervenant dans cette république éducative.

Aucun enfant ne faisait la course à l'accumulation des brevets, résultat final déterminant symboliquement un apprentissage. Le brevet n'était pas présenté et vécu comme une récompense, une image qu'on donne à un "bon" élève. Les discussions qui avaient lieu entre enfants et adultes n'engageaient pas les enfants dans un processus amenant la jalousie, la compétition... mais bien la coopération, l'entraide. Elles furent aussi importantes que l'ensemble des fiches de connaissances et aidèrent les adultes intervenant à *Bonaventure* à rapidement se rendre compte de ce que savaient les enfants et quelles étaient leurs recherches du moment. Il y eut, ainsi, rarement de décalages entre les animations d'intervenants et les possibilités des enfants de s'investir pleinement.

Fiches de connaissances et brevets amènent peu à peu à l'autonomie des enfants vis-à-vis de ses apprentissages. Etant acteur, il comprend de plus en plus, de mieux en mieux, le principe des étapes intermédiaires pour réaliser une œuvre ou un projet complexe. L'adulte qui l'accompagne (ou l'instituteur, l'éducateur...) n'est plus le seul à savoir où se situe l'enfant dans ses apprentissages. Le maître du jeu (du je) n'est plus le maître. Pour l'équipe pédagogique passant le relais, ce fut également un outil pertinent pour transmettre toutes les informations utiles sur les apprentissages des enfants, sans règlement de compte, annotations qui enferment encore trop souvent les enfants dans les carnets et dossiers scolaires.

Ces brevets, sont-ils nécessaires? Indispensables ? Ils permettaient simplement à leur possesseur de revendiquer son autonomie pour un certain nombre d'activités. Celui qui possédait le *brevet de la scie sauteuse* pouvait utiliser l'appareil sans la présence d'adulte, car le brevet en lui-même comprenait une réflexion liée à la sécurité à mettre en œuvre pour utiliser l'appareil. Ainsi, face à des intervenants pédagogiques extérieurs à la structure éducative qui auraient pu craindre d'être "dépassés par les événements", le brevet servait, entre autre, de garantie à l'enfant de pouvoir utiliser un droit reconnu par tous quelle que soit la situation ou l'adulte mis en présence. C'est, ainsi, régulièrement se reposer la question du savoir et de ses liens avec le pouvoir (dans tous les sens du terme).

## **Évaluation et arbre de connaissance**

L'évaluation, la co-évaluation et l'auto-évaluation nous ont ouvert d'autres champs d'investigation. Cela nous a permis également de participer à des recherches concernant l'arbre de connaissance.

En collaboration avec les CREPSC (Centre de Recherches des Petites Structures et de la Communication), nous avons pu discuter, échanger nos pratiques, nos réflexions, doutes et interrogations sur le bien fondé des pratiques pédagogiques en lien avec la ou les notions d'évaluation ou d'échanges de savoirs. Le CREPSC, fédération de structures éducatives ou populaires en milieu rural se définit comme un *laboratoire des praticiens pour une Éducation et une Société plus humaines*. Comme ce n'était ni du bluff, ni mystique... cela ne pouvait que nous intéresser. Notre collaboration, pour tout dire, a nourri notre réflexion pour l'élaboration, avec les enfants, des fiches techniques d'auto-évaluation et de co-évaluation.

L'arbre de connaissance est une manière de se représenter ce qu'un groupe humain sait. Sait en terme de connaissance, sait faire, sait trouver... ainsi que les moyens pour parvenir à savoir soi-même si on désire apprendre. À partir du "savoir" le CREPSC comme la République Éducative sur l'île d'Oléron se sont posé des questions... Le ou les savoirs : comment les échanger ? Comment les confronter (les démarches, les méthodes...)? Comment amener la coopération entre les individus? Quelle mise en commun ? L'aide mutuelle existe-t-elle ? Et bien sûr comment mener une réflexion collective autour de ces recherches, tâtonnements et pratiques au quotidien?

L'arbre de connaissance, sous sa forme informatique, ressemble ni plus ni moins à un arbre, composé d'un tronc (le tronc commun des connaissances d'un groupe humain - enfants/adultes) et de branches qui représentent les connaissances affirmées et confirmées d'individus. Ces branches ont pour fonction de disparaître pour devenir tronc. Ainsi, cela expliquerait que nombre de personnes ont appris ce qu'un autre proposait de leur apprendre. Ce savoir n'étant plus connu par un petit nombre mais par la quasi-totalité des individus, la branche disparaît pour rejoindre le tronc commun des connaissances.

Pas de compétition: un individu propose de partager un savoir dans n'importe quel domaine (le chinois, comme le maniement d'un diabolo, d'une scie sauteuse...). La ou les personnes souhaitant apprendre le contacte... Aussi simple que cela ! Cela rappelle les SEL (Système d'Échange Local) ou les associations d'échange de savoirs mis en pratique avec les enfants, avec des outils appropriés comme les brevets définis plus haut, c'est le même principe. Seule différence, et de taille, entre les brevets la construction d'un arbre de connaissance collectif regroupant individus, associations de quartier, structures d'éducatives et ce que nous avons mis en place à *Bonaventure* : c'est la participation des adultes. Nous n'avons pas pris le temps, nous aussi, adultes, de remplir les fiches de connaissances avec les brevets pour proposer nos services aux enfants. Des regrets? Oui ! *Bonaventure* n'existe que depuis 6 ans ! Et puis tout n'a pas été toujours bien stable! Et les journées n'ont

que 24 heures et... Des regrets, oui, mais qui vous a dit qu'on arrêta*t la construction d'un monde nouveau ?*

Les relations, les discussions continuent avec les CREPSC, les recherches avec les enseignants des lycées autogérés et ceux de l'ICEM, pour mettre à disposition du plus grand nombre des outils coopératifs... avec à *Bonaventure* un plus de liberté, un carcan en moins... sur l'île d'Oléron, pas d'instructions officielles, pas de hiérarchie, le temps pour les enfants d'évoluer à leur rythme... et ils ne traînent pas ! Alors cours camarade! le vieux monde est derrière toi!

## **Outils sociaux et outils de régulation des conflits... ou comment vivre la démocratie directe**

La vie sociale des enfants et adultes de cette République Éducative est dense. De nombreux courriers, coup de téléphone, fax, etc... montrent l'importance que les membres portent à ce projet. Les invités tout au long de l'année à *Bonaventure* ne descendent pas de la planète mars pour visiter un zoo pédagogique.

Adulte ou enfant, ils ont tout d'abord communiqué avec les enfants, échanges d'infos et de propositions, puis ont été invités. Les enfants qui passent quelques jours ou quelques semaines à *Bonaventure* sont soit des enfants de membres de l'association éloignés géographiquement et qui s'arrangent pour passer, soit des enfants de parents "candidats" pour venir à *Bonaventure*, soit le résultat d'échanges avec d'autres structures éducatives (écoles parallèles, enfants déscolarisés...). Les enfants invités participent activement aux projets mis en place, présentent exposés, dossiers d'information et, surtout, participent aux discussions et décisions lors du conseil d'enfants. Il apparaît, dans ce cas, des demandes d'explications parfois complexes sur le fait d'annoncer cette réunion comme décisionnelle. Certains découvrent et en ont la confirmation que ces diverses réunions ne sont pas du domaine du jeu où l'on s'amuse... car toute décision a des conséquences (positives bien sûr !?)... Par leur présence, les enfants invités apportent des questionnements qui valideront des décisions déjà prises ou qui apporteront d'autres solutions, d'autres nouvelles pratiques intéressantes et parfois opposées aux règles de vie ou de fonctionnement. Questions qui nécessiteront de nouvelles réflexions, études, applications... Questions qui, de toute manière, permettent à tous de ne pas se laisser aller à des habitudes, à une routine qui tue la réflexion oubliant les remises en cause.

Les autres invités sont des adultes. Accepter pour l'équipe pédagogique et les enfants le passage d'adultes a été moins simple que pour d'autres enfants. Le champ d'investigation des adultes souhaitant passer pour quelques temps dans cette République Éducative concernait en plus l'association *Bonaventure* dans son ensemble.

La question se posait: est-ce qu'une instance plus haute que le conseil des enfants pouvait décider pour eux du passage d'un adulte contre leur volonté ? Poser cette question frontalement amena d'âpres échanges entre adultes! Un aménagement accepté par tous (enfants et adultes) vit le jour. Une garantie de l'association était donnée aux enfants. Les adultes ne viendraient participer aux activités à *Bonaventure* que s'ils proposaient un projet même court aux enfants et que ceux-ci acceptaient. *Bonaventure* n'était pas un zoo où l'on viendrait les observer !

Dans ce cadre, plusieurs types d'intervenants passaient à *Bonaventure*. Les membres de l'équipe pédagogique, les étudiants, chercheurs, enseignants et éducateurs en formation, stagiaires (les plus nombreux), les contacts ou membres de l'association (sur demande explicite des enfants), les parents (non parce qu'ils étaient parents mais parce qu'ils avaient quelque chose à partager avec les enfants).

Tout cela forme une communauté d'apprenants parfois complexe et pas toujours facile à organiser, à gérer...

### **L'organisation de la vie sociale... au quotidien**

Le *Quoi de neuf* d'un quart d'heure (ou plus) chaque matin permet aux enfants et aux adultes de s'organiser (rendre compte de nouvelles informations, lire le courrier), de prendre si nécessaire de nouvelles responsabilités (répondre au courrier...), de vérifier si les engagements individuels ou collectifs ont été respectés, de partager les dernières informations ou nouvelles questions... Les plannings pour le choix des menus, les responsables pour la fabrication des repas et des courses, le rangement et le nettoyage du lieu sont revus à cette occasion sans subir de changement.

C'est encore le moment, pour les enfants, d'écrire et de déposer des messages dans la *boîte à propositions*, la *boîte à râpages* - *Grognon* et la *boîte à bravos* (ces outils pédagogiques sont inspirés de la pédagogie Freinet et de Dolto).

**!La boîte à propositions** reçoit les messages des enfants et adultes. Ecrire ou se faire aider pour écrire pour ne pas oublier car toute nouvelle proposition de projet ou de modification de règle de vie n'est étudiée que le mardi matin (*préparation du conseil d'enfant*) où tout est "déballé" en vrac et détaillé au fur et à mesure. Pour se laisser le temps de la réflexion, les décisions collectives sur ces points traités seront adoptées ou non, après rappel, le jeudi matin, lors du *conseil d'enfant*. Celui-ci a vu son fonctionnement modifié plusieurs fois. Sans la présence de membres de l'équipe pédagogique pour éviter toute pression sur les enfants, avec des membres de l'équipe et des non membres... Chaque enfant lors de ce conseil apprend à être président de séance, secrétaire pour noter les décisions, à organiser les tours de parole et à tout mettre en œuvre pour que le comportement de tous permettent la discussion et la prise de décision dans de bonnes conditions.

! La boîte à râlage (*grognon*) et la **boîte à bravos** pour la gestion des conflits sont utilisées hebdomadairement.

Dans la **boîte à râlage**, il s'agit d'exprimer un mécontentement et de le rendre public si on le souhaite le mardi à midi. Le message doit commencer par *Je râle...* impliquant directement le ressenti de l'enfant ou de l'adulte : une chose, un fait, un acte, une parole m'a fortement déplu, dérangé... je l'exprime et demande réparation. Je demande au collectif de prendre acte de ma remarque et de tout mettre en œuvre pour que cela ne se reproduise plus ou demande à un individu concerné par cette "plainte" de s'exprimer... Le tout étant d'arriver à une réparation qui soit acceptée par le demandeur et l'individu incriminé. Cette résolution doit être comprise de tous et acceptée par l'ensemble du collectif comme étant une réponse ou une mesure n'étant pas disproportionnée: bref acceptable. Aucune jurisprudence n'a été mise en place pour éviter de reproduire ou de reconstruire un code civil et un code pénal !

L'ouverture de la **boîte à bravos** suit immédiatement la *boîte à râlage*. À la fois, ces messages permettent d'adoucir des reproches faits à certains juste avant dans les râlages, et c'est aussi et surtout pour mettre en avant un fait de société constant: on prend le temps de critiquer, parfois beaucoup de temps et souvent très peu ou pas du tout, pour remercier ceux et celles qui construisent qui font avancer les choses, qui font quelques efforts, qui aident... Cette boîte reçoit donc tout type de message de sympathie, de félicitation, d'encouragement... Quel plaisir pour tous !

! La bouée de violence est tombée en désuétude par moment bien que toujours présente. Elle est destinée à recevoir coups de poing, de pied, insultes qu'on ne s'autorise pas à infliger aux autres enfants ou adultes... Elle est mise à l'écart car ce qu'on lui fait ou dit ne doit pas être perçu par les autres... C'est grave (comme disent les enfants) ce qui se passe là ! Elle en est même détruite parfois ! Une décision du conseil d'enfants trouvera les moyens de la remplacer rapidement.

## **Les contrats**

Chaque lundi matin, le plan de travail hebdomadaire (contrats avec l'enfant) est mis en place.

Ces contrats doivent permettre à l'enfant de se situer dans le cadre de ses propres apprentissages. Ils sont définis après avoir préalablement établi collectivement le planning de la semaine. Ainsi, le nombre de contrats peut varier d'une semaine à l'autre, en fonction de l'emploi du temps. C'est une des mises au point intervenue au cours de l'année 1996, après avoir fait un bilan de cette pratique pédagogique associant pleinement l'enfant à ses propres apprentissages.

Dans le cadre de ces contrats hebdomadaires, l'enfant comme l'adulte peuvent, chaque jour, savoir si quelques retards sont survenus dans la réalisation des contrats (expérimentations, fichiers, etc.).

L'enfant apprend donc à maîtriser son temps au fur et à mesure, avec pour objectifs: la réalisation de l'ensemble des contrats qu'il s'est choisis pour la semaine et la délivrance de brevets de connaissance liés à ses travaux... le tout pour la réalisation d'un projet (individuel ou collectif), d'une œuvre.

### **Quand citoyenneté ne rime pas avec instruction civique**

La vie sociale a toujours une place importante en temps et en investissement tant pour les enfants que pour les adultes. Le bien fondé des pratiques et techniques utilisées est ressenti quotidiennement. En effet, le nombre important d'invités (enfants et adultes) permet de dresser ces quelques bilans sur l'utilité des outils mis en place à *Bonaventure*, pour organiser la vie quotidienne, pour gérer les conflits d'enfants, pour s'écouter et organiser des projets collectivement et réaliser des objectifs individuellement... Chaque nouvel invité amenait son lot de questionnements sur telle ou telle autre manière de travailler, de gérer les courses, les repas, d'organiser des journées de rencontres ou de découvertes...

Les enfants de *Bonaventure* ont dû expliquer, justifier, argumenter à chaque enfant ou adulte l'intérêt qu'ils voyaient (et l'intérêt qu'il y avait peut-être du coup) à respecter des plannings collectifs, à s'organiser (*boîte à propositions*, *grognon*, *bravos* et *conseil d'enfants*), à noter les nouvelles idées, à intégrer rapidement d'autres enfants dans des projets collectifs qui seront, à chaque fois, réalisés pendant leur séjour... Mais aussi à modifier, à inventer d'autres moyens pour que des enfants venant une semaine ou quinze jour ne soient pas "assommés" par tant de nouveautés parfois difficiles à s'approprier...

Les multiples explications et justifications pour tendre à plus de liberté, d'égalité, de respect de l'autre et de soi... énoncées par les enfants de *Bonaventure* aux enfants et adultes semblent démontrer leur envie de voir ce type de fonctionnement continuer, le tout justifiant le fait de proposer puis de réaliser leurs projets, leurs œuvres.

**Bernard Lebœuf** (octobre 1998)

## **Bref regard sur l'année 1998-1999**

Une année charnière s'ouvre devant nous : passation entre deux équipes pédagogiques, passage de témoins entre les fondateurs et les nouveaux animateurs politiques et sociaux de *Bonav*. L'enjeu en est simple : un laboratoire pédagogique et social peut-il survivre au-delà des personnes qui l'animent ? Ses liens avec la révolution sociale et culturelle seront-ils maintenus voire même consolidés ?

L'équipe pédagogique se compose de deux adultes : Laurence Toursière éducatrice plutôt "scolaire" et Ludovic Gandolfo éducateur plutôt "technologique".

Le groupe parents s'élève au nombre de sept familles et prend en charge la gestion du quotidien (courses, quelques repas, ménage, et accompagnement).

Le groupe des enfants est de onze *bonaventurier(e)s* et peut se décrire ainsi... Cycle 1 : Solène, Camille, Guillaume, Floriane et Lorelei. Cycle 2: Simon, Mathieu, Pico, et Manuela. Cycle 3: Antoine et Benoît dont c'est la dernière année à *Bonaventure*.

Parmi ces enfants, cinq ont déjà vécu au moins une année à *Bonaventure*, et six viennent d'arriver.

Bertille nous a quittés pour entrer au collège. Elle s'y adapte bien socialement (elle est déléguée de classe) et fait partie des "bons élèves". Elle nous a d'ailleurs fourni un bilan des réussites et des difficultés rencontrées durant ses deux premiers mois de collégienne.

Cette année, les apprentissages se font sur quatre jours de 9 heure à 16 heure 30 et, en temps normal, Laurence travaille le matin, en général accompagnée d'un parents, et moi l'après-midi excepté le jeudi et le vendredi où nous travaillons en doublette toute la journée:

Laurence fait travailler les enfants sur fichier (Freinet ou autres), jeux pédagogiques et utilise les supports fournis par les sorties, la préparation des repas, le journal.

Je continue mes ateliers comme l'an passé, c'est à dire bricolage., technologie, informatique et sport, ainsi nous gardons l'optique d'équilibrer "l'intellect", le "physique", le manuel" et le "social".

Pour ce qui est du "social", le conseil d'enfants reste le lieu décisionnel hebdomadaire des *bonaventuriers* et plusieurs propositions ont déjà été soumises: voyage sur l'île d'Aix (il a eu lieu du 16 au 17 septembre en camping), classe de neige, canoë etc. Les boîtes (à grognons, à bravos) gardent leur fonction de résolution de conflits tandis que les *Quoi de neuf?* (réunion quotidienne d'organisation) ne se font plus de manière institutionnelle. Quant aux "règles de vie" (sécurité, attitudes, gros mots...), elles ont été réécrites le plus tôt possible pour ne pas tomber sous le joug de la tradition et du *La loi, c'est la loi*.

La pédagogie du projet reste de vigueur. Ceux-ci sont proposés par l'ensemble des acteurs en conseil d'enfants, discutés puis adoptés ou abandonnés.

Voici quelques projets:

!À l'année: géographie de l'île d'Oléron puis des îles en général avec Olivier Clairat; jardinage biologique, animé par des parents sur leur terrain pour fournir les légumes pour les repas du midi à tendance bio-végétarien, poney.

! Projet épisodique: spectacle de fin d'année (civile) avec l'Amicale Laïque de Chaucre, court séjour (île d'Aix, Rochefort), classe transplantée (neige et mer), l'école Vitruve nous visitera en février sur le thème *Raconte-moi ton école*.

De plus, les invités enfants ou adultes sont toujours les bienvenus, en prévenant évidemment afin de monter un ou des projets communs.

Bref, la forme change quelque peu mais le fond reste de développer la liberté, l'autonomie, l'égalité, l'entraide et la citoyenneté !

Pour l'équipe,  
**Ludovic Gandolfo**



*Intervenants et projets*

## **Partenariat avec *Bonaventure***

Depuis la création de *Bonaventure* l'association *Trait d'Union* a toujours participé à ses activités : *commission regards extérieurs* les deux premières années et création d'un atelier autour de la coopération et des droits de l'enfant.

### **Présentation de *Trait d'Union***

*Trait d'Union* est une association de solidarité internationale et d'éducation populaire. Elle développe des politiques de développement durable, de démocratie participative et d'économie solidaire. Située à Saintes en centre ville, elle occupe un immeuble ancien de deux étages.

Au rez-de-chaussée, une boutique permet de participer activement par le biais de la consommation choisie à un développement humain plus juste et solidaire : le commerce équitable avec les pays du Sud de la planète.

Au premier étage se poursuit l'information concernant les producteurs et artisans partenaires: c'est le centre de ressource. D'une manière plus globale le centre ressource aborde et traite tous les thèmes reliés aux relations Nord-Sud et au développement durable ici et là-bas.

Au dernier étage, nous parvenons à la formation, sous des aspects divers : stages, formations à la carte, formations individualisées, formations de groupe... Également une Université Populaire se veut ouverte à tous et à toutes.

*Trait d'Union* a statutairement pour but d'être un lieu d'échanges, de rencontres pour construire un monde solidaire (la charte de l'association en synthétise les objectifs généraux). La participation active du plus grand nombre, recherchée et proposée à *Trait d'Union* va dans ce sens.

Pour atteindre ses objectifs? *Trait d'Union* comprend une équipe d'animation. Cette équipe intervient pour promouvoir une éducation à la citoyenneté, à la différence et à la solidarité. C'est dans ce cadre, qu'un partenariat avec l'école *Bonaventure* a vu le jour.

Sur un plan politique, *Trait d'Union* soutient financièrement le fonctionnement et adhère au projet de *Bonaventure*.

D'autre part l'équipe pédagogique intervient depuis plusieurs années auprès des enfants.

### **Notre partenariat avec *Bonaventure***

Ce partenariat se poursuit et évolue grâce à une mise en commun des souhaits, des attentes et des limites de chacun des partenaires ; ceci à chaque nouvelle année.

Ce travail d'échanges et de réflexion a permis aux enfants de l'école de découvrir et d'expérimenter autour de la notion de coopération. Les animations sur le thème de la coopération se sont étalées sur deux années. Puis, sur la demande des enfants, nous avons abordé le thème *des droits de l'enfant*. Pour l'année 1997-98, les enfants ont conçu et réalisé un jeu coopératif.

Notre démarche est d'accompagner le désir, les projets ou les idées des enfants; ceci demandant toutefois de les faire émerger, de mieux les cerner pour pouvoir y répondre. Les animations que nous avons proposées tiennent compte principalement de différents facteurs tels que :

! Le rythme des enfants (participation de chaque enfant en fonction de ses capacités, rythme du groupe et rythme individuel dans le groupe).

! Importance d'un engagement individuel de chaque enfant en début d'année sur notre partenariat (contrats oraux).

! Partir du vécu des enfants (importance de l'expérimentation de la découverte par soi-même pour avancer dans l'animation).

! Aspect le plus ludique possible des animations (supports diversifiés, moments de détente réguliers...).

### **Conception et réalisation d'un jeu coopératif**

Le premier novembre 1997, une présentation fut faite aux enfants du projet des animations globales sur l'année (étapes des animations, évolution du travail, planning). Les enfants prennent le temps d'y réfléchir. Chacun définit sa participation. Parallèlement, dans la journée, Pico et Manuela, nouveaux *bonaventuriers*, découvrent certains jeux de table coopératifs.

Début décembre 1997, nous remettons les cahiers de route à chaque enfant. Ils permettront de recueillir les recherches, les questionnements des enfants entre deux séances d'animation. À l'intérieur de ces cahiers, des fiches de préparation sont collées: chacun devra les remplir avant de venir à *Trait d'Union*. Cela représente un suivi entre chaque animation.

En février 1998, est organisée une séance autour de *Histoire et Origine du jeu*. L'objectif est de découvrir un maximum de jeux très variés de par leurs origines, leur façon d'y jouer. Chaque enfant doit ramener un jeu et le présenter au groupe en suivant une grille de critères.

En mars 1998, un tri des différentes variantes de jeux fut opéré et ils furent classés en fonction de leurs différences ou aspects communs. La méthode fut la suivante : *brainstorming* sur le mot *jouer*. Puis un classement fut opéré autour des questions : avec qui? Pour qui ? Quand ? Comment? Pourquoi ? La deuxième séance se centrera sur le choix du jeu à inventer en en définissant les règles en fonction de son thème. Les enfants ont écrit une histoire permettant d'introduire leur jeu. Tout en jouant, nous en écrivons les règles. Puis, des propositions de différents titres furent émises. Cette journée fut conclue par une visite de la cave de *Trait d'Union*.

L'année scolaire s'est clôturée par une partie de jeu dans les locaux de *Bonaventure*. C'était intéressant et satisfaisant. L'objectif fut atteint. Pour en savoir plus, venez à *Bonaventure* faire une partie!

**Pour le *Trait d'Union*, Laure et Corinne**

## Une bibliothèque pas comme les autres

Thérèse Preux, documentaliste, partagea avec les enfants, les pédagogues, les intervenants ses savoir-faire durant l'année scolaire 1995-96. Depuis lors, la BCD fonctionne telle que la lancèrent ses créateurs (enfants et intervenante).

Il était une fois... une bibliothèque débordant de livres de toute sorte, une poignée de gamins dans une drôle d'école ; ajoutez à cela une documentaliste échouée sur une île battue par les flots : et voilà un drôle de mélange qui s'active tous les jeudis après-midi de *Bonaventure*.

Le milieu libertaire est papivore, on avait déjà remarqué. C'est sans doute pour cela que la "petite école" a déjà une bibliothèque de grande, et un rayon documentaire que nombre de collèges nous envieraient ! Ainsi, une grande partie des cadeaux de naissance offerts à *Bonaventure* a été constituée de livres. Ajoutez à cela les prêts-dons des familles participantes et voilà la BCD (Bibliothèque-Centre de Documentation) de *Bonaventure* avec ses quelques 500 livres (1). Une aubaine, une sorte de caverne d'Ali Baba pour la documentaliste en congé que je suis, privée momentanément (et volontairement) d'un lieu d'exercice. D'autant plus que la BCD avait besoin d'un sérieux rangement, après l'arrivée de cartons entiers de livres non encore déballés et les travaux de cet été au cours desquels les rayons avaient été vidés. Bref du pain sur la planche.

Et au milieu des rayons, vautrés dans les coussins, qu'est-ce qu'on trouve ? Les dix galopins de l'Aventure. Un public exigeant, ma foi, qui se laisse quand même raconter des histoires, les yeux écarquillés; Nathan (4 ans et demi) reculant de deux pas dès qu'un ogre ou un loup pointe son nez !

Alors, tous les jeudis, on se retrouva pour s'animer autour, avec, dans, sur les livres. On raconta des histoires, on parla des livres, on les tria, on mit des étiquettes, on les rangea, on fabriqua des livres... et bientôt on informatisa le fond... nous avons été bien occupés durant cette année scolaire 1995-96 quoi !

Les séances furent organisées en demi-groupe. Les groupes ne furent pas composés selon les niveaux. Les buts furent autres : séparer des duos : Gaël-Benoît, Mimi-Bertille, des fratries : Gaël-Nathan, les trois Jamet, par exemple. Les groupes ne furent pas fixes, et, pour certaines animations, ont été organisés selon les niveaux.

Les animations ont été montées en fonction de deux objectifs principaux: **la lecture plaisir, le décodage de l'objet-livre avec en arrière plan le rangement de la bibliothèque.**

**La lecture plaisir**

À plusieurs reprises, les pédagogues de *Bonaventure* ont fait le bilan suivant : l'écrit y est utilisé, rentabilisé, exploité comme un moyen d'autonomie et d'apprentissage... C'est un biais indispensable. Pour autant la lecture détente, gratuite, sans autre but que de faire plaisir n'est pas toujours bien illustrée. Il s'agit également de rabibocher avec la lecture, le livre, des enfants que cela rebute. Une partie des animations BCD va dans ce sens, et chaque semaine je leur ai lu le livre qu'ils avaient sélectionné (ils votèrent) parmi ceux qu'ils avaient proposés et/ou que j'avais ramenés.

## **L'objet-livre**

Le livre est un objet qui a ses codes, ses permanences.

Quand on les connaît, on est plus à même de se saisir des livres, de se les approprier, de les utiliser, de les aimer. Sur ce plan, la plupart des enfants de *Bonaventure* ne partaient pas de zéro !

Dans ce cadre, plusieurs animations ont porté sur la manipulation des livres au cours desquelles on décodait les livres. D'abord l'extérieur: le format, la matière, la couverture (titre, auteur, éditeur), la tranche, la quatrième de couverture. Et puis l'intérieur : la calligraphie (écrit gros ou pas), présence ou non d'illustrations...

Au cours de "bains de livres" (une multitude de livres de tous genres posés sur une table), les enfants sélectionnaient des livres sur base de critères différents: des livres qui leur plaisaient, qu'ils n'aimaient pas, qui leur semblaient différents... et exprimaient leurs choix, mettaient des mots sur leurs émotions.

Tout cela débouchait sur un tri, un classement des livres : une reconnaissance de ce qui est dictionnaire, livre qui raconte une histoire (roman et album) en opposition à livre qui donne des informations (livre documentaire), ce qui est revue-journal.

L'étape suivante étant logiquement le rangement de la bibliothèque selon ces critères.

À ce jour, nous avons commencé un rangement plus fin du secteur documentaire : tri par thème : histoire, géographie, techniques (transports, techniques industrielles, cuisine, bricolage...), sciences (astronomie, géologie, zoologie, biologie, santé...), sciences sociales, arts...

Il nous resta à figoler la signalétique : poser les étiquettes (peintes et découpées par les enfants) sur les livres, confectionner et poser des pancartes sur les rayons.

## **Comment c'est rangé?**

Des grosses parties:

! Les livres qui racontent des histoires romans (sur les rayons du haut des étagères côté toilettes) ; albums (sur les rayons des étagères côté toilettes) ; BD (dans un bac) ; contes (dans étagère côté toilettes) ; livres-albums pour les maternelles (dans une caisse).

! Les livres documentaires.

! Les dictionnaires (deux rayons: l'un pour les dicos de langue, des synonymes..., l'un pour les dicos bilingues). Ils ne sont pas étiquetés.

! Les périodiques (journaux pour adultes rangés sous les dicos, journaux pour enfants rangés dans un bac).

## **Les livres documentaires**

Ils occupent les 3/4 des rayons. Il a donc fallu trouver un mode de rangement plus fin. Ils sont rangés par thème. À chaque gros thème correspond une couleur d'étiquette. L'intitulé du thème et la couleur qui lui correspond sont signalés par une étiquette sur le haut du rayon.

Le mode de classement que j'ai utilisé est repris de la Classification Décimale Universelle, appliquée dans la plupart des CDI et des bibliothèques municipales.

Dans ce qui suit, les noms de grand thème non repris dans les rayons seront écrits en majuscule, les noms de rubriques repris dans les rayons seront écrits en gras, et les mots-clés (les sous-thèmes en quelque sorte) seront écrits en italique.

## **Des rayons à ne pas manquer!!**

### **! Le rayon Cuisine-Bricolage.**

Il me semble intéressant que les livres de ce rayon soient découverts de manière exhaustive par les adultes car ils recèlent un grand potentiel d'animations. Pour les animatrices-cuisine: beaucoup de livres de recettes pour les enfants, y compris les maternelles. Beaucoup de livres sur le bricolages (pâte à sel, découpage, cabane...), mais aussi le déguisement, la couture etc... pour les enfants, donc des fiches utilisables telles quelles.

! Les rayons des périodiques.

- Revues documentaires. Un rayon contient des périodiques documentaires adaptés aux enfants (*BT, BTJ, Jeunes Années*) et une collection d'*Enfants d'Abord*. Ces journaux traitent assez souvent un ou deux thèmes par numéro (par exemple l'eau, un animal, les contes...). Ne pas oublier de fourrer le nez là-dedans quand on cherche une documentation plus ciblée que ce qu'on peut trouver dans les ouvrages documentaires. En plus les dossiers sont généralement suivis d'une bibliographie.

- **Le rayon des revues pour enfants.** *Wakou, Image-Doc, Diabolo...* Et aussi *Les clés de l'Actualité* (hebdomadaire). Là-aussi on peut trouver de la matière

documentaire. Les journaux pour enfants traitent en général un ou plusieurs sujets par numéro. Mais aussi des jeux (mots croisés, labyrinthe, jeux de différences...).

- **Un rayon qui regroupe des dossiers faits par les enfants** de *Bonav* du temps de Thyde et des photos. Peut donner des idées.

### **Bilan du rangement et de l'utilisation de la bibliothèque**

Il fallut terminer le rangement (le rayon revue est en super désordre) et la signalétique. Ces activités étant quelques peu rébarbatives, j'ai envisagé de les distiller régulièrement dans mes séances à raison de 15-20 minutes hebdomadaires. J'ai personnellement fait avancer le travail.

J'avais à ma disposition un logiciel documentaire permettant d'informatiser la bibliothèque. Or, l'ordinateur de *Bonaventure* n'étant pas assez puissant pour accueillir et faire fonctionner Mémolog, il fallut donc acheter des rams de mémoire vive avant d'installer le logiciel. Une fois que cela fut fait, la saisie des fiches a pu être assurée par les plus grands et a permis un approfondissement des notions vues au premier trimestre. Le rangement et la classification des livres ont été ainsi créés par un groupe et pérennisés par de futurs utilisateurs (adultes ou enfants).

### **Fabrication de livres**

Suite à la manipulation des livres, nous sommes également partis sur une autre piste: la confection d'un livre-boîte: une boîte ayant tous les signes extérieurs d'un livre : une couverture présentant l'auteur, le titre, l'éditeur, une tranche reprenant les renseignements principaux. À l'intérieur un délire plastique (utilisation de plusieurs matériaux : du tissu aux lentilles, et de plusieurs outils : peinture, crayon...) sur le thème du livre choisi par l'enfant parmi des contes traditionnels (par exemple : Le Haricot Magique, le Petit Poucet) ou des histoires-cassettes disponibles à *Bonaventure*.

### **Un bilan**

La séance de lecture est appréciée. L'objectif plaisir est atteint sans peine. Ce n'est naturellement pas le seul effet de cette séance : viennent aussi la surprise, les interrogations, la réflexion.

Le Livre et "ses codes" qui étaient déjà bien connus par plusieurs enfants, commencent à être bien possédés par les plus grands.

Les critères de tri ont été bien compris et la dualité Roman-Livre documentaire est possédée par la plupart des grands.

Les activités de tri et d'étiquetage suscitant naturellement un certain ennui, l'activité de confection d'un livre-boîte est venue apporter un peu de diversité et d'entrain.

## Des perspectives

Il y aura toujours le petit moment lecture. En liaison avec Bernard l'instituteur, j'ai lancé des séances de recherches documentaires. En premier lieu, cela porta sur l'histoire. En préalable, il y eut le rangement du rayon Histoire donc appréhension des différentes époques (grossièrement!). Ensuite, à base de fiches, les enfants enquêtèrent sur la manière de se vêtir, de se déplacer, de se nourrir... à telle ou telle époque. Des séances de créations (plastiques) à partir du livre pourraient être programmées.

### Thérèse Preux (juin 1998)

(1) Depuis le fond de livres fut complété notamment par des dons de l'École Émancipée et divers membres de l'association. En accord avec ces partenaires *Bonaventure* tria les livres en fonction de ses besoins et en offrit à d'autres bibliothèques alternatives notamment à sa petite sœur la bibliothèque *Bonaventure* de Tivaouane au Sénégal.

## English bricolage

Durant plusieurs mois pendant l'année scolaire 1997-98, un atelier d'anglais fut animé par Donald Moerdijck et Bernadette Lacroix. Malheureusement ce travail ne s'est pas poursuivi à la rentrée scolaire 1998-99, Donald et Bernadette ne pouvant se rendre disponibles pour des raisons familiales et professionnelles. Ils en firent le bilan dans *Le Grain de CEL* nE14.

Depuis l'automne 1997 et ce jusqu'à la fin de l'année scolaire, un enseignement de l'anglais fut proposé aux enfants de *Bonaventure*. Pourquoi ? L'un d'entre eux, Pico (7 ans), venait de passer quatre ans en Afrique du Sud. Il est bilingue. Son père (sud-africain anglophone) et sa mère (angliciste) animèrent l'atelier d'anglais. Le projet, formulé par l'équipe pédagogique, a été approuvé par les enfants. Donald et moi, seul(e) ou ensemble, avons encadré deux séances d'une demi-heure par semaine.

L'anglais fut enseigné, pas une autre langue. Ce fut le résultat du hasard. Je laisserai délibérément de côté toute discussion concernant le choix d'une langue plutôt que d'une autre celui de l'anglais en particulier. Il n'est pas question d'intenter ici un procès à l'impérialisme perpétuel, à l'époque de la mondialisation, par l'usage d'une langue plus répandue que les autres... parce que ça a bien arrangé, et que ça continue de bien arranger Big Boss et les multinationales. Le sujet mérite la discussion. Pourquoi ne pas y revenir, mais dans un autre cadre.

Donald (professeur d'anglais dans l'enseignement supérieur) et moi (traductrice) avons rencontré les enfants pour développer, avec eux, un projet pédagogique: il s'agissait de les sensibiliser à l'approche d'une langue étrangère. Le groupe concerné était constitué de trois enfants, plus un : Manuela (12 ans), Benoît et Bertille (11 ans) et Pico (7 ans, bilingue).

Ces enfants, en raison de leur âge, de leur histoire ou de leurs difficultés individuelles, n'avaient pas, en français une maîtrise identique des apprentissages, loin s'en faut (l'enfant bilingue, quand il le voulait bien, fut substitué autant que possible à l'animateur adulte, à moins qu'il ne fit un travail écrit, en anglais, à partir du texte produit). Mais face à une langue étrangère, ces différences sont nettement atténuées, d'autant que ces enfants n'ont pas encore atteint le stade de développement auquel on maîtrise aisément la pensée abstraite.

L'apprentissage dut donc rester aussi concret que possible. Dans le cadre autogestionnaire de *Bonaventure* l'anglais, comme le français, fut abordé comme un instrument de communication. Apprendre, pour nos enfants, constitue une opération interactive (1). Il s'agit de communiquer, dans des situations exploitées en fonction du hasard qui les produit, de l'élaboration personnelle des participants et d'une mise en scène servant à marquer une prise de conscience. Par exemple : les enfants arrivent à l'école, des salutations sont échangées: *Good morning, how are you? Fine, thank you, and yourself*, etc. L'absence de l'un d'entre eux est remarquée. Est-il malade? *X is not with us ? Is he sick ?* Un enfant répond: *Il a de la chance*. Je demande pourquoi: *Why ?* Réponse : *Je n'ai pas toujours envie d'aller à l'école, etc. because...*

La situation d'apprentissage fonctionne dans l'atelier d'anglais comme pour les autres apprentissages: on communique en situation. La situation est fondée sur la nécessité de créer et de développer le besoin d'expression (2). Pas si facile. Et ça ne baigne pas toujours, comme le laisserait supposer l'exemple donné plus haut. Ces enfants connaissaient très peu, rien peut-être de l'anglais, ils en ignoraient la grammaire. Mais ils connaissaient quelques mots qui traînent partout, de l'étiquetage des supermarchés au langage médiatique. Nous bricolions. C'est sérieux comme de Jouer ou de chanter, de mimer aussi.

Quelques mots furent introduits (un objet désigné, une image montrée); dans toute la mesure du possible le sens des mots abstraits et grammaticaux découla des situations: *He is not with us. Why? He is at home. Why ? Because he is sick*. Les phrases furent redites, lancées de l'un à l'autre, les situations rejouées. Il s'agissait d'enseigner d'abord les mots les plus fréquents pour atteindre un stade de communication élémentaire. L'anglais fut aussi substitué au français ou utilisé parallèlement, dans des situations pédagogiques habituelles comme l'élaboration des courses la composition des menus.

Pourquoi encore le hasard de notre présence mis à part, apprendre une langue étrangère à *Bonaventure* ? Les raisons sont nombreuses, plus ou moins évidentes, plutôt bonnes, de trois ordres essentiels :

! Le développement intellectuel et culturel que représente la capacité de s'exprimer dans la langue d'une autre culture (ce qui est également un élément d'éducation civique et politique : pouvoir communiquer avec l'autre évite de l'ignorer, pire de le maltraiter).

! Le fait, enfin que les jeunes enfants ont un appareil cognitif très perméable, parce que pas encore conditionné et donc limité (leur mémoire n'est pas du tout aussi sélective que celle des adultes).

L'atelier 1997-98 aura été une expérience tâtonnante, à réfléchir et à développer.  
*Last, but not least...*

### **Bernadette Lacroix**

(juin 1996, article paru dans *Le Grain de CEL* nE14)

(1) Cf. Philippe Meirieu, *L'école, mode d'emploi*, ESF, Paris, 1992.

(2) Cf. Claude Hagège, *L'enfant aux deux langues*, Odile Jacob, 1996.



*Aperçu de quelques motivations*

## **Pourquoi être parents à *Bonaventure*?**

Bernadette Lacroix est venue s'installer à Oléron pour que son fils Pico aille à *Bonaventure*. Elle a animé durant quelques mois l'atelier d'initiation à la langue anglaise.

1997-98 : la cinquième année de *Bonaventure*. Pour trois des familles participantes, c'était la première. Cinq familles, six enfants... c'est peu. Nous étions majoritairement nouveaux; nous avons beaucoup, sinon tout à apprendre.

Deux familles d'anciens ont accueilli les nouveaux, celle de Bertille (11 ans), qui va entrer au collège en septembre ; et celle de Benoît (11 ans), qui sera encore à *Bonaventure*.

Trois familles nouvelles: celles de Manuela (12 ans), de Pico (7 ans), et de Floriane et Guillaume (4 ans). Nous avons tous décidé de poursuivre l'aventure.

A la rentrée prochaine nous serons plus nombreux, mais encore une fois majoritairement nouveaux. Enfants et parents, nous avons encore beaucoup à apprendre... Les écoles sont faites pour ça !

Pourtant à l'école, ordinairement, on n'apprend pas autant... ni les enfants ni, moins encore, les parents.

Pourquoi être venus à *Bonaventure* ? Peu nombreux, mais différents les uns des autres, nous avons des motivations variées: première expérience négative de l'école, préventions / *a priori* contre celle-ci, engagement militant. Tous, nous avons choisi une même démarche: rallier le projet d'éducation libertaire de *Bonaventure*.

Pour ce qui nous concerne, nous avons trouvé très frustrants les débuts de Pico dans une école pourtant sympathique. Très vite, nous nous sommes insurgés contre une série de rigidités qui nous paraissaient contraires à notre conception du développement et de l'éducation des enfants. Les normes prévues par le ministère, diverses institutions nous chiffonnaient : à tel âge, précisément, l'enfant doit faire ceci, comme cela (lire et écrire à la fin du CP, par exemple, avant d'avoir sept ans : au mépris du rythme de développement propre à chacun). Mais si tout le monde fait tout de la même manière et en même temps, une marmite suffit, et il n'est pas non plus nécessaire de modifier la recette : l'enfant doit s'adapter... telle est la preuve d'une éducation réussie! *Tu seras un homme, mon fils*: marche ou crève ! La logique de la consommation de masse, celle de la reproduction en série n'ont que faire de critères véritablement qualitatifs... si ce n'est quand il s'agit de produire en vitrine des "élites" auxquelles est réservé un traitement de faveur, en échange de services sinon bons (question de point de vue), du moins loyaux à l'ordre établi : tels sont les énarques qui nous gouvernent, les normaliens qui "pensent", etc. Les échelons inférieurs du système rappellent à s'y méprendre le spectre stratifié (en fonction de l'appartenance de classe, pudiquement rebaptisée socio-économique) de la poubelle sociale.

Nous avons découvert avec stupeur que les enfants de l'éducation nationale (pourquoi pas les appeler *pupilles de la Nation* ?) sont mis en fiches dès leur entrée à la maternelle sous prétexte que ces évaluations précoces permettent un suivi

pédagogique plus sérieux. Mais on peut dire aussi que ces grilles/filtres (et même philtres) de conformation visent tout simplement l'obtention systématique et sans histoire(s) d'une conformité lisse. Nous vivons, n'est-ce pas, dans une démocratie; nos représentants élus, conformément à la Constitution, s'occupent de nos intérêts. Si ça ne nous plaît pas, libre à nous de l'exprimer par un bulletin de vote... En attendant, nos enfants continuent d'être passés à la moulinette !

Voilà pourquoi nous avons cheminé à la recherche d'une éducation alternative, plus ambitieuse que l'acquisition forcée, tant bien que mal, de l'instruction obligatoire délivrée par l'État : nous ne voulions pas d'un enfant amputé, privé d'initiative et de créativité... un mouton qui ne fasse pas d'histoires. Nous nous appliquons à l'aider à se doter d'une *tête bien faite* plutôt que *bien pleine*. Nous souhaitons qu'il se construise un esprit critique, et qu'il sache vivre en société à égalité avec autrui.

Forts de ces belles idées, nous avons rencontré *Bonaventure*. Les idéaux de l'éducation libertaire, la charte de *Bonaventure* nous ont immédiatement convenu. Notre choix porte autant sur la socialisation de l'enfant que sur son épanouissement individuel... les deux étant indissociables.

Nous ne sommes inscrits à aucun parti. Comme d'autres parents, une communauté d'idées et d'intérêts nous a fait adhérer à l'association *Bonaventure*, réellement pluraliste dans son principe: dans la mesure où le projet collectif n'est pas entravé par les options individuelles, chacun reste totalement libre des siennes, et respecte celles d'autrui... dans le détail: des anars. conduisant un enfant au catéchisme, ça existe !

A la rentrée de 97, accueillis par une association qui nous a aidés à nous installer sur l'île, nous nous sommes embarqués. Nous nous sommes tous rencontrés avant la rentrée. Et puis en avant la musique, et vogue la galère!

Mais ce n'est pas tout à fait aussi facile qu'on serait tenté de l'imaginer. À quelques détails près (et c'est naturel, ça tient aux différences de points de vue), nous sommes très contents de ce que les enfants vivent au quotidien.

Nous apprécions, et nous tenons beaucoup à cette spécificité de *Bonaventure*: les enfants y vivent ensemble des journées entières, complètes. À la différence d'une école ordinaire où l'on ne vient passer que le temps de se faire enseigner un savoir strictement académique, à *Bonaventure* on vit en collectivité des moments de vie sociale: dès le début de la journée, dans le *Quoi de neuf* les enfants décident, avec l'instituteur, de l'ordre du jour. Les décisions sont prises ensemble et discutées, apprentissage de la vie collective, de l'écoute et du respect d'autrui; de l'autonomie et de l'autogestion: les enfants se donnent les moyens d'assurer eux-mêmes un certain nombre de tâches, guidés par un pédagogue dans la mesure du nécessaire. Ils dressent la liste des menus de la semaine, font les courses et la cuisine (apprentissage de ce que sont l'alimentation, une hygiène de vie, apprentissage en

situation de la lecture et du calcul ; éducation à construire consciemment la vie quotidienne en collectivité). Les conseils d'enfants hebdomadaires prolongent à plus grande échelle les *Quoi de neuf* quotidiens : on y décide de projets à plus longue haleine (sur quels thèmes articuler travaux et recherches collectives [cette année les enfants ont produit une série de panneaux d'exposition sur la sécheresse au Sahel, et dans le cadre de leurs activités plastiques, la maquette d'un petit village sénégalais où deux d'entre eux étaient allés] ; ou partir en voyage ensemble ; comment gérer le budget, la caisse des enfants, alimentée, entre autres, par la vente du journal). Ce journal aussi me paraît très important : conçu et réalisé par les enfants, il leur sert à communiquer avec d'autres enfants. En cas de désaccord, de conflit, là encore on discute et on délibère... plutôt que de balancer un coup de patin ou d'imposer par la force son avis. Les enfants en difficulté sont accueillis et intégrés : les jeunes *bonaventuriers* acceptent la différence (elle fait partie du tout social), ils sont solidaires. Ça ne fonctionne pas toujours sans anicroche : on s'arrête, on réfléchit, on critique et on recommence.

Au quotidien aussi, plus individuellement, les enfants souscrivent des contrats définissant ce qu'ils se donnent à apprendre à l'horizon de la journée, de la semaine (on apprend à apprécier l'étendue et l'intérêt de la tâche, on se donne les moyens de la mener à bien, on évalue le résultat).

Les enfants de *Bonaventure* reviennent à la maison en y rapportant ce qu'ils ont appris: ils observent, discutent, critiquent. Et c'est bien: le petit royaume de la famille suit un stage de formation permanente... ici aussi on s'éduque à vivre davantage en relation avec l'extérieur, à écouter les enfants, tout bonnement à se remettre en question. Ce n'est pas toujours une franche partie de plaisir, mais ça donne à penser, à se développer (on apprend à tout âge).

Plus périlleux, l'initiation à la vie associative. Respecter son engagement à faire le grand ménage de l'école tel jour fixé, c'est assez facile... ça peut tout de même déranger. Assister à des réunions, passe encore. Y participer, se "creuser", trouver ensemble des solutions à des problèmes dépassant les uns sinon les autres... C'est très long, ça consomme beaucoup d'énergie, ça implique que l'on soit capable d'un questionnement de soi induisant l'acceptation des différences d'autrui. Il faut s'expliquer, même si on n'en a pas envie. Et puis, il faut faire rentrer des sous dans la caisse. Ce n'est pas le moindre de ces exercices...

Dans quelle mesure le bon fonctionnement d'une association autogérée, entendant conserver une autonomie et une indépendance entières, implique-t-il que l'on souffre pour faire rentrer le pognon ? Cette opinion n'engage que moi, certes. Il est probable que les difficultés particulières de l'année 97-98 sont dues au petit nombre des familles d'enfants de *Bonaventure*, et au fait que nous avions tout à apprendre. Nous serons plus nombreux à la rentrée de 98-99, ça devrait être plus facile. Il n'en reste pas moins qu'être membre actif d'une association nécessite un engagement, et que donner de sa personne n'est pas un comportement spontané: une distance

(parfois une contradiction) sépare la participation individuelle du résultat collectif. Se percevoir comme individu et comme membre d'une collectivité sont deux attitudes parfois incompatibles. On renonce à certaines choses, on en gagne d'autres.

Cette année d'aventure, je l'ai trouvée probante : s'interroger sur soi, interroger la société, trouver un lieu où articuler et concrétiser ces questionnements. *Bonaventure*, ou Freud et Marx assis côte à côte sur le même banc ? Nos amis libertaires ont à cette question une réponse toute prête... Revenons plutôt à nos moutons, à nos enfants, veux-je dire. Et vive l'aventure, la recherche permanente, la réflexion en action... *Bonaventure*, c'est un peu la révolution au quotidien!

Il reste que *Bonaventure* conserve une partie des symptômes transmis par l'institution scolaire: le savoir les connaissances transmises, leur mode de transmission empruntent sans doute encore trop à des modèles socio-culturels normatifs : il semble ainsi convenu que les "pédagogues" doivent être habilités mieux que d'autres à transmettre le "savoir". Or il est sûr que de même qu'à dix-huit ans on ne pisse plus au lit, on sait généralement lire et écrire. On peut donc se poser les questions suivantes : *Qu'est-ce que le "savoir"* ? Quel savoir transmettre, et comment ? Qui sert-il ? À quoi sert-il?

Si *Bonaventure* veut se développer, ouvrir sur un horizon plus vaste, il faut que s'y fasse une réflexion, mieux : une recherche articulée sur une pratique, sur ces thèmes... Faute de quoi, nous risquons vraiment de tomber malades d'insularité. Le monde est grand, les bouleversements actuels nous obligeront un jour ou l'autre à réagir, faute de quoi nos petits arrangements d'Européens décatiés seront soufflés comme fétu de paille. Continuons donc ce que nous avons commencé. Grandissons nous aussi!

**Bernadette Lacroix**

## **Pourquoi je ne suis pas parent mais *bonaventurière* convaincue**

Bien avant la naissance de Flora, son père et moi pensions chercher une école alternative pour nos enfants, et pour cela changer de région. La recherche d'adresses avait commencé depuis longtemps et c'est en 1996-97 que j'ai entrepris de rencontrer diverses écoles pour faire mon choix définitif.

Flora venait de perdre son papa et en choisissant cette école, c'était toute notre vie qui prenait une direction nouvelle. Au terme de ces rencontres, il me restait un choix à faire entre trois écoles de mouvements pédagogiques divers (Montessori à Chambéry, l'École Nouvelle du Chapoly à côté de Lyon et *Bonaventure* qui m'avait

fait forte impression du fait que nous avons été invitées à partager la vie de l'école pendant une semaine). Finalement nous sommes allées à Chambéry. La pédagogie Montessori répondait bien à ce que j'attendais pour les petits, et leur travail au niveau relationnel en faisait un cocktail intéressant qui correspondait assez bien à ce que je recherchais. L'endroit semblait stable et j'avais besoin de me reposer psychologiquement. Mais ce que j'avais vu à *Bonaventure* m'avait fortement interpellée et j'ai choisi d'adhérer à l'association pour me tenir au courant de l'évolution de l'école, et de donner un coup de main financier quand cela m'était possible.

Je connaissais les anars sans avoir jamais réellement milité parmi eux. Le père de Flora était anarchiste et en arrivant à *Bonav* j'étais d'emblée en confiance. La réflexion sur le pouvoir qui est au cœur des idées libertaires me donnait une garantie de respect de l'enfant qu'ailleurs j'avais été obligée de traquer pour mieux la mesurer.

*Bonaventure* est le seul endroit que j'ai rencontré où tous les apprentissages se tissent autour des projets des enfants. C'est aussi la seule école où toute la vie réelle est au centre des activités, que ce soit la vie de l'association, la vie quotidienne, les courses, la cuisine ou l'organisation bien concrète des activités choisies, des voyages ; les rôles confiés aux enfants ne sont pas des costumes figiolés à leur taille, à leurs moyens tels qu'on les plaque habituellement, mais des échelons qui leur permettent de prendre pied réellement dans la vie, en devenant responsables en grandeur véritable, de la réussite de leurs projets ; passer un coup de fil, prendre rendez-vous, mesurer un désir d'activité à la réalité d'un budget, répondre à un courrier qui ne soit pas juste un échange de courtoisie, tout cela est partie prenante de l'enseignement et il me semble que les enfants grandissent dans un réel apprentissage de la vie. Cela en fait des personnes progressivement responsables de leurs choix, capables de les estimer, de les mesurer, de les réaliser. Cela, je ne l'ai rencontré nulle part ailleurs. Les enfants sont ici des personnes respectées et capables de choisir **de fait**, et pas seulement parce qu'on leur laisse une petite place dans les décisions et les réalisations.

Par ailleurs, *Le Grain de CEL* (journal associatif) et *Bonaventuriers*, *Bonaventurières*, c'est *Bonaventure* (le journal des enfants) se font l'écho des contacts extérieurs, des voyages et des échanges. Ils donnent une bonne idée de la manière dont l'école est réellement ouverte sur le monde extérieur.

*Bonaventure* est un lieu accueillant. C'est la seule école où nous ayons pu vivre une semaine durant avant de prendre une décision. C'est un lieu convivial et franc. La disponibilité des enseignants Bernard, Fadila et Ludovic, de Thyde et de Jean-Marc m'ont permis de bien creuser les questions qui me tenaient à cœur. Les problèmes et conflits traversés ou en cours ne m'ont pas été cachés (1). La recherche d'un *regard extérieur* est aussi un point unique qui en dit long sur l'honnêteté de la démarche. Si

j'avais suivi Flora dans son désir, c'est à l'île d'Oléron que nous nous serions installés, tant elle avait bien vécu cette semaine d'accueil.

L'autre aspect que je voulais soutenir en aidant l'école est évidemment celui de la gratuité. Chercher une pédagogie alternative pour ses enfants revient à mobiliser un budget important pour ça, ce qui rend la démarche inaccessible à bien des gens, à moins de rejoindre une équipe Freinet, et donc de replonger dans des contraintes d'effectifs qui rendent plus difficile la mise en place d'une telle ampleur de projets. (En supposant que ce soit le seul obstacle rencontré au sein de l'Éducation Nationale...?). *Bonaventure* ne dépend économiquement que de ceux qui souhaitent la soutenir, ce qui lui donne une liberté de mouvement, une marge de manœuvre irremplaçable et précieuse.

Cet attachement de *Bonaventure* à la gratuité me la rend d'autant plus chère. Elle est la seule école réellement différente, libre de tout compte à rendre à une quelconque hiérarchie, et réellement ouverte à tous. Prouver que cela est possible, c'est un espoir considérable pour tous ceux qui cherchent un changement profond et juste dans l'éducation (et le reste...). Je suis heureuse qu'elle existe, et heureuse de pouvoir prendre part un tout petit peu à son existence.

### **Geneviève Baude**

(1) Geneviève a pris contact avec *Bonaventure* quelques semaines après une scission du groupe parental en 1997.

## **Pourquoi être intervenant**

Olivier Clairat est professeur d'histoire-géo en Charente Maritime et membre actif de *Bonaventure*.

Comme cela me semble une bonne question, et comme je suis intervenant à *Bonaventure* en histoire et géographie, essentiellement auprès de Benoît et de Bertille, je vais tenter d'y répondre.

Il y a plusieurs raisons et pas mal de circonstances diverses et variées qui peuvent l'expliquer.

La première sans doute tient dans le fait d'avoir milité à la Fédération Anarchiste à partir de 1986 à Poitiers, puis en Charente maritime au groupe Bakounine depuis 1991. Et comme, même si ce n'est plus un scoop, deux membres du groupe F.A. local sont à l'origine de *Bonaventure*, j'ai pu suivre et participer quasiment dès sa création ce projet éducatif. Participer, c'est-à-dire filer des coups de main, l'entraide quoi, pour des tables de presse, des travaux dans la maison de l'"institut" ou pour

construire l'école. Mais il aura fallu la cinquième année pour que je devienne un *intervenant*. En fait, j'avais envie depuis plusieurs années de participer à cette aventure, mais je ne voyais pas trop comment, et si je pouvais vraiment apporter quelque chose.

### **Où, quand, à quelle occasion ?**

Et, pour autant que je m'en souviens, Bernard (l'instituteur) m'a demandé si je voulais venir à Chaucre pour faire de la géo avec les enfants en m'inscrivant dans un projet du groupe classe : faire le tour du monde à travers l'étude de plusieurs pays (histoire, géographie, étude du milieu, mode de vie...). J'ai discuté avec Thyde (institut dans le public et participante du voyage adultes-enfants au Sénégal) pour voir un peu ce que je pouvais faire... et j'ai dit oui. D'autant plus que j'avais une voiture et du temps libre.

Prof d'histoire-géo ça donne un peu de connaissances et quelques compétences, mais surtout ça ne vous prend pas douze heures par jour; Et quand l'administration de la très vénérable Éducation Nationale malgré huit ans d'ancienneté ne vous file pas de poste fixe, mais vous ballade de remplacements en remplacements, ça motive pour aller voir de plus près comment ça se passe dans une des rares expériences d'éducation libertaire au monde. Qu'on se le dise et se le répète!

Bref, et *en résumé*, je suis tenté de dire qu'être intervenant à *Bonaventure* c'est sûrement par militantisme, c'est évidemment pour mettre en pratique certaines idées et les confronter à la réalité: question de cohérence. Mais c'est aussi par une forme d'intérêt professionnel, car intervenir (mot-clé de l'article) dans un tel cadre ne peut être qu'enrichissant. Cela vous démontre qu'il est tout à fait possible de développer une pédagogie antiautoritaire, de travailler en équipe, de prendre en compte les désirs des enfants (les fameuses idées évoquées plus haut). Tout l'opposé de ce que j'ai pu vivre dans l'Éducation Nationale (le je, c'est pour éviter de généraliser).

Autre rajout, intervenir auprès de deux enfants facilite pas mal les choses, même s'il ne faut pas non plus se bercer d'idées reçues : il peut être plus facile de faire cours à trente-cinq lycéennes et lycéens dont l'unique objectif est le bac. Et deux enfants à *Bonaventure* peuvent être plus exigeants que les trente-cinq évoqués précédemment.

Dans cette vénérable institution qu'est l'Éducation Nationale, le travail d'équipe n'existe pas ou peu au collège ou au lycée, du moins à ma connaissance (exception faite des établissements expérimentaux). Chaque professeur se retrouve seul avec ses élèves (d'où pas mal de stress inutile), assis à leur table, et lui entre le tableau et le bureau. Ses objectifs majeurs sont de boucler le programme et au collège, éviter le chahut dans la classe. Au lycée, l'objectif principal et quasi-unique, c'est donc le bac, et toute une "pédagogie" en découle. C'est-à-dire, tête baissée et à gratter un

maximum. D'où la relative facilité à enseigner au lycée, hormis beaucoup de préparation et de corrections.

À *Bonaventure* les choses sont bien différentes. Ainsi, avec Thyde et Bernard, nous avons pu discuter, en début d'année scolaire, des grands objectifs, davantage en matière de connaissances que de pédagogie d'ailleurs, et les présenter aux enfants.

Ces objectifs dans un premier temps étaient très classiques, très scolaires: travail de cartographie sur des cartes muettes du département, de la région jusqu'à celle de la planète, et puis acquisition de connaissances générales, les bases, à partir du programme du cours moyen. Ce travail a été fait par les deux enfants, chacun à leur rythme malgré un côté parfois rébarbatif, et une séance située juste après le conseil d'enfants.

Le travail d'équipe a également consisté à profiter des différents voyages (Sénégal, Ariège, Hérault) pour instaurer des dialogues de géographie avec les enfants à leur retour afin qu'ils racontent ce qu'ils avaient perçu de ce nouvel environnement (climat, paysages, activités humaines...) qu'ils le comparent avec celui de l'île d'Oléron. Ou pour préparer un voyage, en réalisant une présentation de l'Europe, l'Union Européenne, la France aux enfants sénégalais, et en essayant de choisir des thèmes comme *L'eau au Sénégal* pour constituer un axe de recherche et réaliser un dossier ou une exposition au retour.

Et enfin une autre forme d'intérêt réside dans la possibilité de répondre aux souhaits des enfants, ainsi Bertille voulant savoir qui étaient De Gaulle, Napoléon, et d'aller chercher dans différents dictionnaires, de les comparer...

Cette intervention à *Bonaventure* constitue donc une aventure énorme sur des pratiques différentes: travail collectif et interdisciplinarité, projets élaborés avec les enfants et éveil à la transversalité des savoirs mais qui sont impossibles à mettre en place dans l'enseignement public. Au collège, j'essaie d'impliquer au maximum les enfants mais cela est trop superficiel. Trop de choses sont figées, hiérarchisées, cloisonnées: ce qu'une intervention à *Bonaventure* met très rapidement en évidence.

Bien sûr tout n'est pas parfait. Cependant il me semble important d'associer davantage les enfants à ce qui pourra être fait au cours de l'année scolaire, d'améliorer les relations entre les voyages et le travail fait à *Bonaventure*. En essayant d'aller plus loin sur le sens des apprentissages et de la réflexion pédagogique, en quelque sorte...

Enfin, on ne peut oublier la dimension affective. Car même si on dispose d'une voiture correcte, n'habitant qu'à soixante-dix kilomètres de Chaucre, il faut une bonne heure pour faire le trajet en respectant les limitations, les priorités et en tenant compte des multiples travaux qui parsèment l'île d'Oléron tout au long de l'année ; plus sérieusement, quoique n'étant pas obligé par une autorité quelconque,

(du moins je ne le pense pas) de me rendre régulièrement à Chaucre, il faut sans doute qu'il y ait un peu d'amour derrière tout ça.

Au bout d'une année et demie d'intervention au centre d'éducation libertaire *Bonaventure*, il me semble que *les choses* se mettent en place. La coordination avec l'équipe pédagogique a véritablement débuté en septembre 1997, alors qu'une nouvelle équipe se met en place à la rentrée 1998.

Par ailleurs, je pense que les enfants ont fait preuve de réelles aptitudes dans la perception et la compréhension de leur environnement, qu'il soit proche ou plus lointain.

Pour terminer, j'ai juste envie de continuer, d'aller plus loin avec la nouvelle équipe pédagogique et les enfants, de fixer de nouveaux objectifs.

Aventure en cours...!!

**Olivier Clairat**

## **Pourquoi je suis adhérente**

Jacinte Rausa est membre active de *Bonaventure* depuis la première année de fonctionnement de ce centre éducatif. Et bien qu'habitant dans l'Hérault elle a apporté sa pierre à l'édifice en participant aux travaux de médiation, en étant à l'écoute des enfants et des adultes. En septembre 1997 Michel, son compagnon, Lou, sa fille et elle-même ont accueilli et co-organisé un séjour des petits oléronnais à Mèze.

Pendant l'hiver 93, découverte d'un entrefilet dans un journal anarcho-syndicaliste annonçant la création d'un centre d'éducation libertaire sur une île de Charente Maritime... ce n'était pas un hasard... plusieurs facteurs me prédisposaient à arrêter mon attention sur cet article.

Une enfance bercée par la nostalgie des anciens de *La Escuela Racionalista*, un *âge parental* frustré de n'avoir pas su proposer à ma fille aînée (17ans) une instruction libertaire, une maturité bien résolue à ne pas faire subir à la cadette (2 ans) l'épreuve de l'École... L'accord de mon compagnon... Malgré mon pessimisme et mon désabusement : *plus rien ne semble possible, l'époque n'est pas favorable à de telles expériences*... Notre vie s'écoulant non dans la construction de notre idéal mais dans le discours, la critique acerbe de cette société... Tout cela (et sûrement d'autres raisons moins explicites), m'a poussée à aller voir de quoi il retournait... nos nombreuses pérégrinations nous amenaient plutôt vers le Sud-est... depuis, nous avons résolument changé de cap : deux fois l'an ou plus parfois, lorsque nous

avons senti qu'on avait besoin de nous, ou pour le simple plaisir d'en être, notre route nous a conduits vers ce creuset insolite d'expérience éducative libertaire.

D'abord pour voir comment c'était, connaître ces anarchistes qui avaient eu le courage de se lancer dans une telle entreprise, aider, peut-être... si on voulait de nous... En un an, plusieurs séjours de prise de contact, d'observation prudente de part et d'autre, et au bout, un investissement enthousiaste et un accueil de plus en plus confiant dans cette histoire qui, peu à peu, est devenue la nôtre.

Un déménagement géographique pour vivre l'expérience complètement était tentant... comme l'ont fait d'autres parents. Pour maintes raisons, nous n'avons pas fait ce choix. Notre investissement n'en est pas pour autant moins sincère et durable.

Être adhérent à *Bonaventure* : qu'est ce que c'est ?

C'est donner. C'est s'investir dans la construction d'une Utopie en action, c'est essayer de donner ce que nous pensons être le meilleur de nous-mêmes pour que se réalise une parcelle du Monde Meilleur que nous avons dans le cœur.

Concrètement, c'est donner de son temps, ou de ses moyens physiques ou intellectuels ou matériels, ou tout à la fois, selon le degré d'investissement de chacun, selon ses moyens.

C'est recevoir. C'est s'enrichir d'une somme d'expériences humaines parfois douloureuses, mais le plus souvent heureuses. C'est se mesurer à une réalité. Mesurer l'écart ou la proximité entre l'idéal et sa réalisation. C'est recevoir l'assurance que je n'ai pas fait fausse route, que je ne me suis pas trompée d'idée. C'est recevoir une force considérable de l'ouvrage construit en commun, en déblayant, pas à pas, le chemin. C'est apprendre avec d'autres, enfants et adultes. C'est grandir !

Que m'apporte cette expérience? D'abord, et c'est pour moi le plus important, la satisfaction d'avoir rencontré une réalisation anarchiste (enfin !) et d'y participer (modestement), avec pour corollaire : la richesse humaine dont savent faire preuve les anarchistes quand ils sont au meilleur d'eux-mêmes, quand ils font, ne se contentant plus de parler... J'ai reçu une somme d'amour et d'intelligence conjugués qui me réconcilient avec la joie de vivre.

J'entame ma cinquième année de collaboration avec le centre d'éducation libertaire (que je ne me résous décidément pas à nommer *école*) alors qu'il est à un tournant de son histoire: le passage de relais entre des enseignants libertaires "patentés" et militants, à une enseignante non militante, non "encartée", non libertaire (?).

Mais qu'est ce que c'est "être libertaire" ?

Suffit-il de le dire, que les autres le disent pour l'être ? suffit-il de payer une cotisation ? Peut-on l'être sans le savoir ?

Une expérience libertaire peut-elle perdurer ? Une expérience libertaire peut-elle perdurer lorsqu'elle n'est pas conduite seulement par des "dits et se-disant-libertaires" ? Lorsque la majorité des parents n'est pas issue des milieux libertaires, lorsque "l'enseignant" non plus ?

C'est de la réponse à cette question que viendra, ou non, la vérification du postulat: *une réalisation libertaire peut perdurer si, impulsée par des libertaires, elle est capable de vivre et grandir, nourrie par la richesse d'autres individus qui ont choisi, en connaissance et conscience, de s'investir dans l'entreprise.* C'était un pari de départ, un pari conforme à l'idée que nous nous faisons de l'anarchie, un souhait des membres fondateurs du centre que d'aucuns diront pure Utopie, à voir...

Notre engagement présent et futur, à nous qui nous sentons *de la planète Anarchie*, consistera à dépenser notre énergie libertaire pour que se vérifie ce postulat.

**Jacinte Rausa**



*Analyse d'une crise*

## **L'équipe pédagogique et son évolution sur deux ans**

Fadila est éducatrice de jeunes enfants, elle a participé il y a une décennie à la création de la crèche parentale autogérée à Dolus. Elle a participé en tant que parent à une crèche parentale parisienne. Elle fut la coordinatrice de l'équipe pédagogique en 1996-97.

Les parents et l'équipe pédagogique m'ont contactée pour participer avec eux au projet de *Bonaventure* en tant qu'éducatrice de jeunes enfants auprès des enfants d'âge maternel. Spécialisée en modelage, j'animais de surcroît l'atelier Arts

plastiques. L'équipe était déjà formée de deux adultes référents pour le groupe d'enfants : un instituteur et une animatrice.

Les éducateurs se réunissaient une fois par semaine pour élaborer ensemble des projets pédagogiques et répartir les compétences. L'instituteur pouvait faire intervenir l'animatrice sur des apprentissages en lecture ou en calcul afin que leurs compétences se complètent et s'accordent sur un même thème.

De graves difficultés de communication au sein de l'équipe se sont révélées clairement au bout de trois mois, dans un premier temps entre l'animatrice et l'instituteur puis entre cette première et moi-même. Ces problèmes relationnels nous ont conduits à demander l'intervention de la commission Regard Extérieur pour nous aider dans nos démarches et trouver des solutions d'entente. Cette demande eut des répercussions qui nous dépassèrent.

Une régulation d'équipe fut assurée par une personne étrangère à *Bonaventure* et compétente en ce domaine. Ces séances de régulation ne permirent pas le renouement du dialogue afin de reformer une équipe soudée. Cette démarche arriva certainement trop tard, les antagonismes étaient trop ancrés. Il me semble qu'il y eut beaucoup de confusion entre les rôles de chaque membre de l'équipe et un amalgame entre vie privée ou politique et tâche professionnelle. Des interventions inopportunes de la part de certains parents, des rancunes ou des non-dit trop anciens ont aggravé les désaccords. Une seule issue s'offrait à nous : le remaniement complet de l'équipe pédagogique. L'instituteur et moi-même proposâmes nos démissions. L'animatrice souhaitait poursuivre son travail. La situation conflictuelle fut aggravée par l'entremêlement des problèmes propres au groupe parents. Finalement l'animatrice et certaines familles quittèrent *Bonaventure* en cours d'année.

**Il est intéressant de constater que ceux-là mêmes qui avaient défini un code relationnel (place de l'animation, préparation des départs de *Bonaventure*) firent feu de tout bois.**

De longues discussions, des remises en question, des analyses de situation avec des membres de la *commission regard extérieur* (1) nous permirent de prendre des décisions quant à l'avenir des enfants et de l'école. Afin de préserver les enfants dont nous avons la responsabilité et la continuité de cette petite république éducative, l'instituteur et moi-même poursuivîmes les projets démarrés. L'année scolaire se termina en présence de trois enfants. Sur notre demande, une équipe des CEMEA vint analyser les répercussions de ce conflit auprès des enfants sur un plan émotionnel et nous aida à analyser nos pratiques pédagogiques. Nous avons su rebondir, adapter nos projets à la situation. Nous avons organisé des rencontres enfantines et avons fait intervenir d'autres adultes afin de dynamiser le groupe. Ainsi de nombreux invités comblèrent le vide laissé par les départs impromptus jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Ces mois à rebondissement furent source de réflexions et de modifications du fonctionnement de l'équipe pédagogique. L'instituteur et moi-même avons postulé une année supplémentaire en avançant un certain nombre de propositions.

### **Qu'est ce qu'une équipe pédagogique pluridisciplinaire ?**

Nous souhaitons que chacun trouve sa place et connaisse les limites de l'autre (parents ou pédagogues). Tout intervenant ou animateur, même de bonne volonté n'a pas toujours sa place au sein d'une équipe. En effet, un encadrement sérieux doit étayer l'animation de tout intervenant inexpérimenté en matière pédagogique ou en travail d'équipe. La connaissance des intentions et des motivations des pédagogues, des intervenants ou des parents est primordiale. Il n'est ni évident de travailler en équipe, ni facile de mettre en place un projet pédagogique avec un groupe d'enfants. **C'est pourquoi nous avons demandé de participer à l'accueil de nouveaux enfants ou pédagogues à *Bonaventure* en donnant simplement notre avis, suite à une période d'observation.**

Pour cette deuxième année, à notre demande un animateur vint renforcer l'équipe éducative afin de respecter les rythmes de travail et de mettre en place les projets pédagogiques ou sociaux. Le choix de cette personne était sous la responsabilité conjointe des pédagogues et des parents. Le profil du poste fut défini en fonction de certains critères mûrement réfléchis suite à l'expérience malheureuse de l'année écoulée. L'équipe pédagogique est déterminante du fonctionnement général de *Bonaventure*. Elle porte de lourdes responsabilités en la matière auprès des enfants et de leurs familles (2).

Ludovic Gandolfo rejoint l'équipe: il avait déjà participé à une classe transplantée, il était intéressé par *Bonaventure* et avait des propositions d'animations intéressantes qui complétaient parfaitement nos projets.

Prendre conscience du *pourquoi* on veut participer au projet *Bonaventure* en tant qu'éducateur ou que parent est essentiel pour asseoir des relations égalitaires et évolutives au sein de cette république. Le respect la charte et des règles de vie collective de *Bonaventure* sont les bases d'une bonne entente.

### **Le travail d'équipe**

Nous désirerions travailler en équipe dans une réelle transversalité des savoirs et des connaissances. Ainsi l'un (animateur ou instituteur) met au service de l'autre ses savoir-faire et ses compétences de façon à travailler en complémentarité à partir de projets pédagogiques communs. Pour cela, il est important de connaître ses propres limites : apprendre à évaluer ses propres capacités et savoir-faire. Ainsi, s'offrent à nous les possibilités de co-formation ou d'auto-formation.

Garants de la continuité pédagogique, nous sommes responsables de la formation des intervenants et du bon déroulement des séances qu'ils animent.

Être responsable et assumer ses choix d'intervention éducative revient à participer aux réunions pédagogiques hebdomadaires, à rencontrer régulièrement une personne extérieure en tant que "contrôleur pédagogique".

Nous avons voulu qu'il n'y ait aucune distinction institutionnelle entre les différents membres de l'équipe (instituteur/animateur/éducatrice) : chacun était responsable et référent auprès des parents et des enfants. Nous avons essayé de trouver une place, un rôle au sein de notre groupe en définissant des tâches adaptées à nos compétences et aux projets collectifs. Parce que personne ne peut tout faire ou être compétent dans tous les domaines nous avons défini nos responsabilités et nos limites auprès des enfants, de l'association, dans le groupe pédagogique :

! L'instituteur est référent didactique et responsable des apprentissages scolaires fondamentaux.

! L'animateur est référent de ses ateliers et responsable des projets qu'il met en place.

! L'EJE (3) est référente des petits et des projets qu'elle construit.

Chacun a un poste de travail déterminé et fixé par un emploi du temps.

Il n'a pas toujours été facile de collaborer à trois dans une véritable transversalité des savoirs. Cela demande énormément de travail, de préparation, d'expérience, d'exigence quant au résultat (apprentissage culturels et sociaux). Il faut : sélectionner les projets, chercher les modes de transversalité, s'accorder un temps de réflexion, étudier les objectifs et les modalités d'élaboration des projets, examiner les compétences de chaque membre de l'équipe (qui peut s'adjoindre un intervenant) et répartir les interventions. Comment mettre au profit de l'autre nos savoirs et nos compétences ?

La transversalité des connaissances s'est souvent mise en place naturellement. Lors d'une activité avec les enfants, il arrive que l'on fasse intervenir un autre membre de l'équipe spontanément, sans préparation. Les adultes et les enfants se sont retrouvés quelques fois dans une même recherche, dans un projet commun. Pour le festival africain de Cozes, nous avons réalisé une exposition sur l'Afrique et la maquette d'un village. En géographie, une recherche commune (enfants/équipe/intervenants) de documents déboucha sur une exposition importante sur le Sénégal et l'éducation populaire. La fabrication et une recherche plastique autour de la maquette souda le groupe. Nous avons souvent été en situation d'apprenants les uns par rapport aux autres: Bernard l'instituteur en arts plastiques, Fadila l'EJE en informatique ou en

bricolage, Ludovic l'animateur en pédagogie. Les enfants partageaient leurs connaissances sur le Sénégal et nous apprenaient la langue wolof.

### **Les relations avec les parents**

Il nous a semblé important de garder une certaine distance avec les familles afin d'éviter de nous retrouver une nouvelle fois dans une situation de confusion entre les espaces scolaires, familiaux et professionnels. En effet, l'expérience de l'année précédente de parents intervenant sans limite à l'école auprès des enfants et des pédagogues nous a paru dangereuse pour le bon fonctionnement de *Bonaventure*. Les rôles et les places de chacun n'étaient pas respectés. Il était donc important d'offrir des repères clairs aux enfants entre la maison et l'école. Le respect mutuel des fonctions parentales et pédagogiques nous a conduits à rechercher une éducation commune.

Cette distance était aussi marquée par le fait que chaque partenaire (parent ou éducateur) trouve sa place et respecte celle de l'autre. À partir d'un projet commun, les parents sont intervenants lorsque l'équipe le souhaite. Cela n'est pas facile à mettre en place car l'intervention du parent auprès du groupe de *bonaventuriers* (et donc avec son propre gamin) est délicate à vivre tant pour l'adulte que pour l'enfant.

### **Les relations enfants/parents**

J'ai vécu la situation d'être éducatrice avec mon propre fils lors de l'atelier arts plastiques ouvert à tous le mercredi matin. Mathis âgé de quatre ans était souvent en demande de maternage ou en opposition à toute activité. J'étais trop interventionniste ou pas assez. Cela m'a souvent déstabilisée face au groupe, me sentant tiraillée entre mon travail et les demandes de Mathis mal à l'aise dans la classe. J'étais heureusement aidée par l'adulte présent qui, averti, le prenait en charge au cours de ces moments difficiles. Incapable d'intervenir en toute quiétude auprès de mes enfants et afin de respecter une certaine distance avec eux (certainement pour mieux m'en éloigner) j'ai refusé de les scolariser à *Bonaventure*.

Bien souvent, les parents ont envie de transmettre leurs savoirs ou connaissances au groupe enfantin et d'observer ainsi l'évolution de leur propre enfant. Il faut donc être prudent et les prévenir qu'une telle situation peut être douloureuse pour l'enfant confronté à un parent/éducateur. Bien souvent, celui-ci entre en conflit avec son parent et trouble ainsi l'activité. Cela est décevant pour tout le monde et peut engendrer des problèmes relationnels entre la famille et l'équipe pédagogique.

Il me semble difficile d'être, à la fois, parent et pédagogue et d'assumer ces deux rôles au sein d'un groupe de travail. Cette relation peut être mal vécue par l'enfant. Il est arrivé qu'un petit *bonaventurier* soit exclu d'une activité par son propre parent parce qu'il perturbait trop la séance. L'intervenant/parent préserve l'ensemble du groupe en écartant le perturbateur. Cela est très culpabilisant. Pour remédier à ce

problème il faut bien préparer les séances, encadrer l'intervenant tout en le laissant "maître" de l'activité.

Pour avoir des relations claires avec les familles, nous avons choisi d'avoir un représentant de l'équipe auprès du conseil de parents. L'inverse fut également vrai.

L'équipe pédagogique ne participe pas aux réunions de parents (et vice versa). Nous organisons des réunions d'information, de co-formation avec les parents pour faire le point au niveau des apprentissages et des projets.

### **L'équipe et les relations extérieures**

Nous avons eu envie et le besoin de nous entourer de personnes-ressources avec lesquelles nous pouvions avoir des relations professionnelles :

! Maïté Droal, membre active du mouvement Freinet, institutrice à l'Éducation Nationale, connaît bien *Bonaventure*. Elle est notre référente pédagogique. Nous la rencontrons une fois par trimestre. Elle confirme nos choix pédagogiques. Elle reste toujours à notre écoute et nous aide à résoudre des problèmes d'ordre didactique à travers l'étude de cas.

! Michel Negrell, délégué par le congrès, fait partie de la *commission regard extérieur*. Il assure des audits auprès de l'équipe pédagogique, des familles et des enfants. Nous pouvons lui parler de nos problèmes relationnels avec l'association ou de nos difficultés personnelles. Nous avons eu l'occasion de le rencontrer plusieurs fois au cours de ces deux années.

! Yasmina Bentaalla, intervient sur demande pour des régulations d'équipe, pour régler des différends professionnels et interpersonnels. Au cours de l'année 1997-98, nous n'avons pas eu besoin de ses services.

! Thyde Rosell, institutrice spécialisée et ex-enseignante de *Bonaventure* est une référente pédagogique et institutionnelle (liaison avec le passé *bonaventurien*). Riche d'expériences professionnelles, associatives, symbole de la "mémoire pédagogique", elle fut d'une aide précieuse. Nous avons très souvent eu recours à elle par le biais de rencontres d'aide professionnelle ou personnelle. Elle fut intervenante auprès du groupe Sénégal.

Cette deuxième année à *Bonaventure* bénéficia des erreurs de l'expérience de l'année précédente. La structure profita pleinement d'une amélioration certaine des relations interpersonnelles et professionnelles.

### **Fadila Bentaalla-Polack (avec l'accord de toute l'équipe)**

(1) Nous ne remercierons jamais assez toutes les personnes qui nous épaulèrent au cours de cette période difficile.

(2) Se reporter au texte *Accompagner Bonaventure* de Michel Negrell.

(3) L'EJE est une éducatrice de jeunes enfants diplômée d'État.

## ***Accompagner Bonaventure***

Michel Negrell suit la vie de cette république éducative depuis sa première année de fonctionnement. Il participe aux activités de la *commission regard extérieur* et a toujours été à l'écoute des membres de l'équipe pédagogique, des enfants ou des familles. C'est à ce titre que nous lui avons demandé d'analyser la crise institutionnelle qui secoua sérieusement *Bonaventure*. En effet, durant l'hiver 1996 une partie des familles et un membre de l'équipe éducative quittèrent tambour battant le navire. Un rapport fut demandé à la *commission regard extérieur* pour analyser les motifs de cette crise et les modifications à apporter au fonctionnement local de *Bonaventure*.

Mon intérêt pour *Bonaventure* fut d'abord et principalement professionnel. J'y cherchais comment des enfants pouvaient devenir auteurs de leur éducation. La référence libertaire devait prédisposer à une pédagogie favorable.

Les praticiens de *Bonaventure* me demandèrent à deux reprises de réaliser un audit.

### **Du côté des enfants**

Le premier audit, au mois d'avril 1996, en collaboration avec Jacinte Rausa, recueillit la parole des enfants. Les enfants dirent l'importance qu'avaient les rapports interpersonnels. Ils se félicitèrent des activités sportives, culturelles, sociales et de la vie collective, y compris des modes de gestion des conflits. Ils manifestèrent, par contre, peu de goût et d'intérêts pour les apprentissages fondamentaux et reprochèrent aux adultes leur violence verbale. Leurs emportements les insécurisaient.

La violence verbale des adultes est redoutée, non tant par le constat que l'adulte lui-même régresse vers le pulsionnel et fait régresser ou pourrait faire régresser tout un chacun. Le cri de l'adulte dérouté, il s'agit chaque fois d'une remise en cause, par les promoteurs eux-mêmes, des outils de catharsis (1) et de remédiation.

Il ne semble pas que les cris des adultes sidèrent les enfants ni ne nuisent aux efforts de cogestion, néanmoins ces cris perturbent et désorientent. Les cris des adultes leur prennent la tête (sous-entendu en étouffant). Ce mal-être résulte de la double contrainte suivante : les adultes invitent les enfants à renoncer à l'usage de la violence en utilisant les outils de défoulement et de verbalisation et d'autre part y succombent eux-mêmes. Quelle confiance accorder à des outils sans efficacité pour leurs propres auteurs? Les causes de la violence verbale des adultes n'ont pas alors

été étudiées. Nous nous sommes contentés d'un contrôle de chacun sur lui-même pour réprimer ses excès.

L'exaspération des adultes à propos de certaines conduites juvéniles ne peut pas s'expliquer que par ces dernières. Les adultes peuvent être mis en difficulté dans la réalisation de leurs objectifs éducatifs mais aussi au regard des enjeux c'est-à-dire de la valeur sociale de ces objectifs pour des militants politiques. L'école doit, de surcroît, témoigner de la validité et de la pertinence d'un projet politique d'organisation sociale. La dimension politique de l'entreprise exerce une pression excessive sur la scène pédagogique. Les acteurs sont investis d'une responsabilité qui, à la fois les meut et les stresse. La violence verbale des adultes n'est pas sans rapport avec cette surcharge de responsabilité et ce surplomb politique.

Outre l'interpellation des enfants sur la violence, leurs propos nous interrogent sur l'activité d'apprentissages vécue *stricto sensu* comme dépourvue de plaisir. La dichotomie entre animation et instruction va conduire l'ensemble des adultes à privilégier le premier aspect, d'autant qu'il n'est pas dépourvu d'effet de formation.

L'accès à la culture ne peut-il prendre que le chemin du ludique (jeu ou du social utilitaire)?

Comment se fait-il que l'activité cognitive n'apporte pas par elle-même de satisfaction narcissique?

### **Du côté des adultes**

Le deuxième audit de mars 1997 est réalisé dans une situation de crise aiguë. *Bonaventure* subit alors une sérieuse hémorragie. À la rentrée des vacances de février 97 des parents retirèrent précipitamment leurs enfants de l'école. Ce retrait est accompagné d'une demande de partition de l'école, d'un partage des biens, des ressources matérielles et humaines. La rupture interne divise les familles ainsi que les éducateurs. Elle prend une forme ambiguë faite de démissions et de scission. Un climat de profonde douleur (et de colère) règne à *Bonaventure*. Nous sommes ces jours-là au pic aigu d'une crise déjà longue de quelques mois. Toutes les personnes interrogées disent leur souffrance mais aussi leur délivrance. Ce n'était plus tenable. *Bonaventure* avait été trop longtemps malade de relations interpersonnelles infectées de médisance. L'audition des enfants restés à l'école permet de penser qu'ils furent tenus à l'abri des dissensions des adultes. Mais ces derniers n'échappent pas aux blessures des procès intentés lors des mois précédents. L'opération chirurgicale de ce début mars est ressentie à la fois comme une épreuve inéluctable et salvatrice. Les plaies sont néanmoins vives, l'entreprise commune semble en ruines, en péril et les efforts pour durer vains. Les groupes des enfants et des parents se sont vidés. Une éducatrice sur trois est solidaire des partants. Les trois enfants restant à *Bonaventure* découvrent le désastre : l'école est vide de leurs camarades. Ils manifestent des interrogations lancinantes, verbales et

comportementales sur le sens de leurs activités présentes et futures. L'entretien avec onze personnes (enfants, parents, éducateurs) fait apparaître un certain nombre de dysfonctionnements.

Au nom d'une égalité de droit entre les pédagogues (instituteur, animatrice, éducatrice de jeunes enfants) les différences de compétence sont déniées. Depuis le congrès précédent un mouvement égalitaire abstrait fait fi de l'expérience professionnelle, générale et *in situ* de l'instituteur. Une confusion file entre les proclamations idéologiques et les savoir-faire pédagogiques. Cet égalitarisme pédagogique proclamé est compensatoire à l'inégalité des avantages (2) attribués à chaque éducateur. Procédant de la même logique, les tâches d'animation et d'instruction sont confondues sans que personne n'ait assez de lucidité critique

Au nom de la liberté d'initiative individuelle, l'existence d'une ligne pédagogique consacrée aux congrès précédents est escamotée. À chaque congrès, la référence à la pédagogie Freinet a été rappelée, néanmoins, une animatrice et des parents ont pu, sans même être interpellés, durant un trimestre et demi, mettre en œuvre des séquences d'enseignement magistral relevant du plus pure psittacisme (3) et rompant le lien essentiel entre apprentissage et production d'œuvres (culturelles, ludiques ou sociales). D'une manière générale, les congrès abordent toutes sortes d'aspects concrets de la vie de *Bonaventure* mais aucune décision n'est prise, aucune résolution n'en sort qui est force de loi impérative. Les orientations résultant des débats ne sont jamais scellées par des textes univoques (4).

### **Vers une instance de médiation**

Au nom d'une école définie comme parentale, le contrôle des parents prévaut sur l'autonomie des éducateurs (5). Aucune tierce instance n'existe pour réguler les tensions, résoudre les conflits. L'école est parentale par son origine historique (l'antécédent de la crèche parentale), par le fait que durant des années les pédagogues furent aussi parents à *Bonaventure* mais surtout pour une raison fondamentale : ce sont les parents qui déscolarisent officiellement leurs enfants. *Bonaventure* n'est *officiellement* qu'une mise en commun de moyens (y compris humains) gérés par les familles. Cette situation confère aux familles une toute puissance que seule l'association qui finance *Bonaventure* peut équilibrer. Le recours aux parents pour l'animation accroît cette tendance. L'élément essentiel dont il ne faut pas sous-estimer l'efficacité est la procédure de déscolarisation qui fait reposer la responsabilité de l'instruction sur le père de famille.

Il peut venir un temps où les parents géreront la vie de l'école, employant eux-mêmes des pédagogues, des éducateurs sans passer (ou en se passant justement) de l'association. Celle-ci peut dans un contexte " dépolitisé " n'offrir qu'un avantage financier. La référence libertaire peut laisser place alors à une référence alternative.

### **De l'analyse des motivations**

Au nom de l'ouverture de l'école à tout public, l'hétérogénéité des motifs (réparation scolaire, protection scolaire, promotion scolaire) et des mobiles d'adhésion (désir des parents et des enfants) sont négligés. Ce n'est pas la même chose de rejoindre *Bonaventure* dans l'urgence après des échecs scolaires et dans la rupture de la culture familiale ou par adhésion aux valeurs libertaires dans la continuité de la vie familiale.

La demande initiale des parents et des enfants n'est pas travaillée individuellement ni collectivement pour permettre une évaluation consciente des familles et de l'école, vers plus de compatibilité réciproque dans le cadre général des orientations libertaires d'éducation. L'offre de *Bonaventure* escamote la demande tant les candidats sont dans le besoin d'une alternative scolaire. Il faut prendre garde au décalage des règles de vie et de la culture entre la famille et l'école qui, dès la pré-adolescence, pourrait prendre des tournures critiques.

Au nom de l'unité de l'école, le consensus est trouvé du côté des rapports affectifs fusionnels, la vie commune déborde les strictes exigences de l'organisation de l'école. L'école devient un lieu de vie, à connotation thérapeutique, quand les adultes y cherchent plus de l'équilibre personnel que de l'instruction. *Bonaventure* n'est pas qualifié pour le traitement direct de la vie émotionnelle de ses membres. Son domaine est celui de la vie intellectuelle et éthique.

Au nom de l'exercice libertaire du pouvoir (exercice très délicat tant il est paradoxal) l'activité sociale de *Bonaventure* est devenue hégémonique: réunions, contacts en interne et avec l'externe se sont multipliés, absorbant une part majeure des énergies disponibles et fragilisant par-là même les individus.

La vie des affects et des pouvoirs a submergé la vie pédagogique et celle-ci a en outre, de surcroît, privilégié les rapports sociaux et personnels aux rapports cognitifs.

Au nom des valeurs à promouvoir, *Bonaventure* a privilégié le politique et l'émotionnel au détriment du culturel. La république éducative a mobilisé toutes les énergies individuelles vers son gouvernement et ses œuvres institutionnelles, oubliant, peu à peu, dans un défaut de jeunesse et de militance, que le pouvoir de faire et de faire faire n'a ici de sens que dans sa destination : apprendre, s'instruire, s'éduquer.

Les investissements dans le pouvoir (influencer) et dans l'amour (séduire) ont laissé peu de place (ou pas assez) aux savoirs.

### **Renouer avec le cognitif**

Un retour à la prééminence des objets de savoir et à ses modalités libertaires d'apprentissage sur les objets de pouvoir et d'amour a déjà été amorcé, me semble-t-

il, durant l'année scolaire 1997-98. Il n'y aura de république éducative libertaire (conjuguant liberté et égalité) que si tous les individus (quels que soient leur âge, leur histoire, leur statut social, leur compétence et leur culture) s'adonnent ensemble à des pratiques d'apprentissage, visant par leur instruction leur construction personnelle. Ainsi est assurée une égalité de fait sur laquelle une liberté peut se développer. La finalité de *Bonaventure* est-elle de permettre aux individus qui la composent de se construire par la culture ou de construire une institution. Le moyen s'est parfois pris pour la fin et le détour par la culture n'a pas toujours été maintenu. Les préférences politiques et émotionnelles ont provoqué de nombreuses difficultés éprouvantes. Apprendre nécessite l'aménagement d'un espace et d'un temps de latence. La crise n'est pas propice à l'élaboration de soi, même si elle en est la condition. *Bonaventure* doit devenir un espace pacifié, un minimum de structures doit assurer la sérénité de la société savante. *Bonaventure*: une école pour tous... y compris pour les militants convaincus de détenir une vérité *a priori*, y compris pour les parents ou pédagogues convaincus que l'éducation c'est bon pour autrui et d'en détenir la compétence par avance.

### **Élargir les pôles décisionnels**

Donner à l'investissement cognitif la première place et collectiviser l'investissement politique en élargissant le cercle décisionnel. Il existe une association. Que son congrès désigne un conseil composé à parité de parents, d'éducateurs et d'adhérents, chargé d'assurer la conduite de la république et de faire de son vécu la matière première d'un savoir. Ne laissons plus face à face parents et pédagogues d'autant que le double statut de *Bonaventure* (école parentale et école libertaire) ne peut qu'aboutir, avec son recrutement hors du milieu libertaire, qu'à un renforcement de l'opposition des deux ou à un évincement des idéaux libertaires. Le risque n'est pas exclu que l'équipe pédagogique devienne l'employée des parents, de parents faisant des choix éducatifs non libertaires. L'équilibre des pouvoirs entre parents, éducateurs et enfants par la présence d'adhérents de l'association garant de l'identité libertaire de l'école est transitoire. L'égalité de tous les adhérents comme apprenants devrait à terme rendre caduque une direction composite et paritaire (6).

La vie commune à *Bonaventure* doit se garder d'être une vie communautaire. Elle ne doit confisquer d'aucune manière et dans son intérêt même, la vie de couple, de famille, de société de ses membres. Elle doit promouvoir la vie ailleurs.

*Bonaventure* fut conçue il y a six ans. Sa vie utérine s'achève. Septembre 1998 fut sa naissance. Elle quitte à présent l'étroitesse d'un site militant, jusque là nécessaire et protecteur, pour s'engager dans une vie aérienne d'épanouissement. *Bonaventure* échappera aux désirs de ses géniteurs.

*Bonaventure* comptera de plus en plus sur ses propres forces. Nous l'avons couvée, nous la soutiendrons.

**Michel Negrell** (octobre 1998)

(1) La catharsis est un processus spontané ou provoqué qui vise à vider (purger) une situation émotionnelle pléthorique qui trouble le sujet au point de lui faire adopter une conduite agressive ou inhibée.

(2) Pour rappel il n'y a aucun poste salarié à *Bonaventure* pour des raisons économiques connues de tous. En fonction des besoins et des statuts sociaux de chaque éducateur un système économique compensatoire est mis en place.

(3) En psychologie: répétition mécanique de formules par un sujet qui n'en comprend pas le sens ou qui n'y adhère pas. *Définition du dictionnaire Larousse.*

(4) Le dernier congrès de novembre 1998 remédiera à cette situation. Cf. *Le Grain de CEL* nE 16.

(5) Suite à une régulation d'équipe assurée par Yasmina Bentaalla, un fonctionnement de l'équipe pédagogique a été mis en place en 1997-98. Cf. l'article de Fadila Bentaalla-Polack.

(6) Le dernier congrès de novembre 98 modifiera cette situation duelle (face à face parents/pédagogues). Une coordination trimestrielle sera mise en place à laquelle participeront des représentants des adhérents (ceux-ci sont désignés par le congrès), de l'équipe pédagogique, des parents, et des enfants (s'ils en émettent le désir). Cf. *Le Grain de CEL* nE16.



*Bilan financier, institutionnel et politique*

## **Le prix de la liberté**

Disons le tout net, depuis maintenant cinq ans et demi, *Bonaventure* ne cesse de courir après les trois sous de sa survie, s'habille de misère, patauge dans la pauvreté et dérive au fil de la précarité.

Oh, bien sûr, cette survie, cette misère, cette pauvreté et cette précarité doivent être relativisées car, mine de rien, cette petite école libertaire d'une dizaine d'enfants, située sur l'île d'Oléron (c'est à dire au cœur de la France rurale profonde), a réussi,

en cinq ans et demi, le tour de force de se construire ses locaux (un bâtiment de cent mètres carrés), d'en devenir propriétaire et de voir son budget mensuel de fonctionnement passer de quelques centaines de francs à quinze mille francs. Et tout cela sans subvention aucune de l'État, du Vatican, de la CIA, du KGB, de Coca-Cola, des adeptes de la reprise individuelle ou du "Parti".

D'un certain point de vue, on pourrait donc être tenté de se réjouir d'un tel parcours et d'une telle situation car, c'est clair, dans le petit monde de l'expérimentation éducative, pédagogique et scolaire, il en est beaucoup qui sont encore loin d'en être là.

Reste que le budget actuel de *Bonav* ne permet pas à l'école de rémunérer ses éducateurs à hauteur de la décence, lui interdit de se projeter dans l'avenir et a atteint des limites (celles d'une solidarité extraordinaire et d'un volontarisme épique) qui laissent mal augurer du futur.

Bref, pour appeler un chat un chat, il convient de dire que *Bonaventure* a perdu le pari qu'elle avait fait il y a cinq ans et demi de parvenir en quelques années à un **financement social** susceptible de lui offrir les moyens de la **gratuité** et de son rêve.

Ce pari a-t-il une chance d'être gagné dans les années à venir? L'histoire nous le dira !

A-t-il besoin d'être reformulé pour augmenter ses chances de réussite ? C'est une évidence.

### **Il ne faut jamais rêver à moitié !**

Il faut le reconnaître, dès le départ, *Bonaventure* a mis la barre très haut.

Une dizaine de zigomars qui n'envisagent rien de moins que de créer une alternative libertaire à l'école de l'État, des patrons et des curés, qui affirment vouloir tordre le cou à l'école de l'inégalité des chances et au massacre, à petits coups d'épingles ou à grand coups de massue, de l'enfance et qui, via sa laïcité, sa gratuité, son financement social, son fonctionnement autogestionnaire, sa gestion collective, sa recherche d'une égalité des revenus pour ses "travailleurs"... prétendent jeter les bases du service social d'enseignement et d'éducation que la révolution sociale se devra d'édifier sur les cendres de l'école capitaliste... ça a un petit côté *too much*. Le beurre et l'argent du beurre.

Il n'empêche!

Depuis cinq ans et demi maintenant, la bande de "fous" de *Bonaventure* a plus que tutoyé l'impossible.

Sur les plans pédagogique et éducatif, l'école libertaire *Bonaventure*, qui s'est très vite proclamée centre d'éducation libertaire et république éducative libertaire rassemblant une communauté d'apprenants, a, en effet, réouvert les chemins muletiers, largement envahis par les ronces de la résignation, d'une scolarité du plaisir et du désir d'apprendre et d'une éducation libertaire à et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autogestion et la citoyenneté. Au point d'être, aujourd'hui, considérée comme une référence aussi bien par les pédagoges *antiautoritaires* qui œuvrent au sein de l'Éducation nationale que par ceux qui s'activent dans l'alternative.

Sur le plan politique, à défaut d'être parvenue à amener le mouvement révolutionnaire à s'engager sur le terrain des alternatives, le mouvement alternatif à se politiser et à les faire se rejoindre dans un mouvement social révolutionnaire et libertaire, *Bonaventure* a été un des moteurs du débat qui ne fait que commencer ici, là et ailleurs, sur l'éducation populaire, l'école du peuple et le service social d'enseignement et d'éducation que la révolution devra construire sur le cadavre du pseudo service public actuel.

Au plan... Comme quoi!

### **Le miroir menteur**

L'aventure *Bonaventure* n'a été possible que parce que quelques personnes y ont investi une énergie considérable, que parce que quelques éducateurs ont accepté de se dépenser sans compter pour trois picajons et que parce qu'un formidable réseau de solidarité financière a pu être mis sur pied à la faveur de centaines de conférences, de dizaines de milliers de courriers et de presque autant de coups de téléphone.

Merci à toutes celles et à tous ceux là qui ont donné au rêve les moyens de prendre corps. Elles et ils ont fait plus que ce qu'ils pouvaient. Le pourront-ils encore longtemps ? La question n'est pas mineure. D'autant plus que même s'ils et elles le pouvaient, il n'est pas certain que cela soit suffisant.

*Bonaventure*, c'est un fait, ça n'est toujours qu'un noyau dur d'une petite dizaine de personnes, ça n'existe toujours qu'à un seul exemplaire avec 12 loupis adorables, ça n'arrête pas d'être toujours plus sollicité à droite et à gauche en termes de confs, de courriers, de coups de fil, d'écriture de textes, de rencontres, de débats... Ça ne suscite quasiment pas (vu les conditions de rémunération) de vocation pédagogique. Ça vend chaque mois pour quelques milliers de francs de livres, brochures, Ford Boyard... Ça plafonne à 250 adhérents à jour de cotisation et à 75 *bonaventuriers* et *bonaventurières* qui, chaque mois, nous filent 30, 50, 100 ou plus de francs (9 000ff au total) et nous permettent ainsi de survivre.

De cela, on peut se satisfaire, si l'on est porté par un mouvement social et si cela ne dure pas trop longtemps.

Or, le mouvement social de nos rêves met du temps à déployer ses ailes et le provisoire s'installe peu à peu dans la durée.

### **Que faire ?**

Il faut regarder les choses en face: les conditions de la situation présente ne sont pas à la veille de changer significativement.

Aussi, la fatigue, la lassitude et l'usure venant, la tentation risque de se faire grande de jeter aux orties de la désillusion certains grands principes de *Bonav* et de se mettre à chevaucher soit le cheval borgne d'une main tendue étatique (avec statut plus ou moins expérimental) soit, celui, carrément aveugle, du libéralisme, avec paiement du "service" rendu.

Ces deux solutions présentent l'avantage de sortir une expérience éducative de la précarité et d'offrir à ses éducateurs un minimum de confort financier. Ces deux solutions mettraient bien évidemment fin au rêve.

Alors que faire?

Peut-être essayer de se donner les moyens de sa politique. Comprendre qu'une alternative se doit d'être financièrement autonome. Qu'une école libertaire ne peut et ne doit pas dégager de profits. Que l'union d'alternatives dégagant du profit avec des alternatives n'en dégagant pas donnerait un sens politique certain à la démarche alternative. Qu'une collectivité fédérant une dizaine ou une quinzaine d'alternatives en tous genres c'est dix fois plus efficace et porteur de sens que la simple addition de ces dix ou quinze alternatives.

Qu'en penses-tu camarade?

**Jean-Marc Raynaud**

## **Les relations institutionnelles**

Ce texte de travail, présenté au congrès de novembre 1998, montre les recherches institutionnelles et la volonté d'ouverture de *Bonaventure*. Il permet de mieux comprendre les difficultés de la constitution d'un réseau.

Essentiellement trois personnes travaillent dans cette *commission* ; Bernard Lebœuf, Donald Moerdijk et Thyde Rosell. C'est un groupe qui fonctionne depuis maintenant deux ans.

Thyde coordonne et chacun se spécialise plus ou moins dans un réseau relationnel.

Sur le plan départemental: les relations sont définies en fonction des propositions du groupe local ou dans une perspective plus globalisante de rencontrer des partenaires au niveau national ou régional en s'appuyant sur des relations concrètes (ce qui a été fait avec l'ICEM).

Cela consiste à: poursuivre des activités d'information sur *Bonav* (articles, conférences, rencontres informelles); aller à la découverte d'autres lieux, d'autres associations (en moyenne visite d'un lieu alternatif une fois par trimestre) ; coordonner avec l'équipe pédagogique ou le groupe parents les objectifs des différents secteurs d'activité relevant de leurs compétences; élargir le réseau.

### **Bilan des relations départementales**

Les relations de recherche pédagogique avec l'ICEM relèvent de la responsabilité de l'équipe éducative, celles faites avec CEP 17 du groupe parental. L'an passé, Bernard, Ludovic et Fadila travaillaient avec l'ICEM régional (le groupe départemental ne fonctionnant plus). Cette coopération pédagogique devrait aboutir à l'édition d'une brochure (sous la responsabilité de *Bonaventure*) traitant des outils citoyens et autogestionnaires. Dans le cadre d'échanges et d'entraide associative, Bernard Lebœuf participait à la vie de Trait d'Union. Fadila Bentaalla-Polack maintenait le contact avec les animateurs ou des initiatives culturelles oléronaises. Fadila et Bernard entretenaient des relations régulières avec CEP 17 et la crèche parentale de Saint-Trojan (pour rappel *Bonaventure* est membre de l'ACEPP). Thyde Rosell se chargeait de l'École Émancipée. Bernard et Thyde maintenaient le contact avec le mouvement libertaire et cherchaient à connaître d'autres structures. Des premiers contacts ont été faits avec les Francas. Bernadette Lacroix se chargeait des relations avec les médias. L'équipe éducative a entretenu des contacts avec l'association communale des assistantes maternelles. La plupart des visiteurs ont été accueillis par l'équipe éducative, Thyde et Jean-Marc. Une initiative commune a été prise avec l'Eldorado et l'Amicale Laïque de Chaucre (don de livres, prêt de salle) autour de la présentation d'AUPEJ. Il y eut un excellent écho à cette action commune. Sans se méprendre (l'Afrique c'est loin et ça ne mange pas de pain de valoriser AUPEJ) sur l'écoute locale vis-à-vis de telles actions, cela démontre nos possibilités d'actions sur des axes très ponctuels. Globalement, nous n'avons pas assez travaillé sur l'amélioration de nos contacts locaux et départementaux qui n'étaient pas une priorité pour le groupe *bonaventurier* oléronais. C'est dommage, sans se leurrer sur les capacités des associations socioculturelles ou de divers partenaires à travailler avec nous sur des axes précis, il nous faut renforcer l'implantation de *Bonav* localement. Sinon quel serait l'intérêt de faire vivre une structure éducative libertaire sur l'île d'Oléron ? Nous n'avons pas cherché non plus à aller à la rencontre d'associations socioculturelles alternatives ou pouvant faire un bout de route avec *Bonav*. C'est un travail qu'il conviendrait de lancer l'an prochain.

## **Bilan des actions régionales**

Des premiers contacts (par le biais libertaire ou individuel) ont été pris avec des acteurs de l'éducation populaire : les Francas, l'OCCE, l'ICEM. Thyde et Bernard en étaient plus particulièrement chargés. Bernard a renoué avec les lieux libertaires de la région : conférences ou débats sur les possibilités de coordonner l'action de ces différents espaces. Pour l'heure aucun groupe libertaire n'avait pris une telle initiative. Seule *Bonav* a émis un tel désir. À partir de préoccupations spécifiques, notamment en matière de citoyenneté et de droits de l'enfant, des premiers liens constructifs se créent avec le secteur réformiste et traditionnel du péri ou para scolaire. Un groupe de travail est lancé sur La Rochelle à l'instigation des Francas et de l'OCCE auquel participe *Bonav*.

Au niveau pédagogique: l'équipe éducative participe à l'ensemble des initiatives de recherche et de formation de l'ICEM.

## **Bilan des actions nationales**

En moyenne, nous assurons deux conférences par mois. Elles furent animées par Bernard, Donald, Bernadette, Fadila, Ludovic et Thyde : sur le principe d'un vieux routard accompagné d'une *oie blanche*, d'un participant direct à la vie quotidienne (parent ou éducateur) et d'un habitué du discours politique ou pédagogique. Ces conférences sont le nerf de la survie économique (vente de livres, adhésions). Sans elles, *Bonav* ne serait pas ce qu'elle est. Une moyenne de 4 000 francs est faite par tournée (3 à 5 jours de déplacement).

Des contacts ont été entretenus avec le LAP notamment par l'intermédiaire de Jean-Luc Roubier et de Pascal Haslé (profs au LAP et membres actifs de *Bonav*). Un travail d'échanges institutionnels est en cours avec l'école Vitruve.

À travers l'écriture collective d'un livre sur l'école que nous voulons, Jean-Marc a créé un groupe de travail avec le syndicat SSE-CNT, des membres libertaires de l'ICEM, AUPEJ. C'est important à plus d'un titre: intégration de *Bonav* à un concept socio-scolaire plus large, intégration de *Bonav* au paysage éducatif : *Bonav* est enfin utile pour le monde éducatif et libertaire. C'est du moins la perception qu'en a l'ensemble de nos partenaires.

## **Bilan des actions internationales**

Le voyage au Sénégal à l'initiative de Thyde Rosell et d'AUPEJ a débouché vers un début de contacts plus structurés avec un mouvement autogéré socioculturel. Sur un plan symbolique, ces relations fortes, parce que basées sur l'échange et des recherches similaires, ont assis *Bonav* dans le réseau Freinet. Un groupe de travail s'est créé entre *Bonav*; ICEM, association Diawar de Rézé autour de la défense de l'éducation à l'autogestion. Enda Graff Sahel par l'intermédiaire de Jean-Pierre

Périer est capable de faire le pont avec des initiatives similaires au Bénin. C'est à nous de poursuivre cette action utile pour l'ensemble du mouvement libertaire et éducatif. Parler des initiatives éducatives africaines c'est parler d'une éducation à la liberté par la liberté, d'une éducation sans État, c'est parler des idées de *Bonav* à des interlocuteurs réticents sur la crédibilité des actions entreprises par cette dernière!

Donald à travers sa participation à un projet universitaire autogéré s'est chargé des relations avec l'Italie (projet universitaire + contacts pris lors de la dernière foire à l'autogestion avec de possibles futurs partenaires).

Par manque de moyens financiers, *Bonav* n'a pu participer aux rencontres européennes du syndicalisme radical sur l'Europe sociale (notamment en matière éducative). Le SSE-CNT nous y avait conviés ce qui révèle l'intérêt croissant porté à *Bonav*.

Il ne faut pas se leurrer, les relations internationales coûtent cher et relèvent d'une politique volontariste. Il revient de savoir si cela a un intérêt à moyen et long terme pour *Bonav* en sachant que ces relations dans toutes les structures relèvent de la volonté d'une poignée d'individus. Cela induit des élaborations d'axes de travail et... du pognon.

### **Perspectives 98-99**

La plupart des contacts entrepris avec différents partenaires relèvent à la fois du mode pédagogique, de l'analyse institutionnelle, de la pratique libertaire. Il est évident que des personnes représentatives d'une de ces facettes de *Bonaventure* participent à ces travaux: équipe pédagogique, équipe parents, militant associatif. Toujours à partir d'une analyse de nos pratiques, d'une ouverture globale de *Bonav* vers un extérieur social (pédagogique : groupe classe et équipe pédagogique, politique (une éducation libertaire populaire), institutionnel (partage de pouvoir, citoyenneté etc.)

L'enrangement, le partage, des recherches communes devraient structurer nos différents modes d'intervention: comment ?

### **Un groupe régional sur des recherches-actions éducatives**

Sous la responsabilité de Donald Moerdijk, ce groupe de travail interpellant un certain nombre de personnes, d'associations socioculturelles se mettrait en place à partir de plusieurs axes de travail : analyse des situations du secteur socio-éducatif ; analyse commune sur l'élaboration de grands principes sur l'éducation populaire autogestionnaire en terme de citoyenneté active; relations institutionnelles et éducatives en terme de partage du pouvoir, des savoir-faire et des connaissances; à partir d'axes de travail précis définir des recherches communes en terme d'échanges de pratiques, d'échanges théoriques ; dans les perspectives de créer un réseau

d'entraide, de communications, d'échanges. Le tout, en vue de partager voire de construire un point de vue libertaire sur l'idée d'un service social d'éducation.

### **Sur le plan local**

L'ouverture d'un centre de loisirs autogéré sous la responsabilité de Bernard devrait être effective au printemps. La création d'un atelier d'écriture avec le Castel et l'association Lire et Vivre sous la responsabilité de Thyde devrait inaugurer le secteur formation libertaire. La poursuite des relations avec d'autres structures éducatives (type crèche de Saint-Trojan) devrait être à la charge de l'équipe pédagogique et du groupe parental. Le maintien des relations avec les Chaucrins et l'Amicale Laïque est toujours sous la responsabilité de l'équipe éducative.

### **Sur le plan départemental**

Il nous faut examiner l'intérêt d'approfondir notre participation à un groupe de travail lancé par les Francas et l'OCCE sur la citoyenneté. Contacter l'OCCE pour que la caisse des enfants de *Bonav* puisse s'y fédérer devient une nécessité sociale. La mise en place de premiers liens individuels avec des militants associatifs (université populaire nord La Rochelle, le Trait d'Union autour de leur projet d'université populaire) pourrait, si cela s'avère possible, introduire *Bonav* dans un réseau départemental reconnu d'éducation populaire. Le maintien de notre participation à CEP 17 valoriserait nos pratiques tournées vers la petite enfance. La poursuite de nos contacts avec le mouvement libertaire (dont le SSE-CNT) en essayant de faire une action commune. (Bernard et Thyde relais) construirait un pôle de pratiques sociales anarchistes.

### **Sur le plan national**

Renouer des liens directs avec des structures éducatives (écoles Freinet, Vitruve, lycées expérimentaux etc.) en terme de travail scolaire ou social enfantin, en terme d'échanges institutionnels et pédagogiques. Poursuivre nos visites de lieux alternatifs éducatifs. S'ouvrir à un secteur socio-culturel *mouvant* tels les groupes de lutte contre l'extrême précarité.

Reconduire les activités liées à l'aide financière et institutionnelle apportée à AUPEJ (1) nous permettrait de travailler avec des syndicats "alternatifs" ou très spécifiques (SUD PTT, CGT-Correcteurs, École Émancipée.), des organisations libertaires et alternatives. La campagne de soutien financier à AUPEJ, en septembre 1998, nous a facilité les contacts avec le syndicalisme révolutionnaire. Ce fut la première fois que des acteurs du mouvement social appuyaient des actions à l'initiative de *Bonaventure*. Nous sommes capables de mettre à disposition d'autres initiatives sociales plurielles nos méthodes de travail, de recherche d'autonomie sociale. Dans un premier temps, cela entre dans une solidarité tiers-mondiste mais

rien n'empêchera une telle stratégie de se créer autour de projets similaires du monde occidental.

Approfondir nos relations avec l'ICEM en participant notamment par l'écriture à la vie du mouvement Freinet, en participant plus activement aux chantiers outils ou à la vie associative interne confronterait *Bonaventure* à "son idée d'une éducation populaire libertaire" afin d'en définir les grands axes.

Bernard Lebœuf a mis en place, depuis un an, un réseau de personnes-ressources dans les départements. Ces personnes sont les représentants de *Bonav*. Il faudrait tendre à organiser ces relais, à examiner un mode de fonctionnement informatif, fédérateur en la matière. Bernard devrait coordonner ce travail qui a une importance capitale tant sur un plan financier que sur la diffusion de nos idées et de nos pratiques. Cela est très difficile. De temps en temps, à la suite d'une conférence, un groupe de réflexion se met en place localement. Et malheureusement, ce groupe ne débouche pas sur des échanges, des pratiques communes ou sur la diffusion des idées.

Ces perspectives de chantiers en partenariat induisent des responsabilités individuelles et collectives. Des personnes s'attacheraient plus particulièrement à ces espaces en les liant avec des pratiques éducatives et institutionnelles propres à la vie quotidienne oléronaise. Cela implique également un effort financier : tous les déplacements, courriers ou contacts ne peuvent être remboursés par l'extérieur. Il nous faut donc profiter des déplacements et des disponibilités des *bonaventuriers* et dégager une partie du budget

### **Sur le plan international**

Le chantier africain démarré il y a maintenant quatre ans peut prendre des perspectives intéressantes: organisation d'une co-formation ASEM (2) - animateurs d'éducation populaire. À partir des actions solidaires créer de véritables pôles relationnels et institutionnels entre ASEM, AUPEJ, associations autogérées (du Bénin peut-être?). Fadila, Ninon et Thyde sont, pour l'instant, des personnes relais. Ludovic peut l'année prochaine rejoindre ce groupe de travail.

Donald participe à la création d'une université populaire en Toscane et fera donc la liaison avec le groupe de recherche italien.

Nous n'avons de liens qu'avec le mouvement libertaire italien qui invite régulièrement *Bonaventure*.

Depuis deux ans, nous n'avons pas pris l'initiative de construire d'autres contacts, notamment avec le syndicalisme révolutionnaire européen ou des mouvements libertaires européens: qui s'y colle ?

Le travail international relève très souvent de l'intérêt personnel. La découverte des initiatives d'éducation populaire de l'Afrique de l'Ouest ne fut pas un simple hasard : Jean-Pierre et Astou Périer membres de *Bonav* en ont été les initiateurs.

Tout comme la coordination de personnes-ressource sur un plan national, la création d'un réseau international d'éducation libertaire populaire pose le problème de nos forces et de nos capacités à partager ce désir avec d'autres collaborateurs institutionnels.

### **La solidarité financière**

Ces échanges se traduisent en adhésion ou souscription.

*Bonaventure* adhère ou soutient depuis septembre (3) : l'ICEM - l'Amicale Laïque de Chaucre - l'ACEPP et CEP 17 - le LOCAL (association culturelle oléronaise) - l'Étincelle (lieu alternatif d'Angers) - l'AUPEJ (Sénégal) - El Ségador (Artigues) - DÉCLIC (projet éducatif sur Paris) - l'AMEV (association de l'école Vitruve).

### **Conclusions provisoires...**

Cette année scolaire a vu se concrétiser un tissu relationnel mis en place depuis le début de *Bonav* ou depuis trois ans. Il s'agit maintenant de le structurer, d'en définir les grands axes et surtout de le valoriser mieux que nous le faisons. Tout d'abord, en poursuivant cette pratique d'échanges, d'interactions en vue de la construction d'un mouvement d'éducation libertaire populaire. Le principal n'est pas tant "d'atteindre les larges masses" mais de créer des espaces et des outils de travail ouverts. Sur un plan théorique et symbolique ce serait atteindre les buts de la création d'un centre d'éducation libertaire.

Une voie royale s'ouvre devant nous: celle de l'intégration d'un véritable espace libertaire au sein d'un mouvement pédagogique alternatif à un système scolaire sclérosé: ce sont de belles perspectives de travail, non?

### **Thyde Rosell**

sous la haute bienveillance de Bernard Lebœuf et de Donald Moerdijk

(1) AUPEJ est une association sociale et éducative de Tivaouane. Cf. *Le Grain de CEL* spécial Sénégal.

(2) Association Sénégalaise de l'École Moderne. Cf. *Le Grain de CEL*.

(3) Ces adhésions ou soutien ne sont pas permanentes et relèvent des projets pédagogiques, sociaux ou politiques de *Bonav*.

**Des chantiers culturels en perspective**

Ces premières années furent de gestation, de tâtonnement de contacts tout azimuts et aboutirent à la création d'une république éducative à la fois expérimentale sur un plan pédagogique (ou du moins essayant de le devenir), laboratoire de recherches sociales et plate-forme de contacts institutionnels. S'appuyant sur le réel, sur les recherches faites par les groupes de vie en présence : le groupe enfants, éducateurs, parents et adhérents *Bonav* a oscillé entre un assembléisme local, des travaux en commission et une vie en voie de fédéralisation.

Jusqu'en 1998, chacun s'occupait de tout et donc la plupart du temps... de petits riens toujours commencés jamais terminés. Porté par l'élan des fondateurs (quatre familles la première année) le groupe (adultes, enfants) a essuyé les plâtres du tâtonnement expérimental: mise en place des outils pédagogiques, de médiations à tout vent, de démocratie directe, de responsabilité collective ou individuelle.

Petit à petit la vie associative s'est installée autour de l'espace scolaire.

### **La vie locale: un bilan mitigé**

Au cours des deux premières années, *Bonaventure* a semé à tout vent: organisation d'une colonie, l'accueil collectif autour d'animations d'une garderie scolaire parentale, participation à la vie locale (animations dans la bibliothèque de Chaucre, participation aux activités culturelles de Saint-Pierre d'Oléron), discussions à n'en plus finir sur le *Qui fait quoi?*

L'équipe pédagogique suivante hérita de ces balbutiements d'ouverture: participation au spectacle de Noël, création du carnaval de Chaucre, mise en place de l'accueil régulier d'enfants-invités. Les relations avec le village se sont estompées dans le temps. D'une part, parce que la commune de Saint-georges d'Oléron est extrêmement frileuse (c'est un euphémisme) vis-à-vis de l'ouverture de lieux culturels gérés directement par les jeunes ou du soutien à apporter à des actions culturelles en direction de la jeunesse. Cela ne fait que douze ans qu'un projet de crèche parentale ou associative est en préparation ! Les habitants du village, méfiants à l'égard d'un groupe scolaire qu'ils n'arrivent pas à définir: secte, crèche, lieu de vie, école pour "enfants spéciaux" n'ont pas poursuivi le partenariat culturel avec l'équipe de *Bonav* (enfants et adultes). Il faut vivre en France profonde pour comprendre cette disparition progressive de la ruralité. Seules, les éducatrices (1) habitant la commune furent capables de lever les réticences villageoises.

Les *a priori* ont été malgré tout levés mais... l'intégration n'est pas gagnée. L'an passé, seuls les enfants d'un réseau amical proche ou placés sous la responsabilité d'assistantes maternelles en sympathie avec le projet participèrent aux animations gratuites de l'*atelier arts plastiques* du mercredi matin. Non pas parce que ces activités repoussaient le public mais parce qu'elles demandaient un effort personnel trop important. Le *hors norme*, le *non évaluable*, le *non rentable scolairement* sont

excellents pour les enfants... des autres mais n'eurent aucun impact sur la douzaine de familles concernées (2). L'étroitesse de l'espace socio-culturel, la déresponsabilisation globale des familles, en dehors d'un schéma de consommation, sont de véritables handicaps. La synergie associative n'eut aucun impact. Rien d'étonnant dans la mesure où la création d'espaces d'autonomies sociales ou éducatives est perçue en terme de réparation sociale et non en terme de construction du sujet. Dans la plupart des écoles, des collèges ou des institutions sociales, la mise en place d'espaces autonomes répond à un malaise voire à une violence de la jeunesse. La citoyenneté ne s'adresserait qu'à des enfants "en difficultés d'insertion"!

### **Des explications multiples**

Le désengagement des personnes en tant que parents, que citoyens dans la société française est un facteur important. Chacun sait que participer ponctuellement à la vie *bonaventurienne* demande du temps et un partage du pouvoir. L'espace éducatif n'est pas totalement contrôlable par les adultes : les enfants y ont des droits. La plupart des femmes qui participent aux festivités villageoises organisent tout de *a* jusqu'à *z*. Serait-ce une revanche quant à l'éviction du plaisir, du partage dans l'ensemble de l'appareil éducatif normalisé ? L'expérience leur a montré qu'avec *Bonaventure* cela n'est pas possible. L'autonomie du groupe des enfants est prioritaire par rapport à une "production culturelle" (3), elle s'oppose inéluctablement à la toute puissance parentale. Il n'y a pas assez d'enjeux individuels ou collectifs pour que chaque partenaire dépasse seul cette situation qui aboutit à un écart constant entre des pratiques sociales antinomiques. *Bonaventure*, au même titre que d'autres structures expérimentales échappe difficilement au nombrilisme. La richesse des activités propres au groupe scolaire peut scléroser à terme son intégration au paysage local ; il revient donc à l'équipe pédagogique d'intégrer cet état de fait à ses projets. L'ouverture à la vie locale devrait faire partie de ses attributions.

La majorité des familles *bonaventuriennes* ne vivent pas dans la commune. Beaucoup ne sont pas insulaires et ne sentent donc pas engagées vis-à-vis d'une action locale très spécifique. L'organisation des fêtes relève, depuis un an, de la seule initiative villageoise. Peut-être, serait-il intéressant pour l'équipe pédagogique de *Bonaventure* de renouer des liens et de prendre l'initiative d'actions culturelles ouvertes et unifiantes ? Sans se leurrer néanmoins sur la solidité de cet enracinement. Sur l'île d'Oléron, le décalage est tel entre les préoccupations des élus locaux et la plupart des animateurs socioculturels que ces passerelles sont extrêmement fragiles. Leur consolidation relèverait de la responsabilité collective du groupe des adultes (parents et éducateurs).

### **Vers la réalisation d'actions culturelles**

Fort de ce bilan, un petit groupe de travail (4) s'est mis en place pour contourner cette situation locale. L'ouverture d'un centre de loisirs indépendant des activités du groupe classe aurait le mérite d'asseoir *Bonaventure* dans le contexte culturel insulaire. Cela réclame un espace économique autonome, des intervenants spécifiques et une prise de conscience collective de la nécessité de l'ouverture pour casser avec l'isolement porteur du microcosme passionnel et fusionnel. Lui donner autant d'importance qu'à l'espace classe revient à lui conférer, au sein même de l'association, un statut à part entière en terme de projets, d'évaluation, de rétributions, d'animateurs et d'intervenants. Un gros morceau à avaler pour une structure éducative qui vit dans la précarité constante depuis ses débuts.

Cette création d'un espace socioculturel ouvert s'appuierait sur les postulats politiques et culturels avancés par *Bonaventure*. La mise en place d'une structure porteuse de libertés, d'autonomie, de créations peut accompagner la vie de n'importe quelle personne. La connexion entre apprentissages et savoir-faire, la coéducation, la gestion collective du projet et du lieu structurent toute éducation populaire libertaire. La qualité du vécu prime sur le quantitatif. En s'appuyant sur son originalité profonde, sa liberté de mouvements que lui confère son statut, *Bonaventure* est capable de partager ses connaissances, ses savoir-faire, son réseau. La souplesse de cette construction éducative ouvrirait l'éducation libertaire vers des sphères jusqu'ici inhabituelles. En effet, une scolarité libertaire apparaît trop contraignante pour de nombreuses familles. La création d'espaces culturels et citoyens à sa périphérie élargirait une conception apparaissant trop difficile à assurer pour les parents de l'éducation libertaire.

L'éloignement d'un réseau humain plus large et ouvert implique une politique volontariste. Un mélange de genres s'impose : accueil collectif de petits groupes d'enfants en *centre de vacances autogéré*, programmation de journées ou de week-end de rupture, de découverte collective de l'environnement etc.

Un centre culturel, fonctionnant même à vitesse réduite, ancrerait durablement *Bonaventure* dans la sphère de l'éducation populaire alternative. Cela demande un renforcement de l'équipe locale, une volonté collective et une capacité économique plus importante: des portes nous sont ouvertes. Il n'y a plus que *yakafaukon* !

### **Le partenariat social**

Au niveau départemental et local, il reste à *Bonav* à structurer ses relations avec ses partenaires : L'ICEM, le Trait d'Union, l'École Émancipée, le SEL, le mouvement libertaire régional. Si la création d'un groupe recherche-action autour de l'éducation populaire, une citoyenneté active réussit à fédérer les acteurs associatifs, des travailleurs sociaux ou enseignants, elle aura enfin atteint un de ses objectifs principaux: l'éducation est l'affaire de tous et peut changer nos regards sur le monde ! L'émancipation des personnes en terme de liberté, de bien-être, d'éducation deviennent des enjeux majeurs. Si sur un plan éducatif, *Bonav* participe à

l'élaboration de pratiques culturelles et sociales alternatives actives, elle aura prouvé qu'une microstructure, théoriquement marginale puisque appartenant entièrement au champ politique, est capable de s'insérer à son environnement et de créer des rapports sociaux coopératifs.

Sur un plan national et international, elle doit approfondir ses recherches sur une éducation populaire libertaire au service du plus grand nombre. Non en se développant numériquement puisque ni la conjoncture politique ni la conjoncture économique ne le permettent mais en s'appuyant sur la transversalité des pratiques. Cet outil original structure les expériences quotidiennes, les contacts institutionnels et les inclut dans un projet social. En mêlant sciemment solidarité Nord-Sud, coopérations scolaires et associatives, il participe à l'idée que la liberté, l'autonomie deviennent internationales quelles que soient les cultures, les conditions de vie économique.

*Bonaventure* est en bonne voie de socialisation. Il lui reste deux grands chantiers à ouvrir dans les mois à venir : celui de la coopération régionale, celui de la construction d'un pôle d'éducation alternative sociale internationale: qui s'y colle ?

### **Thyde Rosell**

(1) Thyde Rosell au cours des deux premières années : animation de la bibliothèque, participation active au spectacle de Noël et au carnaval (ces fêtes se préparaient dans les locaux de *Bonaventure*). Fadila Bentaalla-Polack participait aux réunions préparatoires (mandatée par l'équipe) et animait un atelier ouvert le mercredi matin.

(2) Chaucre est un village qui se meurt, victime du tourisme, de la résidence secondaire, de l'afflux des retraités, du vieillissement de la population, du regroupement scolaire. Il n'y a aucun commerce, aucun espace collectif. Les adolescents sont absents durant la semaine, les enfants sont scolarisés à l'extérieur du village. Certaines familles intéressées ont été rebutées par l'éloignement géographique du local: deux ou trois kilomètres pour les unes, une dizaine pour les plus éloignées !

(3) La plupart des spectacles reproduisaient une culture scolaire datée, des émissions télévisées. Seules les activités coordonnées par *Bonaventure* étaient sous la responsabilité des enfants.

(4) Bernard Lebœuf, Donald Moerdijk, Thyde Rosell se chargent plus particulièrement des relations avec les organisations éducatives.

## **Les relations *Bonaventure* avec l'alternative sociale**

*Bonaventure a montré la nécessité de lier expérience concrète, laboratoire social et création d'un mouvement d'éducation populaire autogestionnaire (1).*

Une recherche permanente de l'ouverture (tant sur un plan départemental, régional ou national) construite à partir de recherches communes en matière de pédagogie, d'alternatives de mise en réseau a inscrit Bonaventure dans le champ de l'éducation au service de tous. Un pari que nous ne pensions pas gagner il y a maintenant six ans.

Gratuite, laïque Bonav est un laboratoire pédagogique qui s'appuie sur l'intérêt et les savoir-faire de ses acteurs. Ayant au cœur une culture au service de tous, elle s'essaie à rompre avec cette scolarité sclérosante ne prenant en compte qu'une culture au service de la bourgeoisie. Néanmoins, en prenant en compte la citoyenneté de tous les acteurs (parents, éducateurs, enfants), elle casse avec la toute puissance de la cellule familiale, du professionnalisme et d'apprentissages scolaires étrangers à la vie des personnes. Cela ne gomme en rien les difficultés liées aux différences socioculturelles. Cette conscience d'être un espace social ouvert est telle que la majeure partie des partenaires pédagogiques des enfants ou des adultes travaillent dans l'école d'État : école Vitruve, Lycée Autogéré de Paris, écoles Freinet, ICEM. Il est évident que *Bonav* est dans la sphère du privé. Il est encore plus clair qu'elle est considérée par ses partenaires (même si ceux-ci ne partagent ni la totalité de ses points de vue ni la nécessité d'une réalisation hors système scolaire d'État) et ses acteurs comme une école sociale : la contradiction est intéressante !

Un fonctionnement institutionnel souple, une coordination constante entre pratiques politiques, culturelles et sociales nous ont ouvert les portes d'une éducation populaire libertaire. Cet entre-deux culturel mêlant les sphères privée et publique, cet espace politique et pédagogique nous a conduits vers un élargissement de la pédagogie libertaire. En France, cette dernière était souvent confondue avec une éducation anti-autoritaire. Autant une pédagogie libertaire inclut une éducation anti-autoritaire autant l'inverse n'est pas vrai. En incluant une pratique scolaire à un mouvement social et culturel, *Bonav* a renoué avec l'éducation populaire du début du siècle. Cette conception lui permet de renouer avec ses origines: celles de la Ruche, celles d'un mouvement social autonome.

Si, en terme numérique *Bonav* ne s'adresse pas au plus grand nombre, en terme politique et culturel, elle se met au service du public. Pour l'instant de façon très timide et très ciblée : elle est à l'initiative de recherches communes entre syndicalistes et pédagogues libertaires, elle participe à des ateliers de pratiques culturelles alternatives au sein du mouvement social. Il lui reste donc à approfondir ses recherches en la matière: comment ?

### ***Bonaventure: ni solitude, ni reproduction***

À l'origine, nous pensions nous développer à travers la création de différents centres libertaires culturels. La conjoncture économique et politique en a décidé autrement.

*Bonaventure* gratuite et laïque est complètement dépendante d'un mouvement de sympathie, de solidarités diverses. *Vivre ou s'éteindre, être sous perfusion constante avec un mouvement social balbutiant*, tel fut le pari lancé il y a maintenant six ans. Il ne fut ni perdu ni gagné: *Bonaventure* existe par et dans cette contradiction.

Au cours de ces trois dernières années, nous avons tenté de nous faire reconnaître par un ensemble d'acteurs sociaux (groupes et individus) en nous appuyant à la fois sur une pratique coopérative quotidienne, un projet éducatif libertaire. Il faut rappeler l'isolement géographique et humain de cette république éducative. *Bonav*: c'est avant tout une poignée d'individus (petits et grands) aidés par des collaborateurs directs ou indirects. Tous relèvent un défi titanesque : vivre autrement ici et maintenant. Construire, dès aujourd'hui, une organisation sociale égalitaire et libertaire! Les uns par défi politique, les autres par intérêt personnel ou, pour être moins réducteur, pour un ensemble de préoccupations convergentes.

Personne n'aurait parié un rouble sur la longévité d'une telle entreprise! Ce dynamisme institutionnel est la conséquence directe de la richesse du réseau relationnel construit au fil des ans.

Toutes les expériences éducatives sont victimes d'une même conjoncture. La prise en charge collective de leur propre survie est à la fois un moyen et un objectif. L'autarcie devient vite un travers institutionnel. *Bonaventure* s'est essayée à rompre avec cette spirale, par nécessité économique et par volonté politique. Cela lui a été difficile. D'une part, parce qu'il y a un décalage continu entre les personnes préoccupées par leur seul vécu et les militants projetés dans l'avenir. Les unes construisent le projet, les autres sont décalées parce que préoccupées par la poursuite de l'aventure. La coordination constante de ces deux modes de vie associative n'a pas été une mince affaire. Tant bien que mal cette structuration institutionnelle a conduit à l'élargissement du réseau de sympathie indispensable à la poursuite de l'expérience.

Il a été laborieux pour les militants sociaux agissant dans la sphère de l'école d'État d'accepter une structure éducative alternative. *Bonaventure* passait pour... un espace rêvé des bords de mer, une utopie libertaire. Les promoteurs de cette expérience, obnubilés par l'avenir, la survie économique, l'élargissement de pratiques sociales égalitaires entretenaient le quiproquo; non par schizophrénie mais parce que conscients de la fragilité de cette république éducative. Nous passions pour des donneurs de leçon, pour des fins de race de la nébuleuse libertoïde des seventies, pour des décalés sociaux, pour des marginaux égoïstes et ignorants des difficultés induites par la violence urbaine ! Nous étions, quant à nous, fatigués par les fantasmes des uns et des autres, l'opposition vie rurale rêvée et survie urbaine, le manque d'imagination sociale de nos partenaires et usés par le militantisme politique. Après tout, en vivant à quelques mètres de la plage était-ce bien nécessaire de s'user les yeux devant l'ordinateur, de submerger le facteur de tonnes

de courrier, de se fatiguer les oreilles dans des réunions relevant plus du consumérisme que de la coopération ?

Au fil des ans, cette incompréhension mutuelle s'est amenuisée. D'une part, parce que *Bonaventure* mûrissait et d'autre part, parce l'appareil éducatif d'État se détériorait sous les coupes sombres du libéralisme économique. Le manque de perspectives des fédérations syndicales et des organisations d'éducation populaire engluées dans l'assistantat social, les levées de boucliers des travailleurs de la fonction publique pour le maintien d'un service public ont transformé cette situation politique et sociale.

Le dynamisme exponentiel du réseau tissé les deux premières années a reculé les murs de l'isolement politique. Le fait même de ne nous réclamer d'aucune pédagogie spécifique (Montessori, Freinet, pédagogie institutionnelle) nous a permis de piocher, ici ou là, les outils utiles à la fortification d'un espace autogéré tout en les transformant. Cette mise en actes a donc facilité ces premiers contacts.

*Bonaventure* a créé un tissu relationnel trop important, trop lourd à porter pour ses seules ressources humaines. Elle a donc du mal à le nourrir. La structuration en réseau induit une capacité organisationnelle énorme et indépendante du nombre des acteurs directs du projet. La taille du groupe classe n'a aucune répercussion (hormis économique) sur la structure associative. La petitesse du groupe d'acteurs institutionnels amoindrit simplement l'écho des pratiques politiques et sociales. Cela se traduit par un retard considérable dans toutes les initiatives et risque de réduire, au fil des ans, ces contacts si difficilement noués. En effet, la création d'un secteur de recherche-action sur l'éducation populaire coopérative (2) s'appuie sur l'analyse de pratiques dans une perspective de rupture avec la société de classe.

La liberté d'expression et de création propre à *Bonaventure* est très attractive pour ses partenaires : elle devient un véritable laboratoire culturel et social. Elle est en mesure de définir les préalables à une éducation populaire coopérative de masse. Tout simplement, parce qu'elle insère automatiquement tout acte éducatif dans un schéma politique et donc alternatif, parce qu'elle s'inclut elle-même dans une perspective éducative large dont elle ne maîtrise pas toute la configuration.

L'humilité sociale en cette fin des ismes ouvre la voie à tous les possibles. Agir ici et maintenant, rechercher avec d'autres à partir de postulats politiques précis facilitent l'émergence d'une alternative sociale! Et puisqu'il n'y a aucun relais politique de masse perçu comme une alternative au tout libéralisme, la mise en actes ne peut être que symbolique mais adaptable par le plus grand nombre. Cette nouvelle perception de la créativité sociale donne sens aux microstructures. *Bonaventure* a été à l'instigation d'une telle démarche alors que l'ensemble des composantes du mouvement révolutionnaire dans le secteur enseignant s'assujettissait à la défense de l'appareil d'État sur le seul plan corporatiste. Les

mouvements (3) qui secouèrent l'appareil d'État posèrent autant la problématique de l'évolution du sujet social que celle des conditions économiques.

Cette interconnexion entre une situation sociale mouvante, une perception ouverte de l'environnement politique et des initiatives globalisantes de la part de *Bonaventure* a consolidé son système relationnel. Il lui fallut bien du courage et de l'entêtement pour proclamer haut et fort la nécessité de la création d'un mouvement social libertaire indépendant de l'actualité immédiate ! Regardez-nous à dix : nous allons participer à la construction d'un service social d'éducation! À cette mégalomanie militante, répondait une frilosité sociale du mouvement anarchiste! Les mouvements pédagogiques ignoraient ou, au mieux, observaient cette construction libertaire de la coopération adultes /enfants, animateurs /compagnons de route. La nécessité de la coordination, la recherche de "bouts de solutions", la mise en réseau de quelques expériences ont transformé ces proclamations en actions sociales petites mais réelles. Toute l'énergie de *Bonaventure* découle de cette mise en mouvement.

Il ne lui reste plus qu'à mobiliser autour de grands axes tels l'auto-organisation des personnes, une gestion égalitaire des espaces, une valorisation des cultures populaires et personnelles, une émancipation sociale des individus (mineurs ou majeurs) un certain nombre des composantes de la planète alternative. Ce *yakafaukon* relève du défi: aucun indicateur social ne montre que cette reprise en compte libertaire de nos vies est dans l'esprit du temps. Si ce n'est celui de l'autonomie du sujet (citoyenneté, sens social et culturel). Rien ne montre que le réseau tissé sera suffisamment stable, solide et adaptable pour servir de base à de tels projets. Rien si ce n'est que nous n'avons plus le choix.

Les relations nouées avec l'ICEM et les associations d'éducation populaire du Sénégal, l'intérêt porté par des acteurs du syndicalisme enseignant incapable de produire la moindre stratégie alternative à la débâcle qui guette l'Éducation Nationale, la floraison d'espaces libertaires ouverts aux initiatives sociales sont de bons indicateurs *d'agit-prop créateurs*. Le renforcement de la structure associative est un préalable à ce développement. Le fait même de vouloir collaborer avec des revues, des groupes de réflexion, même si cette collaboration est restreinte par nos capacités physiques, l'attente de ces mêmes regroupements à organiser des recherches ou des réflexions portant sur une pédagogie sociale et citoyenne révèle le chemin parcouru.

Car, à l'opposé de nombreuses expériences pédagogiques, politiques ou sociales alternatives, l'entre-deux monde où vit *Bonav* est un atout en la matière. Structure publique non étatique, espace libertaire ancré dans la vie quotidienne, relais informatif en matière d'initiatives culturelles, *Bonav* appartient à tous les domaines. Son originalité politique et scolaire n'est pas qu'un fait expérimental culturel mais également un outil de diffusion.

Il revient donc à la fois aux acteurs sociaux, aux groupes politiques et syndicaux intéressés par cette stratégie de la transversalité des agirs culturels et sociaux, par la globalisation à la fois technique, politique et organisationnelle dont font preuve de telles microstructures, de dépasser l'inéluctabilité de l'indifférence sociale en fédérant ces espaces. Cela est possible, cela est envisageable.

## **Thyde Rosell**

- (1) Se reporter au bilan institutionnel publié dans cette brochure.
- (2) L'éducation populaire coopérative induit une mise en actes du partage du pouvoir, de l'autogestion institutionnelle et pédagogique, une non-hierarchisation des savoirs et une mise en commun des savoir-faire.
- (3) Nous parlons ici des mouvements des chômeurs et des précaires, des sans-papiers, des lycéens, des travailleurs de la fonction publique.

## **Les apports de *Bonaventure* au mouvement libertaire**

*Bonaventure* aura eu le mérite de poser concrètement la problématique du dire et de l'agir au sein de la sphère politique.

Elle ne fut pas la seule, au cours de ces vingt dernières années, à conjuguer au présent un prélude d'une organisation sociale différente à travers l'émergence d'espaces communautaires (1) égalitaires et conviviaux. Mais, dans le paysage libertaire français, elle est la seule à avoir voulu fédérer, relier à tout prix des individus et des organisations. Symboliquement, l'adhésion de groupes ou d'organisations, la propriété collective des locaux et du matériel, la présence de militants organisés à ses congrès rattachent globalement cette république éducative au mouvement libertaire.

D'un point de vue institutionnel, *Bonaventure* a tenté de coordonner l'action militante et la vie quotidienne; une république éducative libertaire animée essentiellement par ses citoyens.

Un décalage continu entre les personnes préoccupées par leur seul vécu et les militants projetés dans l'avenir a construit la vie collective. Les unes construisent le projet, les autres sont décalées parce que préoccupées par la poursuite de l'aventure. La coordination constante de ces deux modes de vie associative n'a pas été une mince affaire. Tant bien que mal cette construction institutionnelle a conduit à l'élargissement du réseau de sympathie indispensable à la poursuite de l'expérience. Les enthousiasmes, les ruptures ont modifié la structure associative. En novembre 1998, le dernier congrès de *Bonaventure* a pris acte de ces transformations. Si la structuration définie permet la poursuite de l'aventure, *Bonaventure* aura gagné un pari impossible à tenir : celui de la durée et surtout celui de la prise en charge d'un

espace libertaire par des acteurs directs et des citoyens de la planète alternative non militants, non encartés, "non pratiquants"!

Des groupes de la Fédération Anarchiste, des syndicats CNT, des locaux libertaires organisent des conférences sur l'éducation libertaire tout à la fois pour présenter cette structure scolaire et élargir la réflexion sur l'éducation libertaire. Cet apport de *Bonaventure* est important et lui offre un statut particulier : laboratoire politique et culturel autonome et pour autant rattaché par des contacts directs au mouvement libertaire.

Au niveau régional, *Bonaventure* fut solidaire d'espaces libertaires se créant ici ou là, à l'échelon national, elle fut à l'instigation d'écrits pluriels sur l'éducation et par-là même, à l'origine d'un début d'orientation collective sur "la pratique éducative" (2).

Elle a ainsi donné un sens social à la fois au discours et à la mise en actes. En expérimentant, en inscrivant ses activités au sein de la sphère sociale et politique, *Bonaventure* a sorti le courant éducationniste de l'ornière historique dans lequel il s'engluait depuis de nombreuses années. Cela a permis à un certain nombre de militants syndicaux, pédagogiques d'approfondir leur recherche quant à la construction d'un service social d'éducation, d'un mouvement d'éducation populaire ou de simplement réfléchir à partir d'un secteur spécifique à l'élaboration d'un véritable *service social* en matière de santé, de transport, d'éducation.

### **Des chemins de traverse fédérateurs**

La constitution même de *Bonaventure*: une structure sociale éducative portée entièrement par le mouvement libertaire ou par des acteurs d'une alternative sociale l'oblige à prendre continuellement des initiatives. Pour élargir le réseau, pour alimenter la pompe économique, pour lier les initiatives conjoncturelles (mouvements de grèves) à des volontés de mutation plus profonde... pour vivre et non plus survivre ! Partir de l'analyse d'une expérience particulière avec divers partenaires pour aboutir à l'élaboration d'un véritable service social d'éducation : ce n'est pas nouveau ! D'autres l'ont fait avant elle mais dans des contextes politiques, sociaux ou économiques différents ou datés historiquement quant à la pratique pédagogique. En interpellant à la fois des acteurs du mouvement syndical, libertaire ou pédagogique, elle aura eu le mérite d'inscrire une pratique sociale libertaire dans la durée structurelle et non dans l'action conjoncturelle.

Tout est affaire d'espace: *Bonaventure* occupe une place symbolique. Elle construit un entre-deux culturel (3) capable d'être réapproprié par des non-participants directs du projet. Elle interpelle à la fois les acteurs locaux de l'aventure et ses partenaires institutionnels ou pédagogiques. Elle donne sens à la globalité des pratiques sociales alternatives. Les uns inscrivent leurs projets dans une globalité

plus large. Les autres s'appuient sur des expériences concrètes et s'ouvrent ainsi à des pratiques réactualisées et ancrées dans la société contemporaine.

Cette transversalité structurelle implique un changement des comportements collectifs et individuels. Victimes de l'État providence, émiettés par leurs rôles sociaux, éparpillés dans leurs activités, assujettis aux diktats du technicisme ou du capitalisme, les hommes et les femmes ont abandonné au secteur professionnel d'État, communal ou associatif, toutes les activités culturelles ou sportives pour eux-mêmes ou leurs enfants. Les militants ou les acteurs sociaux sont également soumis à cette chape de plomb : le choix de l'État providence contre le tout libéralisme.

Ce paysage socioculturel a fortement imprégné les revendications du courant alternatif ou révolutionnaire. Le technicisme pédagogique s'engluait soit dans la didactique "remède miracle" contre l'échec scolaire soit dans le maintien de *zones franches citoyennes* au sein d'une entreprise d'assujettissement social sans passerelles avec les mouvements sociaux ou alternatifs. La complexité des rapports politiques, économiques et sociaux a favorisé ce corporatisme militant se calquant sur l'émiettement des organisations ouvrières. Les revendications syndicales portent essentiellement sur le verrouillage de l'appareil culturel d'État sans lien réel avec un projet alternatif d'éducation populaire.

Voulant rompre avec ce dualisme, cet isolement profond des acteurs, de leurs organisations et revendications, *Bonaventure* "pédagogise" le courant syndical anarchiste, "syndicalise" les alternatives. Elle montre sa volonté de coordonner les expériences éducatives en leur offrant un sens social. Cette lecture globalisante de la "chose éducative" induit, pour le mouvement libertaire, une rupture avec une structuration manichéenne des secteurs d'interventions. *Bonaventure*, sur un mode symbolique, a tenté cette mise en actes, cette mise en mouvements. Elle relie des initiatives diverses en entretenant des relations à la fois avec des structures expérimentales et des espaces pédagogiques ou syndicaux, avec des lieux alternatifs et des groupements politiques. Elle crée *du sens politique* transversal entre divers secteurs qui s'ignoraient jusqu'alors et par là même réactualise une pensée sociale libertaire.

### **La mise en réseau = un élargissement de la sphère libertaire**

En perfusion constante avec un mouvement libertaire large, *Bonaventure* est à la recherche de relais, d'espaces de partages. C'est une de ses réussites: mettre en relations, chercher ce qui rattache et non ce qui divise, aller au devant des acteurs sociaux les plus divers pour s'intégrer au champ pédagogique, syndical et alternatif. Par le biais de l'expérience directe et du partage, elle inscrit l'éducation libertaire dans l'actualité pédagogique. En mélangeant les genres (structure libertaire portée par de "simples citoyens" aux côtés de militants confirmés (4), elle grignote l'espace social marginalisé où se confinait le mouvement anarchiste structuré. Elle

radicalise ainsi un discours ou des pratiques technicistes (mouvements pédagogiques, organisations d'éducation populaire), elle tente de sortir la revendication pédagogique et culturelle de l'arc-boutement conséquent du seul maintien des acquis au nom de la politique du moindre mal. Elle rompt symboliquement avec le décalquage du mouvement libertaire sur l'organisation sociale du capitalisme. Cette rupture - ou du moins cette volonté de rupture - lui offre une marge de manœuvre suffisante pour socialiser un courant libertaire culturel. Celui-ci s'enferme dans le merveilleux du tout éducatif sans déstabilisation sociale immédiate, sans remise en cause de l'organisation sociale de classes. Elle offre également du "réel" à un courant anarchiste syndicaliste dont les revendications étaient trop calquées sur l'appareil scolaire de l'État. Notre chance d'élargir nos réseaux est de sortir de la seule autodéfense revendicative (en se chargeant par exemple de la seule précarité B secteur abandonné par les centrales syndicales réformistes), en nous appuyant sur les expériences autogestionnaires de l'ensemble des secteurs (école d'État, associations socioculturelles ou économiques).

En construisant un réseau socio-éducatif, *Bonaventure* apporte sa pierre à un projet d'émancipation sociale. Cet espace symbolique a au moins le mérite d'exister, de s'élargir au fil des ans et de tenter l'inconcevable: la création d'une pensée actualisée et réellement inscrite dans un mouvement social. Et c'est parce que *Bonaventure* n'est ni un modèle culturel, ni une réponse éducative à l'échec scolaire qu'elle est entendue par de nombreux acteurs du mouvement libertaire social.

## **Pourquoi ?**

Nous n'avons aucun intérêt à construire des écoles parallèles, des lieux militants conviviaux : cela est trop épuisant! Et si *Bonaventure* relevait de simples stratégies éducatives individuelles, de nombreuses écoles anti-autoritaires existent de par le monde sans suer sang et eau pour en construire de nouvelles. Cette république éducative relève en fait d'un mixage du particulier avec le collectif, du militantisme social avec la citoyenneté associative ! Des constructions économiques et sociales diverses et variées jettent les préalables à une société plus juste ! Elles concrétisent en les réactualisant des schémas théoriques, elles donnent sens à nos actions, à nos vies ! Pour sortir des grands mots, peut-être s'agit-il tout simplement de recherches-actions sociales égalitaires et autogérées afin de lier dires et agirs, d'inscrire une problématique politique dans des pratiques sociales évaluables et compréhensibles par un maximum d'interlocuteurs. *Bonaventure* a vécu sur du rêve, a créé des espaces utopiques dans la mesure où elle sert de passerelles entre acteurs divers. Elle va maintenant tenter d'installer, dans l'entre-deux social, un réseau éducatif s'appuyant sur une expérience microscopique. Du délire ? De la mégalomanie ? Pas tant que cela ! En situation de vide social ou politique, les extrêmes deviennent réalisables: rompre avec le mythe de l'École d'État égalitaire en avançant non pas des anathèmes, des *On verra après* mais des recherches-actions devrait consolider une pensée politique dont les bases sont toutes d'énergie sociale, de volonté

égalitaire. Et pour plagier Eugène Potier si *Nous ne savons rien, soyons des tout agissant.*

C'est pourquoi *Bonaventure* tient une place particulière dans la planète libertaire. Elle existe par le mouvement libertaire et contre une sclérose des actions sociales inhérentes à la spécialisation de la pensée ou à la marginalisation d'un courant. Sa particularité extrême n'a été ni un avantage ni un handicap. Dans la mesure où *Bonaventure* construira des liens durables entre des acteurs sociaux, s'appuiera autant sur les expériences partielles que globales, elle sera utile, à la fois, pour les groupes humains qui vivent directement l'aventure et pour l'émergence d'un courant pédagogique radical. Elle participe à la construction d'un mouvement libertaire social dans un secteur qui prend une importance considérable: la création de véritables services sociaux comme alternative au libéralisme sauvage. *Bonaventure* y apporte quelques pratiques, y projette quelques conceptions sociales innovantes et participe dans la mesure de ses moyens à l'élargissement du mouvement libertaire.

### **Thyde Rosell**

- (1) La communauté est comprise dans un sens large : collectivités, athénées, associations, coopératives etc...
- (2) Un livre collectif sur l'école publié au cours de l'hiver 1998 est une des contributions de *Bonaventure* à l'élaboration de stratégies communes sur l'école au service de tous et la création d'un service social culturel.
- (3) *Bonaventure* est une structure éducative fondamentalement ouverte : elle n'appartient ni au secteur étatique ni au privé.
- (4) Radio Libertaire est exemplaire en la matière : cet espace appartient à la Fédération Anarchiste et est animé par une collectivité d'animateurs et d'animatrices "non-encarté(e)s". D'autres lieux libertaires ou alternatifs ouverts dans de nombreuses villes sont dans la même situation. Une nécessité de fédération et de coordination est dorénavant criante : qu'on retroussé nos chemises!



*Bonaventure vous intéresse ?  
vous pouvez...*

### **Téléphoner...**

à l'école (05) 46.75.08.92

à l'association (05) 46.76.73.10

### **Nous écrire...**

35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron

### **Venir nous voir...**

### **Nous inviter...**

à animer une réunion d'information dans votre ville...

### **Adhérer à l'association...**

*Bonaventure (125ff/750fb par an) et recevoir de ce fait le bulletin de Bonaventure (Le Grain de CEL) qui paraît quatre fois l'an.*

### **Participer...**

à l'une des commissions (pédagogique, financière, regard extérieur...).

### **Financer...**

! l'achat des locaux et leur aménagement en achetant

une ou plusieurs *parts* d'école (coût de la *part* 500ff/3000fb).

! le fonctionnement de l'école (dépenses pédagogiques, électricité, salaires...)

en envoyant un chèque de soutien, ou mieux, en versant chaque mois

la somme de votre choix pendant le temps que vous voudrez.

Si vous avez envie et si vous pouvez faire ce choix (le meilleur

de notre point de vue car il est synonyme de régularité)

écrivez nous et nous vous ferons parvenir les imprimés adéquats.

### **Acheter...**

l'affiche *Bonaventure* (15ff/100fb)

le poster *Nous avons dans le cœur un monde nouveau* (25ff/150fb)

**Acheter et lire...**

! le livre *Bonaventure*, 176 p. (60ff/360fb)

! Le polar *No pasaran*, Patsy. 80 p. (30ff/180fb)

! *Ramadan plombé* suivi de *Un gorille sinon rien*, Patsy, 127 p. (45ff/270fb)

*Du rouge au noir. Mémoire vive d'un porteur de valise*  
Gérard Lorne, 220 p. (60ff/360fb).

Chèques à l'ordre de *Bonaventure* à envoyer à

*École libertaire Bonaventure*

35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron

tél 05.46.75.08. 92 ou 05.46.76.73.10 - fax 05.46.76.82.60

email [Bonaventure@wanadoo.fr](mailto:Bonaventure@wanadoo.fr)

---

*RÉSEAU NO PASARAN*  
*LES ANTIFASCISTES RADICAUX DANS LE MOUVEMENT SOCIAL*

## **Les mutins de l'an 1998-99**

**Aujourd'hui la crise sociale se crispe  
autour de la question de la précarité:  
précarité de l'emploi, de la santé,  
du logement, du séjour,  
des conditions de vie en somme.**

Une grande partie de la population connaît un quotidien d'inquiétude, de morosité et surtout d'incertitude de l'avenir sur lequel peuvent prendre appui les réflexes

racistes et sécuritaires. La problématique antifasciste, telle que la posent les militants du *Réseau No Pasaran*, est de participer à l'élaboration de réponses alternatives à la démagogie de l'extrême-droite et à la cynique gestion de l'État.

La lutte des chômeurs et précaires s'inscrit au travers de ses revendications dans une offensive sociale vers la réappropriation et le partage des richesses dans notre société industrialisée. Sous ses différentes formes (Marches européennes, mouvements "d'hiver", actions, occupations, publications...), elle place les responsabilités de la précarité et de l'apartheid social sur les logiques économiques néo-libérales, sur la loi du profit et les mesures d'accompagnement du capitalisme par les politiques d'État. L'exigence d'un revenu garanti et de la gratuité d'un certain nombre de services, l'accès direct à la satisfaction des besoins sont autant d'ébauches de perspectives en rupture avec la société marchande, en rupture avec la régression sociale, donc en rupture avec la fascisation des esprits et des lois.

Le mouvement des chômeurs et des précaires instigue des questionnements essentiels sur le Travail, sa valeur et sa place : placé jusqu'alors au centre de la société, représentant, tant pour les entrepreneurs que pour les salariés (syndicalistes ou pas) le facteur de croissance et d'intégration, la valeur Travail est entrée en crise avec l'avènement d'un chômage de masse à caractère structurel et durable. Le vieux monde est perdu, sauf les patrons qui s'enrichissent grâce aux revenus du Capital, et cette perte de repères, qui se répercute à la fois sur les individus et sur le mouvement social favorise encore la résonnance des solutions populistes et xénophobes.

Le "pari" de ces dernières années et de celles à venir est d'impulser une dynamique revendicative, culturelle et idéologique imaginative, audacieuse et radicalement alternative. Ce afin de jeter les bases d'autres futurs possibles que la domination et l'aliénation de nos droits. Pour cela, il nous faut connaître et maîtriser nos conditions d'existence, prendre nos affaires en main. Tel est le sens de nos engagements, au-delà de nos situations personnelles.

## **LE REVENU GARANTI**

### **DÉCONNECTER LES CONDITIONS D'EXISTENCE DE L'EMPLOI**

C'est une revendication que l'on avait déjà vu apparaître dans les années 80, notamment autour des premiers mouvements de chômeurs et autour de la revue CASH.

Elle est l'élément marquant de la vague d'occupation de l'hiver dernier. On la voit nettement apparaître lorsque AC ! réclame une augmentation de 1.500 ff des minima sociaux, ou lorsque la CGT suit en portant le niveau d'un revenu décent avec ou sans-emploi à 80% du SMIC (SMIC-CGT bien-sûr, soit 80% de 8.500 ff bruts). Évidemment, le contenu de cette demande est souvent flou dans ses

justifications et s'accompagne souvent d'un refrain "travailliste", affirmant que la revendication principale reste un emploi pour tous. Rompre avec cette logique historique de l'intégration sociale par le Travail n'est pas chose simple et la crainte d'être traités de brigands par les salariés ou de démagogues ont amené nombre d'individus au sein de ces structures à mener une réflexion plus avant. Parce que le revenu garanti pour tous et toutes est tout sauf un projet farfelu.

Depuis la fin des années 70, nos sociétés connaissent une déréglementation continue du contrat de travail et la précarité de l'em

ploi est devenue une norme réelle pour une grande partie de la population active. Plus que des chômeurs, la plupart d'entre nous sont des précaires qui connaissent des périodes d'emploi, puis de non-emploi. Les salariés en CDI vivent eux-même souvent dans la peur des dégraissages et des licenciements. L'individu précaire est d'ailleurs parfaitement intégré dans le système productif puisqu'y compris lorsqu'il n'est pas employé, son cas sert aux dirigeants économiques à faire pression sur les salaires et sur la productivité. Le capitalisme moderne souhaite disposer d'une main d'œuvre flexible, docile et disponible. Que reste-t-il aux précaires ? Certainement pas la possibilité de faire de grands projets, ni celle de refuser les jobs les plus stupides et inutiles. Dans ce cadre-là, l'exigence d'un revenu garanti déconnecté de l'emploi dépasse le refus de la misère pour dire que nous souhaitons avoir le contrôle de nos vie et ne plus être pieds et poings liés aux décisions et propositions des patrons.

Cela signifie que dans une société qui produit tant de richesses, c'est la redistribution de celles-ci qui est en jeu. Comment faire pour que la sur-valeur dégagée par les entreprises revienne aux travailleurs (chômants ou en activité) ? Il est clair que si la société dispensait à ses membres un revenu garanti, les exploiters auraient du mal à trouver de la chair à usine sous-payée et dans n'importe quelles conditions de travail.

De même, l'existence d'un revenu garanti peut permettre à un salarié de décider de quitter son emploi s'il ne le satisfait pas (dans son fond et/ou dans sa forme). Il ne vit plus dans la hantise de la "galère" du chômage que lui sert la télé tous les soirs à 20h. Aussi, il peut affirmer concrètement son opinion sur l'utilité sociale ou non d'un emploi, d'une industrie ou d'un service. Pouvoir choisir son emploi, c'est aussi pouvoir changer de métier lorsqu'on le désire. L'accès à la formation gratuite et rémunérée constitue également un axe de lutte quand on voit comment les gouvernements ont attaqué successivement le montant des AFR, et quand on connaît les difficultés d'accéder au Congé Individuel de Formation.

C'est pourquoi le revenu garanti doit être compris comme une revendication unificatrice du monde du travail. Elle dépasse le "lobby" des travailleurs précaires et des sans-revenus pour devenir un réel renversement de la flexibilité au profit des travailleurs et plus au profit du Capital. Dans le même esprit, les luttes pour la

réduction du temps de travail (RTT), qui sont positives et doivent continuer à tirer vers le bas la durée du labeur, prouvent qu'il va bien falloir construire une économie où le revenu perçu n'est plus en rapport direct avec le travail fourni. D'autant plus que les 35h hebdomadaires, si elles sont obtenues, n'infléchiront que très peu le taux de chômage. Il faudra aller bien au-delà. Si la RTT est massive et couplée au revenu garanti, alors on pourra parler de partage du travail. Sinon, nous irons vers toujours plus de flexibilité, de précarité.

## **LA GRATUITÉ**

### **UN COMBAT DE CLASSE VERS DE NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX**

Le mouvement des chômeurs et précaires est riche en actions revendiquant la gratuité de certains biens et services. Actions en direction d'EDF-GDF pour réclamer la fin des coupures (c'est-à-dire que si on ne peut pas payer, l'accès à l'électricité et au gaz doit être assuré) ; actions Transports Gratuits Voyageurs (réquisition de trains pour les déplacements massifs, refus de payer les billets -carte AC !) ; opérations "caddies" au cours desquels les précaires envahissent les grandes surfaces pour se réapproprier des biens de consommations fondamentaux auxquels ils ne peuvent avoir accès ; mais aussi les actions contre la taxe d'habitation qui sont des ébauches de demandes de logements gratuits qui pourraient être financés par la taxe payée par les riches ; etc. On le voit bien dans ces exemples, les chômeurs et précaires souhaitent poser la question suivante : est-ce que l'accès au voyage, au logement décent, à une nourriture saine, à la culture, aux énergies, à la santé, etc. doit rester le "privilège" de ceux qui possèdent les moyens de se le payer, ou est-ce qu'il s'agit d'imposer un accès égalitaire, pour toutes et tous ?

Bien sûr, les revendications telles qu'elles sont souvent portées par les précaires font référence à l'urgence et obtiennent donc des réponses partielles, au coup par coup. Mais il se dessine, derrière ces pratiques de réappropriation momentanée, une volonté de dénoncer la société marchande, du moins son fonctionnement qui conduit à la mise en place de l'apartheid social, avec ses différentes catégories de population aux droits plus ou moins larges.

La force de la société actuelle et de ses valeurs dominantes est de réussir à culpabiliser le chômeur qui ose réclamer plus que l'aumône. Aussi, l'exercice qui consiste à réclamer non seulement un revenu garanti déconnecté de l'emploi, mais aussi la gratuité de services et biens qui contribuent à l'épanouissement des individus, et bien cet exercice-là se heurte régulièrement à une incompréhension forte de la part de nombre de précaires en lutte, qui y voient des exagérations. Pourtant, tous et toutes parlent de dignité, de dignité retrouvée par le mouvement,

et, cependant, restent enfermés dans une vision caritative de la répartition des richesses, dans le rôle humanitaire de l'État. Il faut dire qu'il n'est pas évident de sortir de la docilité pour des travailleurs précaires habitués à courber l'échine. Ce qui semble "propre" avant tout, c'est de réclamer un emploi afin de gagner "honnêtement" sa part du gâteau. Mais, chers camarades, ce ne sont pas nous, précaires, les brigands. Les brigands sont ceux qui utilisent notre précarité et notre fragilité pour perpétuer un système économique où la satisfaction de nos besoins est devenue un privilège à arracher en s'intégrant au salariat dégueulasse du patronat. Exiger la gratuité, c'est combattre, chômeurs et travailleurs salariés côte à côte, une société de classe au sein de laquelle les richesses sont redistribuées avec parcimonie aux plus serviles d'entre nous.

Exiger la gratuité, c'est exprimer l'idée que nous souhaitons que nos conditions d'existence ne soient pas liées aux logiques marchandes et aux impératifs de rentabilité. C'est maintenant qu'on veut vivre ! La gratuité, c'est casser les rapports de domination, c'est à terme remettre en cause la marche globale de l'économie. Car la tendance du moment est au contraire à la privatisation des services publics, et donc à leur accès encore plus inégalitaire. Éliminer le facteur rentabilité/compétitivité, c'est, comme pour le revenu garanti, organiser l'économie au service de la société, de l'humain, et non l'inverse.

Enfin, moins le fric en général sera un enjeu, plus les échanges et les rapports sociaux seront assainis...

L'accès à un revenu garanti, réorganiser la société autour des emplois et activités socialement utiles, satisfaire nos besoins, voilà les bases préalables d'une société émancipée.

Nous devons renverser le problème posé par la précarité en notre faveur. S'offrir une société où la durée de travail est fortement réduite mais où les possibilités de choix d'existence sont maximisées, voilà une option alternative et antagoniste. De tels revirements ne s'imposeront que si un rapport de force conséquent est construit face aux décideurs politiques et économiques. Ce rapport de force, il faut le développer, l'élargir en argumentant au mieux nos revendications. Car le mouvement des chômeurs et précaires s'adresse à tous et toutes, travailleurs salariés, travailleurs sous contrat précaire, sans-revenus, etc. Ces propositions et d'autres doivent provoquer des débats et des convergences, notamment avec le monde syndical.

Pour finir, il est important de souligner la dimension européenne des revendications explicitées dans ce texte, puisque des luttes sur des bases similaires ont été mises en place dans différents pays, comme l'État espagnol, l'Italie, etc. De plus, elles sont à mettre en perspective avec les Marches Européennes contre le chômage dont le prochain acte sera une grande manifestation internationale à Cologne en juin 1999.

De toute façon, la question de la réappropriation et de la redistribution des richesses éclate le cadre national et se pose évidemment au niveau mondial.

**Réseau No Pasaran !  
antifasciste et radical**

21 ter rue Voltaire - 75011 Paris  
tél 06.11.29.02. 15 - fax 01.43.72.15.77  
e-mail [reflex@ecn.org](mailto:reflex@ecn.org)  
web <http://www.multimania.com/duruti>

---

*RÉSEAU NO PASARAN  
LES ANTIFASCISTES RADICAUX DANS LE MOUVEMENT SOCIAL*

# **Section Carrément Anti Le Pen**

**Créé en 1988 à Nantes,  
partie prenante du *Réseau No Pasaran*  
qui réunit des groupes similaires dans tout l'hexagone,  
le SCALP c'est...**

- Section carrément anti-Le Pen. C'est à la misère qu'il faut s'attaquer, pas aux immigré (es) ! Car c'est bien sur le terreau de la misère économique, intellectuelle, affective que germent les graines pourries des xénophobes de tout poil. Que ce soient les gouvernements de droite ou de gauche qui se sont succédé pour attaquer les populations étrangères à coup de lois racistes, que ce soient les beaufs du FN ou les intellos d'extrême droite, c'est le repli sur soi qui est mis en avant. Nous voulons un monde métissé où on serait libre de circuler, un monde où les cultures s'entremêlent.

- Section de contre-attaque au lobby puritain. L'émancipation contre la soumission ! Le droit à l'avortement est menacé, on veut renvoyer les femmes au foyer, l'inégalité salariale homme-femme est généralisée, les homosexuel (les) sont rejeté (es)... Le vieux monde est sexiste et les fondamentalistes, qu'ils soient chrétiens, juifs ou musulmans, font front pour imposer une société fondée sur le pouvoir de l'homme uniquement. Dégagez ! Hors de nos vies !

- Section de contre-attaque au libéralisme et au productivisme. Il n'y a plus de travail, tant mieux ! Car ce qui fait défaut dans nos sociétés, ce n'est pas la

production des richesses. Toujours plus, n'importe quoi, pourvu que ça se vende, que ça génocide... Ce qui foire, c'est la répartition des richesses. Travaillons moins, travaillons autrement, sans hiérarchie, ni salaires, ni postes ! Œuvrons tous et toutes à la construction de collectivités égalitaires, respectueuses des choix des individus. Halte à la dictature des marchés !

- Section de contre-attaque à la passivité. Organisons la riposte ! Il faut (re) créer des lieux d'échanges autonomes, des lieux de vies, de débats, de luttes ; un mouvement embrassant toutes les sensibilités et qui refuse de se soumettre aux "impératifs" financiers et aux fachos de tous bords ; redonner corps à l'esprit critique. À l'image des Zapatistes, prendre ses affaires en main et s'organiser à la base pour imposer d'autres logiques que celle du profit : l'entraide, la tolérance, la convivialité, le respect de l'humain et de l'environnement...

- Section de contre-attaque à la police. Police partout, justice nulle part ! La méthode est toujours la même pour protéger les zones prospères et intégrées des zones déshéritées l'encadrement policier au Nord, militaire au Sud. C'est la forme la plus aiguë du contrôle social. On crie à l'insécurité alors que c'est le système lui-même qui prive les populations de conditions d'existence décentes. L'insécurité, c'est de ne plus avoir de revenus, d'accès à la santé, à l'éducation, au logement, etc... L'insécurité, ce ne sont ni les immigré(e)s ni les pauvres. Jamais par la répression l'État n'obtiendra la paix !

- Section contre l'atome liquidant le Pacifique. Société nucléaire, société policière ! L'armée est une force d'occupation économique et politique. Elle est là pour protéger les intérêts des puissants et nie le droit des peuples à décider de leur avenir. Elle est là pour rendre toujours plus présents les rapports hiérarchiques et autoritaires. Le nucléaire en particulier assure la domination d'un groupe d'États sur d'autres. Le nucléaire, qu'il soit civil ou militaire, détruit l'environnement et prend en otage la communauté planétaire.

Le SCALP est de tous ces combats et de bien d'autres encore.

**Agnès**

Ce texte est extrait du superbe album *Coûts et blessures*, 172 pages grand format, 100ff, éditions Iconovox c/o Maurice Smadja, 62 avenue de la Paix, 93150 Le Blanc Mesnil, tél. 01.45.91.20.62, fax 01.45.91.20.63.

---

*FRANCE / SANS-PAPIERS...*

# Trouver un second souffle

**En France, depuis plus d'un an,  
le mouvement des sans-papiers  
traverse une crise.**

Les problèmes qui ont abouti à la crise actuelle trouvent leur origine dans les difficultés rencontrées par le mouvement des sans-papiers à "gérer" l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce phénomène est d'ailleurs partagé par la plupart des mouvements sociaux. En effet, autant il est simple de se mobiliser contre un gouvernement de droite ; les organisations de gauche, les syndicats, les associations antiracistes et autres soutiennent les mouvements avant tout pour des considérations tactiques déterminées en fonction des stratégies électorales.

Lorsque la gauche gagne les élections la situation se complique pour plusieurs raisons. Tout d'abord le mythe de la gauche continue de faire ses ravages ; les illusions vont bon train, même au sein des mouvements. En outre, le PS, de par sa culture, souhaite contrôler les mouvements et ainsi recherche des "pompiers" afin de pouvoir casser la dynamique en divisant les mouvements. C'est dans cette logique qu'a été organisée la marche d'Angoulême et que furent reçus les marcheurs à Matignon en juin 97. Enfin les organisations de gauche où s'y rattachant remettent en cause leur soutien qui devient de plus en plus parcimonieux. Leur fonction principale dans ce cadre est d'essayer d'infléchir les axes et les méthodes de luttes afin que le pouvoir puisse négocier avec les représentants du mouvement et, en fin de compte, appliquer ce que la droite a mis en œuvre par rapport à l'immigration en général. En effet, il faut bien admettre qu'un large consensus se dessine entre la droite et la gauche à propos de l'immigration. De toute manière, chacun de ces courants politiques se réfère aux accords de Schengen et de Dublin qui sont fondés idéologiquement sur le différentialisme. Les plus

"progressistes" (la gauche socialiste, SOS Racisme...) reposant la politique des quotas, c'est-à-dire renforçant le caractère utilitariste (économique) de l'immigration.

Ainsi la circulaire Chevènement, "obtenue" après la marche d'Angoulême, avait pour fonction de diviser le mouvement, d'isoler les personnes le composant, et mettre tout le monde en position d'attente. Force est de constater que la manœuvre a bien fonctionné ! La coordination, empêtrée dans ses débats de fonctionnement, n'a pu réellement relancer une dynamique collective, d'imposer une régularisation globale. Seules, des manifestations nationales mensuelles étaient proposées à l'ensemble des collectifs. Cette stratégie n'est bien évidemment pas à la hauteur de l'enjeu de la lutte.

### **Affaiblir la coordination des sans-papiers**

Face à ces faiblesses politiques de la coordination, les organisations de soutien (partis, syndicats, associations antiracistes : satellites de la gauche) ont pu prendre de plus en plus de poids au sein de la coordination. Cela s'est particulièrement manifesté en novembre 1997 à propos de l'opportunité de signer ou non le tract des organisations appelant à la manifestation du 22. À l'époque, plusieurs organisations, associations antiracistes œuvraient pour revenir sur le devant de la scène occupé par le mouvement des sans-papiers. L'objectif de cette manifestation était d'affaiblir la coordination nationale en organisant une manifestation nationale plus importante que celle prévue par cette dernière le 1er novembre et ainsi remettre en position dominante les associations et organisations antiracistes avec lesquelles le pouvoir pourrait plus facilement négocier.

Pour préserver coûte que coûte l'unité avec les organisations de soutien, des collectifs de la coordination nationale (Lille, troisième collectif, collectif du 93...) ont préféré diviser cette dernière en remettant en cause les revendications jusqu'alors portées par le mouvement (Des papiers pour tous, la carte de 10 ans...). Ces organisations les jugeaient trop radicales. Au cours du temps la

situation n'a fait que se dégrader. Ainsi, cet été, lors de la grève de la faim des Batignoles, organisée par les membres du Troisième collectif de sans-papiers à Paris, nous avons assisté à un net recul qualitatif de la lutte. L'un des porte-paroles des grévistes déclarait qu'il ne luttait plus pour la régularisation de tous les membres du collectif en question, mais demandait une révision des critères. Exit la revendication *Des papiers pour tous*. D'une part, cela signifiait l'éclatement du mouvement entre les différents collectifs et d'autre part, on acceptait de négocier les critères. De même, à Orléans, un des porte-paroles du collectif occupant le parvis de la cathédrale se défendait de demander une régularisation aveugle. Autrement dit, on mettait également à bas la revendication *Des papiers pour tous* et l'on demandait seulement au Préfet d'être plus magnanime ; de là à rentrer dans la logique du cas par cas il n'y a qu'un pas...

C'est dans ce contexte que quelques sans-papiers décidèrent d'occuper l'Ambassade du Vatican à Paris pour tenter de contre-balancer cette évolution et tenter de remettre en avant les axes de lutte ayant fait l'unité du mouvement : des papiers pour tous, le refus du cas par cas et la revendication de la carte de 10 ans pour tous. Malgré un très faible soutien de la part de la Coordination nationale des sans-papiers, des organisations et associations, le coup médiatique fut une réussite dans la mesure où de nouveau on pu remettre ces revendications à l'ordre du jour.

### **Division du mouvement**

On peut même parler d'un éclatement de celui-ci. On assiste à une multitude de grèves de la faim, d'occupations de lieux publics. Mais chaque collectif ne lutte plus de manière globale, mais tente d'obtenir la régularisation de ses sans-papiers (c'est-à-dire l'obtention d'une carte d'un an, maintenant les gens dans une extrême précarité). Ainsi à Limeil-Brevannes, la grève de la faim n'avait d'autre objectif que la régularisation des grévistes ; il en va de même pour la plupart des collectifs. On ne voit plus guère de cohésion, chaque collectif essayant d'obtenir des régularisations dans son coin.

Division du mouvement aussi au niveau des mots d'ordre avancés. On se bat pour la régularisation de ceux qui en ont fait la demande. Ainsi, on instaure une division entre ceux qui se sont fait piéger par la circulaire Chevènement et ceux qui, plus prudents, ont préféré rester inconnus des préfetures ; et ne parlons pas de ceux qui sont entrés en France après la date buttoir de la circulaire Chevènement. Pour ces derniers, les porteurs de ce mot d'ordre iront s'excuser en leur disant qu'elles sont arrivées trop tard ! Mais depuis plusieurs semaines, un certain nombre de collectifs parisiens (collectif 2000, des membres du collectif de Saint-Bernard...) occupent une église rue de la Roquette à Paris. Cette occupation se situe dans la continuité de celle de l'ambassade du Vatican. Ils luttent donc pour une régularisation globale de tous les sans-papiers, l'obtention de la carte de 10 ans, la fermeture des camps de rétention... Il est bien évident que le mouvement des sans-papiers ne pourra seul imposer ses revendications. Il faudra qu'il s'allie avec d'autres forces tant au niveau hexagonal, qu'euro péen. Il importe d'essayer de construire des convergences avec le mouvement des chômeurs, en proposant par exemple des occupations communes. L'anniversaire du mouvement des chômeurs pourrait en être un excellent prétexte. L'on pourrait poser la liberté de circulation aussi bien en revendiquant la gratuité des transports que l'ouverture des frontières.

Le problème que soulève le mouvement des sans-papiers, comme celui des chômeurs, porte également sur la construction néo-libérale de l'Europe. D'un côté, on impose la fixation des pauvres là où ils subissent la misère (tiers monde, quartiers ghetto...) et de l'autre, on veut faciliter les déplacements de capitaux, de marchandises, mais également des nantis pour qu'ils profitent de plus en plus. Au néo-libéralisme correspond l'Europe forteresse. Or, dans plusieurs pays européens des mouvements de sans-papiers émergent : Italie, Allemagne, Belgique. Il serait intéressant de lancer une campagne européenne pour dénoncer la construction de l'Europe forteresse, exiger la fermeture des camps de rétention (existant sous différents noms, mais dont le principe et la fonction sont identiques), l'ouverture des frontières, revendiquer la libre circulation des hommes, des femmes et des idées, et pour dire fortement c'est à la misère qu'il faut

s'attaquer, pas aux immigrés.

Jicé - No Pasaran !

*No Pasaran !* - mouvement antifasciste radical  
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris  
tél 06.11.29.02. 15, fax 01.43.72.15.77  
e-mail reflex@ecn.org  
web <http://www.multimania.com/duruti>.

---

COLLECTIF CONTRE LES EXPULSIONS - BRUXELLES

# 50 ans des Droits de l'Homme

**La Belgique sable le champagne,  
mais c'est le sang qui coule...**

Ce jeudi 10 décembre vers 17h15, une trentaine de personnes ont mené une action devant le parlement belge. Un calicot portant la mention *50 ans de Droits de l'Homme : la Belgique sabre le champagne, mais c'est le sang qui coule...* a été déployé sur les grilles devant l'édifice et du sang a été répandu à l'entrée du parlement, symbolisant le sang des victimes sans papiers sur les mains de nos gouvernants. L'action a duré une dizaine de minutes, au bout desquelles la gendarmerie est intervenue de manière violente. Une vingtaine de personnes ont été arrêtées.

Cette action suivait la conférence de presse du CCE, qui présentait différents cas de violence contre des détenus sans papiers. Parmi ceux-ci, Blandine Kaniki. Cette congolaise, enceinte depuis quatre mois, a fait

une fausse couche suite aux violences subies le 31 octobre lors d'une expédition punitive de la gendarmerie contre les détenus du centre de rapatriement 127 bis à Steenokkerzeel. La conférence visait aussi à dénoncer les violences subies par une jeune sierra-léonaise (19 ans) au centre pour illégaux de Bruges, voici deux semaines, et son maintien en cellule d'isolement pendant six jours.

Les violences contre les sans-papiers dans les centres fermés se sont intensifiées depuis le meurtre de Semira Adamu le 22 septembre. Ces violences sont systématiquement couvertes par le ministre de l'Intérieur, car elles sont partie intégrante de sa politique d'immigration.

La violence et la terreur ne sont pas la seule politique possible. Le CCE exige l'arrêt immédiat des expulsions, la suppression des camps de détention pour étrangers et la régularisation immédiate de tous les sans-papiers.

**Collectif contre les expulsions**  
167 rue de la Victoire - 1060 Bruxelles  
tél 02/539.04.55 - fax 02/779.59.00

[POUR EN SAVOIR PLUS SUR LE CCE](#)

---

*COLLECTIF CONTRE LES EXPULSIONS*

## **Blandine Kaniki**

**Blandine Kaniki est  
une réfugiée congolaise âgée de 20 ans.**

Elle est arrivée en Belgique avec son fils de 5 ans Christian le 18 octobre. Sa demande d'asile ayant été rejetée, elle est détenue au centre de rapatriement 127 bis. Elle était enceinte de plusieurs mois il y a encore quelques jours.

Le 31 octobre, comme d'autres détenus, elle a été victime d'une intervention violente de la gendarmerie dans le centre. Ce jour-là, un nigérian devait être expulsé vers Lagos. Comme il tentait de se défendre, le personnel de l' Office a utilisé la violence (*Le Soir* 1.11.98). Les autres détenus se sont alors interposés pour défendre leur compagnon d'infortune. Ils ont été rassemblés dans le réfectoire du centre et chargés par la gendarmerie appelée en renfort. Le matraquage collectif a été très violent. Dans la mêlée, Blandine Kaniki a reçu des coups, a été jetée par terre et traînée sur le sol tirée par les cheveux, son fils accroché à elle. En réponse aux protestations de son avocat, l'Office des Étrangers lui affirma qu'une enquête serait ouverte et que personne ne serait expulsé avant d'avoir les conclusions. En réalité, plusieurs détenus furent expulsés dès les jours suivant. Blandine Kaniki a été emmenée à l'aéroport le 6 novembre pour être renvoyée vers Kinshasa. Elle a refusé de monter à bord de l'avion.

Suite aux violences subies, Blandine Kaniki s'est plainte de douleurs au ventre et s'est retrouvée dans l'incapacité de manger. Elle a alerté à plusieurs reprises le médecin du centre 127 bis, qui semble n'avoir jamais pris l'affaire au sérieux. Le 24 novembre, la jeune femme congolaise a fait une fausse couche. Il a fallu l'intervention des autres détenus pour obtenir son évacuation vers l'hôpital, où elle a été admise vers 21 heures. Trop tard cependant pour sauver l'enfant qui est décédé en chemin. Cette fausse couche était prévisible. Quelques jours avant l'expulsion, elle avait eu des saignements à plusieurs reprises. À l'hôpital, ce n'est que le jeudi que des soins spécifiques et adéquats lui ont été administrés. Directement après, elle a été ramenée de force au centre 127 bis, où elle a pu retrouver son enfant laissé seul durant ces deux jours d'hospitalisation. Elle y est toujours détenue et ne bénéficie d'aucun soin particulier. Elle risque l'expulsion à tout moment !

Le décès de l'enfant était prévisible. Blandine Kaniki s'est plainte de douleurs au ventre durant plusieurs semaines et a perdu du sang plusieurs jours avant la fausse couche. De plus, son incapacité de manger sous peine de tout remettre n'était-elle pas le signe que des soins particuliers lui étaient nécessaires ? De plus, pourquoi a-t-il fallu deux jours pour qu'elle soit traitée correctement ?

Les violences commises contre Blandine Kaniki, la tentative d'expulsion ainsi que les conditions de détention nous paraissent clairement être la cause de la perte de son enfant. Nous pourrions ajouter le manque de soins médicaux. Elle envisage d'ailleurs de porter plainte. La responsabilité de l'Office des Étrangers et de la gendarmerie, donc du ministre de l'Intérieur, est claire. Néanmoins, malgré la gravité des faits, l'Office des Étrangers souhaite étouffer l'affaire et échapper une fois de plus à ses responsabilités.

Depuis le meurtre de Sémira Adamu, malgré des promesses d'humanisation de la loi, la situation s'est encore durcie pour les réfugiés. La seule mesure concrète qui a été prise est le renforcement de la gendarmerie. Admirons les conséquences. Obnubilées par leur volonté d'expulser massivement, les autorités belges adoptent quotidiennement un comportement froid, violent et finalement meurtrier. Ceux qui mènent cette politique ont du sang sur les mains mais ne semblent guère s'en soucier. Sans doute vont-ils faire passer cela pour un banal accident, imprévisible mais qu'il ne faut pas généraliser. Cette hypocrisie, que nous entendons depuis le 22 septembre, a assez duré. D'autres violences ont été commises dans les centres depuis lors et la violence va reprendre lors des expulsions. Il s'agit de la chronique d'une mort annoncée, qui se répétera tant que la Belgique pratiquera cette politique d'expulsions massives.

Pour sortir Blandine Kaniki du drame dans lequel ils l'ont plongée, pour que cesse cette tragédie, le *Collectif contre les expulsions* exige du gouvernement belge ? qu'il libère immédiatement Blandine Kaniki, lui accorde un statut de réfugié et qu'il prenne en charge l'ensemble des soins qu'elle nécessite ? l'ouverture d'une enquête indépendante pour déterminer l'ensemble des responsabilités de ce drame ? l'arrêt immédiat des expulsions et la suppression des centres fermés ? un changement radical de politique, à commencer par la régularisation immédiate et collective de tous les sans papiers.

Si Blandine Kaniki n'est pas libérée immédiatement, le *Collectif contre les expulsions* entamera les actions qu'il jugera nécessaires ! [Ndlr: début décembre, Blandine Kaniki a déposé plainte avec constitution de

partie civile à charge de l'Office des Étrangers pour *coups et blessures, abus d'autorité et de non assistance à personne en danger*.  
Le texte de sa plainte est disponible au Collectif].

**Collectif contre les expulsions**  
167 rue de la Victoire - 1060 Bruxelles  
tél 02/539.04.55 - fax 02/779.59.00  
mail [ccle@altern.org](mailto:ccle@altern.org).

[POUR EN SAVOIR PLUS SUR LE CCLE](#)

---

blues, bruxelles, belgique, chômage, artiste, chanson française

# MARC LELANGUE GLANDEUR NATURE

**Ceci n'a rien à voir avec  
ce qui vous préoccupent... quoique...**

Salut les ami/e/s,

Un p'tit belge à sorti, il y a quatre ans,  
un superbe album de blues  
chanté dans la langue de Brel...

Le premier s'appelle MARC LELANGUE,  
et le p'tit cd, GLANDEUR NATURE...

Le premier n'est pas labellisé sous nos couleurs  
mais exprime simplement et avec justesse  
les (re)sentiments d'un homme libre,  
depuis longtemps sans-emploi  
(mais cela n'a aucune importance  
et lui laisse un peu de temps pour travailler sa guitare...).

Le second est sorti à la marge du circuit commercial  
(moitié pro-je-le-veux et moitié bout-de-ficelle)  
et, misère de la distribution pas complètement commerciale,  
s'est vendu à quelques milliers d'exemplaires

chez les francophones de Belgique (4,5 millions d'habitant/e/s)...  
et puis basta !

La seule manière de donner un avenir  
à ces tranches de vie de chez nous, est... de les exporter ailleurs,  
et notamment en France, en Suisse, au Québec...

Quelqu'un/e a-elle/il un tuyau vers les programmeurs radio ?

Quelqu'un/e a-elle/il un tuyau vers les circuits de diffusion alternatifs ?

Merci, Babar  
1 février 1999

Marc Lelangue, Glandeur nature  
Sowarex, tel 00.32.2.538.90.01 - fax 00.32.2.537.61.70  
[marc.lelangue@ping.be](mailto:marc.lelangue@ping.be)

**Le cd de Marc Lelangue  
est disponible en ligne**

[http://www.netbeat.com/export/htdocs/products/glandeur\\_nature\\_5048.htm](http://www.netbeat.com/export/htdocs/products/glandeur_nature_5048.htm)